



número
218
zenbakia

1ª DE MAYO DE 2007

2007ko MAIATZAREN 1.a

Boletín Quincenal de
Información Europea

Europari Buruzko
Hamabostekaria

ELKARREKIN
1957AZ GERO



Opinión: Evolutions des programmes communautaires dans le domaine de la jeunesse, Philippe Cova, Jefe de la Unidad Juventud de la Agencia EACE (Education, Audiovisual and Culture Agency executive Agency) de la Comisión Europea

Pág. 3

Directiva sobre la propiedad intelectual

Pág. 17

Directiva de responsabilidad medioambiental

Pág. 21

Consejo informal Ecofin

Pág. 24

Directiva sobre servicios de pago

Pág. 25

Consejo JAI

Pág. 26

Consejo de Asuntos Generales y Relaciones Exteriores

Pág. 30

Opinión	3
Actos	5

Integración Europea e Instituciones / Europar Integrazioa eta Erakundeak

Cuarta gira del camión europeo de la diversidad	6
---	---

Política Social y Cultura / Gizarte Politika eta Kultura

Osasun kontseilu informala: gaixoen zirkulazio librea	7
Adituen txostena europako liburutegi digitalari buruz	8
Primera encuesta europea sobre conocimientos lingüísticos	9
El Parlamento Europeo propone medidas para frenar el avance del VIH/SIDA ..	10

Economía / Ekonomia

Consejo informal de competitividad.....	11
Reglamento sobre medidas de seguridad en la aviación civil	12
El Parlamento Europeo aboga por la seguridad marítima	13
Retraso en el programa Galileo	14
Día europeo de la seguridad vial.....	15
Estudio sobre la implantación de la tecnología digital	16
Directiva para garantizar los derechos de propiedad intelectual	17
Impulso a la industria espacial europea.....	18
Kontsumorako produktu arriskutsuen txostena 2006	19
Reducir la experiencia sobre los animales	20
Directiva de responsabilidad medioambiental.....	21
Estrategia comunitaria para uso sostenible de los recursos naturales	22
Estrategia para impulsar las exportaciones comunitarias.....	23

UEM; Presupuesto y Fiscalidad / BEM; Aurrekontua eta Zergak

Consejo informal Ecofin	24
Directiva sobre servicios de pago	25

Asuntos de Justicia e Interior / Justizia eta Barne Gaiak

Consejo JAI	26
Consejo JAI II: refuerzo de Frontex	27
Informe del Parlamento Europeo sobre derechos humanos.....	28
Primer centro europeo de tramitación de visados.....	29

Relaciones Exteriores / Kanpo Harremanak

Consejo de Asuntos Generales y Relaciones Exteriores.....	30
Consejo de Asuntos Generales y relaciones Exteriores II.....	31
UE-América latina.....	32
Compús de espera en el conflicto nuclear con Irán	33
Cumbre UE-EEUU.....	34

Cuaderno de Referencias

Legislación.....	35
Transposición de normativa comunitaria al Derecho interno	40
Licitaciones.....	41
Convocatoria de programas	44
Documentos oficiales.....	45

El formato pdf de esta publicación
puede consultarse en

<http://www.revie.org>

EVOLUTIONS DES PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES DANS LE DOMAINE DE LA JEUNESSE



Philippe Cova

Le programme Jeunesse est basé sur l'idée que la construction européenne ne pourra se développer que si les jeunes européens se rencontrent, se connaissent et mènent ensemble des activités et des projets. Ceci a conduit à introduire dans le Traité la disposition suivante (article 149, paragraphe 2): l'action communautaire vise à "favoriser le développement de la mobilité des jeunes et des animateurs socio-éducatifs". Cette idée qui reste complètement d'actualité a été mise en œuvre à travers les différentes générations de programmes.

A l'origine du programme Jeunesse se trouvent donc les échanges de jeunes. L'idée du volontariat s'est ajoutée par la suite. Le Service volontaire européen (SVE) renforce cette idée de rencontre par une dimension de développement personnel des jeunes et une dimension de solidarité vis-à-vis de la société.

Plus tard, les activités du programme ont été étendues aux pays tiers pour contrecarrer le concept d'une Europe forteresse.

Au fil des années, les actions du programme sont devenues de plus en plus ciblées afin de permettre aux jeunes avec moins d'opportunités de faire ces expériences de découverte mutuelle, d'engagement volontaire. Cet accès à tous est l'un des fondements même du programme.

Les activités de jeunesse ne se développent pas sans encadrement. On utilise souvent le mot de youth work. Il y a en Europe des millions de youth workers. Une des ambitions du programme est de soutenir ces personnes, ces structures en leur permettant de coopérer, de développer leurs activités à l'échelle européenne.

La nature des activités et des objectifs du programme ainsi que le public cible expliquent que le programme s'appuie sur des projets relativement petits;

l'expérience a montré que les jeunes s'engagent plus facilement dans des projets de petite envergure et proches du terrain. Parallèlement, ce programme a été le premier à s'appuyer sur un système de financement forfaitaire des projets, ce qui a représenté une simplification majeure de gestion pour tous les stakeholders.

Le nouveau Programme Jeunesse en Action, adopté le 15 novembre 2006 par le Parlement européen et le Conseil pour la période 2007-2013, porte sur un budget de 885 millions d'euros.

Ce programme fait notamment référence à la stratégie de Lisbonne dans le cadre de laquelle l'Union s'est fixée un objectif stratégique d'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde, c'est-à-dire également capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

La volonté de rapprocher les citoyens, et en premier lieu les jeunes, du projet européen et des Institutions a ensuite conduit au Pacte européen de la jeunesse (qui a vu le jour en mars 2005), considéré comme l'un des instruments pouvant concourir à la réalisation des objectifs de Lisbonne. Le but principal du Pacte est d'améliorer l'instruction, la formation, la mobilité, l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des jeunes européens, tout en facilitant la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Le nouveau programme constitue pour partie un instrument financier au service de ce Pacte. Une mesure est ainsi prévue pour renforcer l'ouverture de la participation démocratique des jeunes. En ce qui concerne le SVE, le programme prévoit le développement d'une dimension collective de cette activité afin de développer son impact. Une partie significative du programme concerne également les systèmes

d'appui et permet en particulier d'aider les activités des ONG de jeunesse ainsi que celles des youth workers et de développer des projets pour stimuler l'innovation et la qualité dans le domaine de l'éducation non formelle. Plus innovant, l'introduction d'une nouvelle action (Partenariat) qui permettra de développer des coopérations avec des collectivités régionales.

A signaler la volonté du législateur d'étendre le volet externe du programme en permettant la mise en œuvre de projets, d'une part avec les pays des Balkans et du Caucase, d'autre part avec les pays d'Amérique latine, d'Asie et des ACP.

Les évaluations réalisées ont démontré que le programme Jeunesse a un impact structurant à trois niveaux: au niveau des jeunes, des structures et des politiques.

Sur les jeunes en termes d'apprentissage interculturel, de développement personnel et de participation à la vie active. Près d'un million de jeunes ont bénéficié directement du programme.

Impact sur les structures, c'est à dire les organisations et les communautés locales qui participent à la mise en œuvre des projets. Le programme les amène à développer des activités de mise en réseau dans un environnement européen. Près de 15.000 projets financés par an, soit autant de structures qui reçoivent un soutien communautaire, c'est-à-dire plus de 100.000 structures en sept ans.

Les politiques: le programme s'est révélé être un outil également pour le développement des politiques par les Etats membres qui ont utilisé le modèle ou les structures du programme comme levier pour d'autres activités. Il a également permis de fédérer les organisations de jeunesse nationales autour des objectifs de l'Union. C'est le programme qui est à la base, à partir du Livre blanc de la Commission de 2001, de la coopération politique développée depuis lors dans le domaine de la jeunesse et des avancées réalisées au niveau des priorités de la Méthode Ouverte de Coordination (MOC): participation, information, volontariat et meilleure connaissance de la jeunesse.

PHILIPPE COVA

JEFE DE LA UNIDAD "JUVENTUD" DE LA AGENCIA EACEA (EDUCATION, AUDIOVISUAL AND CULTURE AGENCY EXECUTIVE AGENCY) DE LA COMISIÓN EUROPEA

ORGANIZADO POR JOSE MARÍA MUÑOA,
COMISIONADO DEL LEHENDAKARI PARA LAS RELACIONES EXTERIORES

VISITA A EUSKADI DE UNA DELEGACIÓN DEL COMITÉ DE LAS REGIONES



El Lehendakari, Juan Jose Ibarretxe y Jose María Muñoa con miembros del Comité de las Regiones.

Los días 9 y 10 de mayo de 2007 visitó Euskadi una delegación del Comité de las Regiones al más alto rango, encabezada por su Presidente, el Sr. Michel Delebarre, y los representantes de sus cuatro Grupos políticos: PPE, PSE, ALDE, UEN-EA, con el fin de reunirse con las víctimas del terrorismo, los dirigentes de las principales formaciones políticas de la región y el lehendakari Ibarretxe.

Esta delegación del Comité estuvo compuesto además del Presidente por el Sr. Luc Van den Brande, Vice-Presidente del Comité de las Regiones; el Sr. Isidoro Gottardo, Presidente del Grupo Popular Europeo; el Sr. Albert Bore, Miembro del Grupo Socialista Europeo y Ex-Presidente del Comité de las Regiones; el Sr. Guido Milana, Vice-Presidente del Grupo «Alianza de Demócratas y Liberales por Europa»; y el Sr. Patrick McGowan, Miembro del Grupo «Union por La Europa de las Naciones-Alianza Europea» así como por 8 colaboradores.

El motivo de esta visita responde al compromiso adquirido por la Asamblea Plenaria del CDR, que en abril de 2006 aceptó la invitación del Lehendakari a enviar una delegación de representantes políticos regionales y locales para explorar las formas de apoyo que puede proporcionar la Unión Europea al proceso de paz y a la defensa de la democracia.

El Comité de las Regiones, órgano oficial que representa a las regiones y municipios de la UE, se ha sentido especialmente afectado por los atentados y amenazas cometidos por ETA contra los representantes políticos locales del País Vasco y de Navarra, que –según se recoge en la Resolución aprobada en abril de 2003 por la Asamblea Plenaria del Comité– representan “una amenaza a los principios de la democracia, el Estado de Derecho, principios en los que se asienta la Unión Europea”. Por ello, el Comité organizó en aquel momento una

audiencia de familiares de víctimas de atentados terroristas y de políticos locales vascos que viven sometidos a la amenaza.

La Delegación del CDR pidió tener un encuentro con representantes de las asociaciones de víctimas del terrorismo. Asistieron la Sra. Natividad Rodríguez, viuda del Sr. Fernando Buesa, la Sra. Amaia Guridi, viuda del que fue Director Financiero del Diario Vasco; Sr. Angel Altuna, miembro de la Asociación de Víctimas COVITE; y Sr. Gorka Landaburu, periodista que fue gravemente herido por un paquete bomba. Del Gobierno Vasco participaron la Sra. Marixabel Lasa, Directora de Atención a las Víctimas del Terrorismo y el Sr. Jon Landa, Director de Derechos Humanos.

La reunión con el lehendakari Juan José Ibarretxe, que es el Miembro titular de Euskadi en el Comité de las Regiones, fue muy provechosa en palabras del propio Delebarre, quien se mostró dispuesto “a que el Comité de las Regiones se comprometiera a crear un impulso a escala comunitaria y a aportar su contribución al proceso de negociación en cuanto éste se replantee a nivel de Euskadi y del Estado español”.

Asimismo se reunió con la Presidenta del Parlamento Vasco Izaskun Bilbao así como con los máximos representantes políticos de los tres partidos que a su vez tienen representación en el CDR: EAJ-PNV, PSE-EE y PP: el Sr. Josu Jon Imaz, los Sres. Patxi LÓPEZ, y Jesús LOZA, así como con los Sres. Carmelo Barrio y Leopoldo Barreda.

Además de la clase política, la delegación del CDR también tuvo oportunidad de reunirse con los máximos representantes de CONFEBASK, los Sres. Miguel Lazpiur y Jose Guillermo Zubia, con el fin de conocer el punto de vista del mundo empresarial.



CUARTA GIRA DEL CAMIÓN EUROPEO DE LA DIVERSIDAD

La UE informará a través un camión a los ciudadanos europeos sobre sus derechos y mecanismos para luchar contra la discriminación.

La cuarta gira del Camión Europeo de la Diversidad comenzó el 25 de abril con el fin de promover a lo largo de la UE la diversidad y la igualdad de oportunidades para todos. En su recorrido mostrará y distribuirá información sobre la campaña **“Por la diversidad. Contra la discriminación”**, así como sobre el Año Europeo 2007 de la Igualdad de Oportunidades para Todos, con cuya celebración coincide.

El camión inició su andadura frente a la sede del Parlamento Europeo, en Estrasburgo, y recorrerá en siete meses 18.000 kilómetros y 19 países, visitando centros urbanos, ferias de empleo y festivales, ofreciendo información a los ciudadanos sobre sus derechos en materia de igualdad de trato y promoviendo el **Año Europeo 2007 de la Igualdad de Oportunidades para Todos**. El Camión Europeo de la Diversidad estará presente en las plazas públicas, junto a escuelas, en ferias populares y en festivales culturales.

El Camión constituye una plataforma móvil de información cuyo principal mensaje será que la discriminación por razones de sexo, religión y creencias, discapacidades, edad, orientación sexual u origen étnico está prohibida por la ley, sensibilizando de que la diversidad y la igualdad de oportunidades son conceptos positivos y beneficiosos en nuestra sociedad. Su gran objetivo es luchar contra toda discriminación y concienciar e informar a quienes la sufren sobre los derechos y mecanismos legales de que disponen para reclamar

legalmente sus derechos. A pesar de que la legislación comunitaria contra la discriminación es una de las más avanzadas del mundo, sólo uno de cada tres ciudadanos conoce sus derechos en caso de sufrir una discriminación.

El tour se dirigirá particularmente a los jóvenes, informándoles sobre su derecho a la igualdad en el acceso a un empleo, la educación y la formación.

El programa irá variando en las distintas paradas. Los visitantes dispondrán de un amplio programa informativo que incluirá discusiones con políticos, sesiones de formación anti-discriminación, actuaciones, música en vivo y proyecciones de películas. Otras actividades serán la exposición **“Romper estereotipos”**; el concurso de karaoke, en el que las canciones habrán sido cuidadosamente seleccionadas en línea con los objetivos de la campaña; el juego interactivo **“Trucktivity”**; o el parque interactivo **“Ability Park”**, que pretende incrementar de un modo práctico la concienciación en cuanto a las barreras a que se enfrentan diariamente las personas con discapacidades.

Para el desarrollo del programa informativo y de entretenimiento previsto, el camión cuenta con un escenario de 50 m². Tanto el vehículo como la información que proporciona a los visitantes son accesibles para personas ciegas y de movilidad limitada.

OSASUN KONTSEILU INFORMALA: GAIXOEN ZIRKULAZIO LIBREA



Osasun ministroak eta Kontseilua prest daude esparru bateratu bat osatzeko, gaixoak EBeko edozein herritan artatua izateko duen eskubidea ahalbidetuko duena.

Hogeita zazpi Osasun ministroak modu informalean bildu ziren Aquisgranen (Alemania), apirilaren 19 eta 20an, Ulla Schmith ministro alemaniarra presidente zutela. Europako herritarrek Batasunaren lurralde osoko osasun zerbitzuetara sarbide librea izan dezaten, sistema bat ezartzeko aukera egiazkorik ba ote dagoen aztertzeko egin zuten batzarra. Mahai gainean hiru dokumentu: Kontseiluak pasa den ekainean onartutako oinarrizko agiria, “Europako Batasuneko osasun sistemen balio eta oinarri komunak”; Batzordeak egindako kontsulta baten emaitzak (Markos Kyprianou Batzordeko komisarioak aurkeztu zituen bileran); eta Justiziako Europako Auzitegiren azken epaiak, beste estatu kide batean artatutako herritarren eskubideak bermatzen dituzten sententziak.

“Europarrek Europan bizi eta egiten dute lan. Gaixotuz gero, Europak zaintzarik onena izateko modua bermatu behar die guztiei, bakoitzaren diru baliabideak edozein direla ere”. Hala laburtu zuen Alemaniako ministroak. Halaber, ziur agertu zen, etorkizunean arau bateratua izango denaren gidareroak ezartzeko gai izango dela Kontseilua.

Gaiztatu beharreko trabak, kasu batzuetan, konplexuak dira: nola bermatu osasun sistema nazionalen finantziazioa, osasun arazoak direla medio jendearen desplazamenduak beste estatu batzuetara asko ugartzen badira? Osasunaren arloan zabal daitekeen balizko “barne merkatuari” mugak jartzea posible al da ikuspegi juridikotik? Nola bermatu daiteke osasun sistema nazionalak herritar batek beste estatu kide batean aurreratutako gastuak itzuliko dituztela? Zein kasutan muga daiteke gaixo baten desplazamendu librea? Eta abar.

Batzordearen txostenak erakusten duenez, estatuek beste herrialde kide bateko gaixoak artatzeagatik izaten dituzten osasun gastuen zama aurrekontuen % 1 ingurukoa da egun

(ez da datu oso zehatza, Exekutiboak berak onartu duenez), baina badira zonalde batzuk (Espainiako Levante ingurua, mugalde batzuk, eta abar) nazio horretakoak ez diren gaixoen mugimendu gehiegizkoa jasaten dutenak. Hitz egin, jada hitz egiten da “osasun turismoa”-ren fenomenoaz; hankaz gora uzten du fenomeno horrek oinarri hau: beste estatu bateko osasun zerbitzuak erabiltzea ezin da izan berez helburua; benetako balio erantsia den kasuetan, edo ageriko gabezia bati irtenbidea emateko, orduan erabili beharko liriteke beste herri batzuetako osasun zerbitzuak. Horretan ados dira Hogeita zazpiak.

Batzordeak egindako kontsultak beste ondorio batzuk plazaratu ditu: estatuak, profesionalen elkarteak, farmazia alorreko enpresak, unibertsitateak, erabiltzaile elkarteak, etab., denak ados daude premiazkoa dela araudi bateratu bat, osasun tratamendu transnazionalak arautuko dituen, gaixoak aurreratutako gastuak itzuli egingo zaizkiola bermatuko duena, eta utzikeria egon den kasuetan ardurak ezarriko dituen. Azken gai horri dagokionez, osasun arloko profesionalak azaldu dute nahiago dutela auziak konpontzeko sistema bat, arau orokor bat baino.

Urtearen bukaeran Batzordeak lege proposamen bat aurkeztuko du –zuzentarau sortu berria izan daitekeena– edo bestela, gaur egun gizarte segurantzen sistema nazionalak koordintatzeko balio duen araudi eguneratua. Denak ados daude: arau horrek argi zehaztu beharko ditu mugak, zerbitzu mota hori noiz den posible, zein kasutan eskatu behar den aurreratzeko baimena, edo gaixo batek noiz duen eskubidea artatzea ukatuz gero helegitea jartzeko. Edonola ere, prozedurak erraztera jo beharko luke, batez ere mugaldeko eskualdeetan. Erabakiak hartzeko sistema eraginkor bat ezartzea da kontua; gaixoaren atentzioa eta informazio argia lehenetsiko dituen sistema bat, alegia.



Cultura

ADITUEN TXOSTENA EUROPAKO LIBURUTEGI DIGITALARI BURUZ

Liburutegi digitalei inguruko goi-mailako adituen taldeak kontsultarako txosten bat argitaratu du egileen eskubideei buruz, Europako Liburutegi Digitala ekimenaren baitan.

EBko liburutegi digitalen inguruko goi-mailako adituen taldeak kontsultarako txosten bat argitaratu zuen apirilaren 18an. Izenburua, hauxe: **“Babes digitala, lan umezurtzak eta lan inprimatu gabeak, euren aplikazioarekin lotutako alderdi zehatzak”**.

Adituen talde horrek Europako Batzordearentzat aholkulari lanak egiten ditu digitalizazioaren, online sarbidearen eta kultur materialen kontserbazio digitalaren inguruko gaietan. Exekutiboa, “Europako Liburutegi Digitalak” ekimenaren bidez ondare kultural eta zientifiko europarra “online” eskuragarri jartzeko egiten ari den ahaleginen bide horretan ari da lanean talde hori ere. Exekutiboak zentzu honetan egindako lanaren erakusgarri dira honako jakinarazpen hauek, adibidez: “i2010: liburutegi digitalak” (2005eko iraila), “Informazio zientifikoa aro digitalean: sarbidea, hedapena eta kontserbazioa” (2007ko otsaila), edo digitalizazioaren eta kontserbazio digitalaren gainean egindako gomendioa, 2006ko abuztuan.

Orain aurkeztutako txostenak hiru gai nagusi aztertu ditu: lanen kontserbazio digitala, lan umezurtzen digitalizazioa eta, azkenik, inprimatu gabeko lanen erabilpena.

Testuak nabarmetzen du **kopia digitala** soilik erabili beharkeko litzatekeela formatu eta edizio desberdinetan ekoitzea eta zabalduko ondare kulturala eta nazionala gordetzeko. Eta gomendatzen du lan horren eskubideak dituztenek, beharrezkoa balitz, kopia bat baino gehiago egiteko baimena eman dezatela, kontserbazio hori bermatzeko. Halaber, eskualde eta estatu mailan EB osoan izan daitezkeen kontserbaziorako ekimenak koordinatzeko deia egin du, bikoizketak eragozteko.

Lan umezurtzei dagokionez (lan horren eskubideen jabea nor den ezin denean jakin edo ezin denean bilatu), proposamena da irizpide oinarri bateratu bat ezartzea jabe horiek bilatzeko, eta lana erabiltzeko lizentzia bat sortzea. Lan umezurtzen

fenomenoaren hedapena saihesteko, hainbat neurri aipatu dira, hala nola lan horien gaineko datu-baseak edo kontratuzko jarduerak indartzea, bereziki ikus-entzunezko lanetan. Estatu kideetan bakoitzak bere irtenbidea emango badio ere, denek bete beharko dituzte zenbait irizpide komun: era guztietako lan umezurtzak barmebilduz, jabearen bilaketa arduratsua ahalbidetuko duen gida sartuz, irabazi asmorik gabeko kultur guneei arreta berezia eskainiz beren hedatzeko ahalegin horretan, erabiltzaile komertzialei lan umezurtz horiek erabiltzeko aukera emanez, eta abar.

Gainera, Estatu kideek mekanismo bat ezarri beharko lukete eta mekanismo horrek ahalbidetu beharko luke lan umezurtzak helburu komertzialetarako eta ez komertzialetarako erabiltzea. Horretarako, lana erabili aurretik jabea nor den jakiteko bilaketa zorrotza exijitu beharko lukete, eta obraren kategoriaren arabera hainbat gida-lerro jakin errespetatzea edo zintzo jardutea.

Lan inprimatu gabeen erabilpenari dagokionez, hau da, modu komertzialean eskuratu ezin daitezkeen obrei dagokionez, liburutegien eta eskubideen jabeen artean adostutako baldintza batzuen arabera baimendu nahi da erabilpen hori. 2006ko urrian jada irtenbide bat gomendatu zen; oinarriak hauek ziren: lizentzia eredu bat sortzea, lan horien datu-base bat ezartzea, eta eskubideak tramitatu ahal izateko tramitazio eta prozedura zentro bat egotea. Lizentzia ereduak aukera emango lieke liburutegiei inprimatu gabeko lanak digitalizatzeko eta hauetara sarbidea eskaintzeko; sare itxi eta seguru bidez egingo lukete hori, Estatu kide bakoitzean ezarritako legedi eta eskubide-administrazio ereduari egokituta. Egileak edo editoreak edozein mementotan baliogabetu ahalko du baimena eta, bere lanaren erabilpenari buruzko informazioa exijitu ahal izango dio liburutegiari, lanak komertzialtasunik baduen jakiteko. Erabiltzaileak, berriz, digitalizatutako lana eskuratu ahal izango du, baita zati batzuen kopiak egin ere, aurretiaz liburutegiaren eta egilearen edo editorearen artean akordioa egon bada, betiere.

A PARTIR DEL 2009, LOS JÓVENES
ENTRE 14 Y 16 AÑOS VAN A SER ENCUESTADOS

PRIMERA ENCUESTA EUROPEA SOBRE CONOCIMIENTOS LINGÜÍSTICOS



La encuesta medirá a partir de 2009 los conocimientos en lenguas extranjeras comunitarias de los alumnos de la UE de entre 14 y 16 años.

La Comisión Europea adoptó el 13 de abril una Comunicación titulada “Marco para la encuesta europea sobre los conocimientos lingüísticos”, referida a la primera encuesta europea sobre competencias lingüísticas en los Estados miembros, que evaluará a partir del 2009 los conocimientos de los alumnos comunitarios en sus primeras y segundas lenguas extranjeras.

La Comunicación tiene su origen en las conclusiones del Consejo Europeo de Lisboa (2000), que destacaban la necesidad de mejorar las competencias lingüísticas de los ciudadanos europeos. Se definieron entonces los objetivos estratégicos comunitarios para la primera década del siglo XXI, priorizando el aumento de la movilidad geográfica de los ciudadanos europeos y la mejora de sus conocimientos lingüísticos. Más tarde, en 2002, el Consejo Europeo de Barcelona solicitaba medidas concretas para mejorar el control de los conocimientos básicos, particularmente mediante la enseñanza de al menos dos lenguas extranjeras a partir “de la más joven edad” y la elaboración de un indicador de competencia lingüística.

Tras años de cooperación entre Comisión y gobiernos nacionales, esta Comunicación presenta la investigación que servirá para medir las competencias lingüísticas de los alumnos llegados al final de la escolaridad obligatoria, entre los 14 y 16 años. Además, el estudio proporcionará información sobre la distribución geográfica de las buenas prácticas y los buenos resultados, así como sobre los progresos realizados en la adquisición de tales competencias. Se conseguirán así datos fiables y comparables que servirán para ayudar a los responsables políticos, profesores y alumnos de todos los Estados miembros a mejorar en la enseñanza y en el estudio de las lenguas extranjeras.

Según subraya el texto, el **multilingüismo** es un valor fundamental de Europa y contribuye a la riqueza de su cultura y su sociedad. El aprendizaje de lenguas proporciona a las personas mejores perspectivas en su carrera, les ayuda a comprender mejor a los demás y a sí mismas, y aumenta sus posibilidades de movilidad.

La Comisión define en la Comunicación el marco propuesto para la realización de la **encuesta**, concretamente los aspectos relativos a las aptitudes e idiomas que se evaluarán, los niveles del Marco Común Europeo de Referencia para las Lenguas, la recopilación de información contextual, la población destinataria y la población total a evaluar, la elaboración de instrumentos de evaluación y la implementación del estudio.

La primera oleada de la encuesta se llevará a cabo en **2009** y medirá el nivel de lectura, la comprensión oral y la expresión escrita (la Comisión decidirá el desarrollo de instrumentos para cubrir en posteriores encuestas la aptitud en expresión oral) en las cinco lenguas oficiales comunitarias más ampliamente enseñadas como primeras y segundas lenguas extranjeras: inglés, francés, alemán, español e italiano. Las pruebas se realizarán a entre 4.000 y 5.000 alumnos por Estado miembro.

El marco para la evaluación también estará a disposición de

todos los Estados que deseen incluir en la primera ronda de la encuesta pruebas en idiomas distintos de los cinco mencionados. La Comisión, antes de iniciar posteriores rondas, se asegurará de que la encuesta abarque todas las lenguas europeas oficiales enseñadas en la UE.

La encuesta se basará en un instrumento que medirá la progresión de los conocimientos entre los niveles A1 y B2 de las escalas del Marco Común Europeo de Referencia para las Lenguas. Dicho Marco describe los resultados de los alumnos en una escala de seis niveles y 3 grandes grupos para distintas capacidades lingüísticas: usuario básico (A1-A2), usuario independiente (B1-B2) y usuario competente (C1-C2).

Además, se elaborará un **cuestionario** para estudiantes, profesores, directores y administraciones para recopilar información contextual que permita analizar los posibles factores que pueden incidir en los conocimientos lingüísticos de los alumnos.

La población total de la encuesta estaría constituida por el número total de alumnos que cursan el último año de enseñanza secundaria inferior o el segundo año de enseñanza secundaria superior (en caso de no enseñarse una segunda lengua extranjera en la secundaria inferior). La población objetivo son los alumnos de colegios pertenecientes a la población total que aprende la lengua evaluada.

La encuesta respetará las normas científicas generales de muestreo utilizadas en las encuestas internacionales, garantizando así que sus datos sean fiables y comparables. Adicionalmente se ofrecerán a los países pruebas informatizadas, basadas en software libre y abierto, además de pruebas en soporte impreso.

Los costes nacionales de implementación de la encuesta dependerán de la estructura final de ésta, los métodos de evaluación utilizados, el tamaño de la muestra, el número de capacidades evaluadas y los cuestionarios contextuales utilizados. La UE correrá con los costes internacionales, pero los países participantes deben garantizar que existan las estructuras organizativas necesarias para realizar la encuesta y definir las responsabilidades desde su inicio.

El Comisario de Educación y Formación, Ján Figel, indicaba durante la presentación de la Comunicación que el indicador de competencia lingüístico no se destina al establecimiento de una clasificación nacional, sino que servirá para contabilizar las buenas prácticas en cuanto a adquisición de conocimientos lingüísticos, a fin de favorecer el intercambio entre Estados miembros. Por su parte, el Comisario de Multilingüismo, Leonard Orban, incidía en que dicho indicador servirá para conocer “la distancia que todavía nos separa de los objetivos que nos hemos fijado: el acceso de los ciudadanos de la UE al multilingüismo y el estudio desde la infancia de al menos dos lenguas extranjeras”.

Tras la aprobación de la Comunicación por el Consejo, presumiblemente el 25 de mayo próximo, la Comisión lanzará la investigación en todos los Estados miembros a principios de 2009.

ADOPTADO EL INFORME



EL PE PROPONE MEDIDAS PARA FRENAR EL AVANCE DEL VIH/SIDA

El Parlamento Europeo aboga por mejorar la educación sexual contra la expansión del VIH/SIDA y rechaza las enmiendas éticas al Reglamento sobre medicamentos de terapias avanzadas.

La lucha contra el SIDA y las terapias avanzadas fueron dos temas destacados en materia de salud pública durante la sesión plenaria del Parlamento Europeo, celebrada entre el 23 y el 26 de abril.

Según el informe adoptado por los eurodiputados, el incremento de las campañas de prevención y la mejora de la educación sexual entre los más jóvenes serán las herramientas fundamentales para **frenar el avance del SIDA**, tanto en la UE como en los países vecinos.

El Pleno mostró su apoyo a las **acciones** previstas por la Comisión Europea en su Comunicación sobre la lucha contra el SIDA, e insistió en la necesidad de reactivar las campañas de información, prevención y, particularmente, promoción de los preservativos - incluidos los femeninos -, así como de reducir el coste de los tratamientos. En este sentido, solicitó a los Estados miembros que capaciten a la Comisión para negociar un acuerdo con la industria farmacéutica para reducir el precio de los medicamentos antirretrovirales.

El informe sugiere además la creación de un **“Centro europeo de intercambio de información”** sobre buenas prácticas en la lucha contra el SIDA. Asimismo, los diputados instaron al Ejecutivo a mantener su compromiso de incrementar la financiación destinada a la investigación sobre esta enfermedad. Y es que, aunque los diputados se felicitaron por el desarrollo de la investigación y la evaluación de métodos preventivos, estimaron necesario destinar más fondos públicos a la investigación sobre medicamentos, cuyos resultados deberían compartirse con los países de los Balcanes Occidentales y Asia Central (el plan de acción de la Comisión Europea incluye ayudas a los países limítrofes en el marco de la política de vecindad, enfoque respaldado por los parlamentarios).

Entre las **medidas preventivas** sugeridas por los parlamentarios figuran: la promoción del uso de preservativos, el tratamiento de sustitución de drogas, el acceso voluntario a pruebas de detección, el suministro de agujas y jeringuillas estériles, el asesoramiento de los miembros de grupos considerados vulnerables, de los afectados por el virus o de los seropositivos, o la estimulación y difusión de buenas prácticas de prevención.

El Pleno plantea además **campañas informativas** dirigidas hacia los principales grupos de riesgo: inmigrantes, trabajadores del sexo y sus clientes. Las campañas también deberían apuntar especialmente a adolescentes y jóvenes, informándoles sobre la infección, prevención y comportamientos de riesgo ante el SIDA. Con este fin podría incluirse en el Portal Europeo de Juventud una nueva sección y los Estados miembros deberían impulsar la educación sanitaria en las escuelas. También deberían iniciarse programas que combatan la homofobia y la estigmatización de los enfermos de SIDA.

En todo caso, los diputados exigen una **mayor atención a la mujer**, proponiendo concretamente la promoción de los programas de salud sexual y reproductiva para mujeres, la asigna-

ción de subvenciones y fondos para la investigación y desarrollo de microbicidas y preservativos femeninos, y la garantía de acceso a los medicamentos contra el SIDA de todas las personas afectadas, pero especialmente para las mujeres embarazadas, reduciendo así la transmisión a los niños nonatos.

La Eurocámara remarcó que la infección asociada VIH-tuberculosis es la causa de muerte de un tercio de los seropositivos, por lo que apeló a la Comisión Europea y Estados miembros a luchar simultáneamente contra ambas infecciones.

Por otra parte, el Pleno dio su visto bueno al **Reglamento que facilitará el acceso a los medicamentos** de terapias avanzadas, siendo suficiente registrarse en un Estado miembro para poder comercializar dichos productos en el resto de Estados. Con esta decisión, los diputados mostraron su acuerdo con la Presidencia alemana, la Comisión Europea, las asociaciones de pacientes y la industria. Las llamadas “enmiendas éticas” planteadas en relación con este asunto, cuya resolución quedaba pendiente tras el principio de acuerdo logrado anteriormente por la Cámara y el Consejo, fueron rechazadas por el Pleno y serán las legislaciones vigentes en los distintos Estados miembros las que regulen el uso de las células madre en las investigaciones.

El objetivo del Reglamento es dotar a la UE de una legislación común aplicable a la comercialización y el registro de los medicamentos de terapia avanzada, como la genoterapia, la terapia celular somática o la ingeniería tisular, fundamentales para el tratamiento de enfermedades como el cáncer, el parkinson, dolencias degenerativas de cartílagos o huesos, traumatismos, corrección de trastornos genéticos, reparación de daños post-infarto o injertos de piel, etc.

Con este fin, el texto introduce un procedimiento centralizado de autorización de comercialización y crea un nuevo **Comité de Terapias Avanzadas** (CAT) en el seno de la Agencia Europea de Medicamentos (EMA). Todo ello para garantizar un elevado nivel de protección de la salud a los pacientes tratados mediante terapias avanzadas en la UE, fomentar la competitividad de las empresas europeas que trabajan en este terreno y proporcionar a las pequeñas y medianas empresas del sector acceso a asistencia administrativa e incentivos financieros específicos.

El PE igualmente aportó algunas precisiones relativas a la rastreabilidad y la fármaco-vigilancia, e incluyó una enmienda con el fin de organizar una solución para los medicamentos preparados en medio hospitalario.

Tras la decisión del Pleno, parece posible un acuerdo rápido en breve sobre las terapias innovadoras. El texto podría ser aprobado por el **Consejo de Salud** de finales de mayo y entrar en vigor durante el próximo verano, aunque su aplicación efectiva deberá esperar hasta un año después, a mediados de 2008, por cuanto los Estados miembros dispondrán de un año desde la entrada en vigor del Reglamento para adaptar sus respectivas legislaciones a las nuevas normas comunitarias.

CONSEJO INFORMAL DE COMPETITIVIDAD



Economía

Los ministros destacan la necesidad de que Europa continúe esforzándose para mantener su posición competitiva ante la competencia internacional.

El Consejo informal de Competitividad celebrado entre el 26 y el 28 de abril tuvo como tema central **“El mercado interior europeo ante la competencia mundial”**, tratando concretamente puntos como la creación del Instituto Europeo de la Tecnología, la configuración del Espacio Europeo de Investigación o la Carta Europea sobre la propiedad intelectual.

El debate de los ministros se inspiró en los resultados del estudio *“European Attractiveness Survey”* (encargado por la Comisión a la consultora Ernst&Young). Según los ministros, el mercado único europeo es un destino interesante para invertir y ocupa una posición destacada ante la **competencia internacional**. Sin embargo, su poder de atracción ha descendido 10 puntos entre 2006 y 2007. Ello demuestra que es necesario un esfuerzo continuado para mantener su lugar frente a la competencia mundial.

Concretando medidas, los ministros estimaron necesario trabajar en el marco de la OMC para suprimir las ayudas susceptibles de crear distorsiones de la competencia a nivel mundial. Hay que tener en cuenta en este sentido que, mientras la legislación comunitaria sobre ayudas de Estado limita la concesión de subvenciones a las empresas dentro del territorio comunitario, fuera no existen limitaciones similares, lo que puede jugar en contra del atractivo de la UE como destino de inversiones multinacionales. Los delegados de los Estados miembros instaron además a la Comisión a reexaminar la política comunitaria en este campo con el fin de evaluar las posibilidades de concesión de ayudas excepcionales en casos particulares de competencia desleal internacional.

También se reconoció la necesidad de emprender otras medidas urgentes a nivel nacional o comunitario: un régimen fiscal atractivo, la flexibilización de los mercados laborales, el desarrollo de las redes de comunicación e infraestructuras, un entorno reglamentario fiable y “simplificado” y ayudas para I+D. Europa deberá asimismo desarrollar la sociedad del conocimiento y la capacidad de innovación, fomentando la formación permanente y una educación orientada hacia la economía y la protección de la propiedad intelectual. Deberá también conservar su papel líder en el ámbito de las tecnologías medioambientales.

Los ministros analizaron asimismo los **retos de la globalización**, señalando que es un proceso irreversible que influye en todos los aspectos de la vida diaria. Ante este proceso, la Unión Europea requiere una acción común y debe conservar como objetivo el refuerzo generalizado de la competitividad de su economía. Los ministros reafirmaron su determinación de hacer avanzar la puesta en marcha del orden del día de Lisboa para reforzar el mercado interior, partiendo del consenso en que los progresos aportados por la integración del mercado interior han supuesto numerosas ventajas para todos los ciudadanos y les han aportado seguridad en el proceso de globalización, al que ningún Estado miembro podría enfren-

tarse solo. Los ministros instaron a la Comisión Europea a centrar la nueva estrategia del mercado interior, esperada para el segundo semestre de 2007.

El Consejo ofreció también su apoyo a un enfoque en dos etapas para la creación del **Instituto Europeo de Tecnología (IET)**. El documento de compromiso al respecto presentado por la Presidencia alemana obtuvo un gran apoyo por parte de los ministros. El proyecto gira en torno a las “Comunidades del Conocimiento y la Innovación” (CCI), redes compuestas por empresas, universidades, autoridades públicas e institutos de investigación para conducir proyectos de investigación e innovación en ámbitos específicos. Gracias a ellas será posible mejorar la capacidad de innovación de Europa y reforzar la educación y la investigación. El procedimiento en dos etapas implicaría la creación del nuevo consejo de administración del IET y de un número limitado de CCI y, en una segunda etapa, se crearían otras CCI en base a la experiencia adquirida. Un gran número de delegaciones mostró también su apoyo a la propuesta del Ejecutivo de priorizar la investigación sobre el clima y la energía durante la primera fase del IET. El consejo de administración elaboraría las especificaciones y condiciones detalladas relativas a la gestión del IET, que se someterían al Consejo y el Parlamento Europeo antes de la creación de las CCI. Los ministros estiman en unos 600 millones de euros el presupuesto inicial a destinar a las primeras iniciativas; 308 millones provendrían del presupuesto comunitario y el resto de otras fuentes, entre ellas la industria. La Comisión deberá presentar en breve una propuesta específica sobre la financiación del IET.

Por otra parte, los ministros se mostraron favorables a la creación de una **Carta Europea sobre la Propiedad Intelectual**, que establecería un conjunto de principios comunes para universidades e instituciones públicas de investigación. De este modo se remediaría la ausencia de un marco común europeo en cuanto a gestión de los derechos de propiedad intelectual en el ámbito investigador, evitándose las reticencias de las sociedades privadas para trabajar con universidades y los costes de negociación inútiles que se generan actualmente. La Carta sería también un instrumento útil en las negociaciones sobre proyectos de cooperación internacional en materia de investigación.

En cuanto al Libro Verde de la Comisión sobre el **Espacio Europeo de Investigación (EEI)**, los ministros apoyaron la aplicación y desarrollo de sus propuestas, congratulándose por las prioridades que señala. Éstas, a su modo de ver, pueden suponer un buen comienzo para el perfeccionamiento del EEI hacia un verdadero mercado único de la investigación. Los representantes ministeriales comunitarios fueron unánimes al declarar que la investigación moderna debe integrarse en el concepto del EEI y destacaron el valor de la cooperación entre centros universitarios e industria como un requisito fundamental para la innovación en Europa.



Transportes

REGLAMENTO SOBRE MEDIDAS DE SEGURIDAD EN LA AVIACIÓN CIVIL

El Parlamento Europeo propone una revisión en profundidad de las normas europeas de seguridad aérea y la ampliación del Espacio Aéreo Europeo más allá de los límites de la UE.

El Pleno del Parlamento europeo aprobó el 25 de abril en segunda lectura una propuesta de **Reglamento sobre medidas de seguridad en la aviación civil** que modifica sustancialmente la posición del Consejo en esta cuestión. El Reglamento hace referencia a la presencia de agentes armados en las aeronaves y a los límites en el tiempo durante los que se deben aplicar las “medidas pomenorizadas” que actualmente sufren los pasajeros en asuntos como la cantidad permitida de líquidos o el uso de instrumentos punzantes.

“El carácter necesario de unas nuevas medidas que, además, deben aplicarse rápida y eficazmente, no deja lugar a dudas”, afirmó el ponente del informe, Paolo Costa (ADLE, Italia) durante su defensa ante el Pleno. Según Costa, esta versión corregida del Reglamento “tiene en cuenta la protección de los intereses de los clientes de las compañías aéreas y los de los Estados miembros”.

Los europarlamentarios consideran, de entrada, que medidas como las impuestas por la Comisión a propósito de las restricciones en la cantidad de **líquidos** a bordo deberían suspenderse seis meses después de su entrada en vigor, pasando a considerar la posibilidad de prorrogarlas solamente después de una evaluación en profundidad de los riesgos y una valoración de los costes y de las consecuencias prácticas de tales medidas.

En relación con las **armas** a bordo de los aviones, el Pleno, en sintonía con la comisión parlamentaria de transportes, esta a favor de su prohibición, con algunas excepciones: “las transportadas como carga declarada si cumplen las condiciones de seguridad preceptivas y han sido autorizadas por el estado miembro que ha concedido la licencia de explotación a la compañía aérea en cuestión, cuando lo hayan autorizado previamente los Estados de salida y de llegada y, en su caso, todo Estado cuyo espacio aéreo se sobrevuela o en el que se hagan escalas”.

Sobre la presencia de **agentes de seguridad** también se establecen medidas estrictas: sólo será posible para aquellos que cumplan las “condiciones preceptivas en materia de seguridad y de formación”. Además, los Estados se reservan el derecho a no autorizarla en aeronaves de compañías a las que han concedido licencia.

En cuanto a los **costes** de estas medidas, el Pleno se ha pronunciado por el pago compartido entre los usuarios de los aviones y los Estados miembros, con una salvedad: si un Estado impone medidas más estrictas (y más costosas) en su territorio, los costes añadidos correrán exclusivamente por su cuenta.

A este respecto, se exigen otras disposiciones: que el coste de las medidas de seguridad conste en el billete por separado o, en su defecto, que se informe al viajero mediante un sistema adecuado; y que las tasas de seguridad se utilicen exclusivamente para hacer frente a los gastos de seguridad en aeropuertos y aeronaves. Además, para evitar distorsiones en la competencia, la Comisión debe presentar en breve una serie de dis-

posiciones que uniformicen los sistemas de financiación de estas medidas de seguridad.

También se pide que los pasajeros no se vean sometidos a controles repetidos cuando estén “en tránsito”. La propuesta hace referencia a los pasajeros procedentes de países terceros con los que la Unión mantenga acuerdos que reconozcan que personas y equipajes de mano han sido sometidos a controles equivalentes por ambas partes.

A continuación, dada las diferencias persistentes respecto a muchos de los puntos del informe, se impone llevar a cabo un procedimiento de conciliación con el Consejo. En función de ese proceso, que debe desembocar en un texto común, el calendario es el siguiente: el Reglamento se aplicará dos años después de su aprobación definitiva; las normas mínimas comunes se aplicarán de inmediato (otoño de 2007, a expensas del procedimiento).

Los diputados mantuvieron además un debate sobre el **Espacio Aéreo Europeo (EAE)** y aprobaron un informe que aplaude la firma de un acuerdo multilateral para la creación de una **Zona Europea Común de Aviación (ZECA)** entre la UE y diversos Estados asociados. Los dos asuntos guardan relación porque, tal como se refleja en la resolución que solicita la creación de un espacio aéreo único europeo, éste debe “ir más allá de los estados miembros de la UE”.

La ZECA incluiría a todos los Estados miembros de la Unión Europea, a Islandia y Noruega (como miembros del Espacio Económico Europeo), además de Albania, Bosnia Herzegovina, Bulgaria, Croacia, la Antigua República Yugoslava de Macedonia, Serbia y Montenegro y la Misión de Administración Provisional de las Naciones Unidas en Kosovo. La plena instauración de la ZECA, prevista para el año 2010, supone un grado de convergencia importante, ya que los firmantes han acordado incorporar el acervo comunitario a sus respectivas legislaciones nacionales en materia de aviación.

El objetivo del acuerdo multilateral ZECA es crear una Zona Europea Común de Aviación, basada en el libre acceso al mercado, la no discriminación por motivos de nacionalidad, la libertad de establecimiento, la igualdad en las condiciones de competencia y la existencia de normas comunes en materia de seguridad aérea, protección de la aviación, gestión del tránsito aéreo y medio ambiente.

El acuerdo ZECA recoge también disposiciones sobre su cumplimiento e interpretación. Cuando las disposiciones del presente acuerdo sean idénticas a las correspondientes normas del Tratado CE y de los actos adoptados en aplicación de este último, el responsable último de la interpretación será el Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas. Un Comité Mixto compuesto por representantes de las partes contratantes se encargará de la administración del acuerdo y la resolución de controversias.

EL PARLAMENTO EUROPEO ABOGA POR LA SEGURIDAD MARÍTIMA



El Parlamento Europeo aprueba el paquete ERIKA III y adopta un informe sobre el Reglamento referido a la Política Pesquera Común.

El Parlamento Europeo aprobó durante su sesión plenaria del 23 al 26 abril el tercer paquete sobre seguridad marítima y adoptó un informe sobre el Reglamento de base de la Política Pesquera Común, buscando mejorar las condiciones de seguridad, trabajo, higiene y calidad de la flota comunitaria.

El llamado “tercer paquete” legislativo sobre seguridad marítima (Erika III), compuesto por cuatro directivas y un reglamento y dirigido al refuerzo de las medidas de prevención y tratamiento de accidentes y contaminaciones marítimas, fue aprobado en primera lectura. Anteriormente el Parlamento se había pronunciado ya sobre 2 de las propuestas del paquete, ahora ha adoptado cinco informes completando su postura.

Sobre la propuesta de la Comisión para el establecimiento de puertos-refugio, los diputados señalaron que la autoridad encargada de decidir sobre la acogida de un buque en uno de estos puertos deberá ser independiente y estar capacitada para tomar una decisión para proteger vidas humanas, costa y mar. Esta autoridad podrá imponer al buque un itinerario determinado u obligarlo a llevar a bordo un equipo de evaluación de riesgos. Además, los Estados miembros deberán acoger un buque en un puerto-refugio independientemente de que disponga o no de un seguro.

La Comisión también proponía equipar con sistemas de identificación automática a los buques pesqueros de más de 15 metros de eslora, obligación limitada por los diputados a barcos de más de 24 metros por considerar bajos los riesgos de accidente por debajo de esa medida, no compensando los costes de dotarlos con los nuevos sistemas. Para hacer frente a esos costes, propusieron además crear un fondo específico que permitirá la cofinanciación de hasta un 90%.

El Ejecutivo también define las bases del funcionamiento de las “organizaciones de clasificación”, encargadas de inspeccionar los buques y certificar que cumplen los requisitos para navegar por aguas comunitarias. El Pleno redujo aquí el peso relativo de las multas a quienes incumplan grave o reiteradamente sus obligaciones: no superarán el 5% de su cifra de negocios total durante el ejercicio anterior (frente al 10% de la Comisión). Además, el intervalo entre las inspecciones periódicas de buques de alto riesgo no deberá exceder los 6 meses y podrán exigirse inspecciones adicionales. Cada buque que haga escala en un puerto comunitario tendrá asignado un perfil de riesgo que determinará la prioridad de inspección, los intervalos entre inspecciones y su alcance. Los controles deberán reforzarse en buques de más de 12 años. Se denegará el acceso a los puertos comunitarios a los que enarbolan el pabellón de un Estado incluido en las listas negra o gris de la Organización Marítima Internacional y hayan sido retenidos dos o más veces en los 36 meses previos.

Por otra parte, aquellos buques que transporten mercancías peligrosas o contaminantes entre un puerto no comunitario y

un puerto comunitario requerirán una declaración del expedidor con las características fisicoquímicas de los productos transportados.

En relación con la propuesta que establece los principios fundamentales que rigen la investigación de accidentes marítimos, las enmiendas del Pleno distinguen entre investigaciones técnicas y penales, subrayan la necesidad de que el organismo encargado de la investigación de un siniestro sea independiente y establecen un plazo máximo para iniciar la investigación de dos meses tras el accidente.

Respecto a la propuesta destinada a clarificar la responsabilidad de los transportistas, las enmiendas parlamentarias pretenden lograr una mayor protección de los damnificados. La Comisión quiere incorporar el Convenio de Atenas a la legislación comunitaria, pero el Pleno insta a no aplicar a las víctimas el artículo 19 de dicho Convenio, que limita la responsabilidad del transportista según los límites globales de responsabilidad impuestos por otros convenios internacionales. Además, el Parlamento pide que los transportistas abonen en un plazo de 15 días tras el accidente un anticipo mínimo de 21.000 euros para sufragar las necesidades económicas inmediatas en caso de muerte, invalidez absoluta o permanente de un pasajero o heridas muy graves en un 75% de su cuerpo. Dicho pago no constituiría un reconocimiento de responsabilidad y permitiría al transportista o al pasajero iniciar un procedimiento judicial de investigación de la responsabilidad.

La Eurocámara también aprobó un informe sobre el Reglamento referido a la Política Pesquera Común. En junio de 2006 se decidió modificar dos disposiciones de dicho Reglamento que afectan a la gestión de la capacidad pesquera de la flota; ahora los diputados han introducido varias enmiendas a la propuesta de la Comisión al respecto, con el objetivo de mejorar las condiciones de seguridad, trabajo, higiene y calidad de los productos embarcados.

En lugar del 4% propuesto por la Comisión, el Pleno propuso reasignar a la flota pesquera un 10% del tonelaje medio anual retirado con ayuda pública, para poder así cubrir también los gastos de modernización de los buques para pesca costera (hasta 12 metros de eslora).

Por último, la Cámara está de acuerdo en que la reducción de potencia por sustitución del motor con ayuda pública no pueda compensarse: en la flota costera el nuevo motor debe tener la misma potencia que el antiguo, mientras en los buques de mayor tamaño se prevé una reducción de potencia del 20%. Sin embargo, esa reducción de potencia no puede nunca reducir la seguridad, habitabilidad o eficacia de los sistemas de tratamiento del pescado, y que no debería por lo tanto aplicarse si el motor se sustituye para ahorrar energía, mejorar prestaciones del buque distintas a la capacidad de pesca o si el buque opta por sistemas de pesca más selectivos.



Transportes

RETRASO EN EL PROGRAMA GALILEO

El Parlamento Europeo manifiesta su preocupación por las dificultades aparecidas en la constitución del consorcio de empresas que gestionará el despliegue y la explotación del sistema europeo de navegación por satélite.

El Pleno del Parlamento Europeo aprobó el 26 de abril una **Resolución sobre el programa Galileo**, un sistema europeo de navegación por satélite alternativo al sistema GPS (Global Positioning System) norteamericano que deberá entrar en funcionamiento en 2011. El programa se encuentra actualmente en la fase de constitución del consorcio de empresas que llevará cabo el despliegue y la explotación del sistema y es el momento de firmar el contrato de concesión.

La **falta de acuerdo** entre las 8 empresas del consorcio europeo ha provocado el estancamiento de las negociaciones del contrato de concesión, dando lugar a un retraso que dura ya varios meses. Los eurodiputados temen que todo ello pueda desembocar en un aplazamiento en la puesta en marcha del sistema (previsto para 2011) y en un incremento de los costes del proyecto, que cuenta con una importante aportación de la Unión Europea.

La resolución del Parlamento Europeo insta al Consejo "a que vele para que los retrasos del proyecto sean mínimos" y a la Comisión para que elabore diversos informes y estudios sobre la base de "su responsabilidad política y del liderazgo claro" que debe ejercer. También da todo su apoyo a Jacques Barrot, Comisario de Transportes, que presentó un informe y cuatro propuestas que el Pleno hizo suyas quedando recogidas en el texto de la resolución.

Empezando por el final, Barrot se comprometió a presentar al Consejo de Transportes de junio una **hoja de ruta creíble** que permita llegar cuanto antes a la conclusión de los contratos, las posibles soluciones para garantizar los compromisos financieros públicos a largo plazo, un plan que permita prestar en un futuro próximo los servicios del sistema de navegación por satélite EGNOS, y posibles alternativas para la realización del programa, en particular en cuanto a costes, riesgos y accesibilidad económica.

El **sistema EGNOS (European Geostationary Navigation Overlay System)** cubre "la parte europea" del sistema global de navegación por satélite. Está formado por una serie de tres satélites geoestacionarios y una red de estaciones en tierra para proporcionar unos niveles de calidad de servicio adecuados, no sólo a los usuarios del transporte aéreo sino también a otros modos de transporte. Recordemos que Galileo nace con vocación de cubrir el planeta en su totalidad, para lo que constará de una red de 30 satélites.

La Comisión debería presentar ante el Parlamento un informe de desarrollo para mediados de junio de este año y otro, previo al momento en que las negociaciones se encuentren en la fase en que se dispondrá de una propuesta que permita modificar el fundamento jurídico de la **financiación del programa**. Además, en cooperación con la Agencia Espacial Europea (promotora del programa junto a la UE), la Comisión deberá elaborar una propuesta que mejore la gestión pública del pro-

yecto desde su irrenunciable posición de líder político y económico del plan.

El Parlamento invita también a la Comisión a acelerar la legislación relativa al **mercado regulado**, sobre la base de su Libro verde sobre los sistemas de navegación por satélite, para poder concebir un plan de negocio creíble. Porque también es importante el asunto de la financiación. Puesto que la política de los EEUU pasa por suministrar gratuitamente la señal del GPS, Galileo debe funcionar en ese mismo escenario y, en consecuencia, se crea una necesidad de financiación pública importante, además de la urgencia de definir una línea de negocio que haga atractivo el programa al sector privado. En efecto, las empresas privadas necesitan clarificar el grado de regulación y las condiciones del mercado para cuantificar la oportunidad de negocio que supondrá la venta de ciertos servicios a clientes especiales o el cobro de cánones por receptor.

Las instituciones europeas lo tienen claro: Galileo es un elemento clave para la estructuración de la **Red Transeuropea de Transportes (RTE-T)** y, más genéricamente, para el desarrollo de su **Política Común de Transportes (PCT)**. Así se expresaba Gunther Verheugen, Comisario de Industria y Empresa, con ocasión del Pleno parlamentario: "Galileo es un proyecto del que no podemos prescindir", declaró, para después añadir que es el momento de que la UE decida "cuántos fondos públicos estamos dispuestos a invertir para garantizar que Europa dispone de un sistema de radionavegación por satélite".

Resumidamente, las **entidades y empresas que gestionan Galileo** son las siguientes: la Comisión Europea, que ejerce la supervisión del proyecto en el plano político; la Agencia Espacial Europea, que realiza la función de supervisión y autoridad técnica; la Empresa Común Europea, que impulsa la fase de desarrollo e implementación del sistema y fases posteriores; la Autoridad de Supervisión Galileo, agencia de la UE que será garante y supervisora del contrato de concesión Galileo y propiedad de todos los bienes, derechos y licencias derivados del sistema; y la Empresa Concesionaria Galileo que será la empresa privada que financie el despliegue a cambio del derecho de explotación del sistema.

Galileo Industries, S.A., constituida en febrero de 2000, es la empresa contratista principal para el suministro de la infraestructura del Sistema Galileo. En ella participan varios grandes fabricantes aeroespaciales europeos, que son los que debe ponerse de acuerdo para firmar el contrato de concesión definitivo. La Eurocámara les pide que lo hagan antes del 10 de mayo.

La Comisión estima que el mercado de los **sistemas de navegación por satélite** alcanzará los 400.000 millones de euros en 2025 y que en 2020 habrá en servicio 3.000 millones de aparatos receptores instalados en coches, teléfonos móviles, sistemas bancarios o redes de distribución de energía.

LOS JÓVENES SON LOS PROTAGONISTAS

DÍA EUROPEO DE LA
SEGURIDAD VIAL

Transportes

La Comisión afirma que el objetivo de reducir a la mitad las 50.000 muertes producidas en la carretera en 2001 puede alcanzarse en 2010, según lo previsto.

La Unión Europea celebró el 27 de abril el **primer Día Europeo de la Seguridad Vial** como culminación a la Semana sobre Seguridad Vial que durante los días previos sirvió para reunir en Bruselas a jóvenes y expertos en torno al tema elegido para este año: **“Los jóvenes y la carretera: los accidentes de tráfico no son una fatalidad”**. El propósito era ofrecer a los jóvenes un espacio y un tiempo para que pudieran explicar su compromiso con la seguridad vial y para que intercambiaran sus experiencias en este ámbito.

La elección de los jóvenes para protagonizar este primer Día de la Seguridad Vial no es un acto gratuito: el arco de edad de 18-25 años constituye en toda Europa el colectivo más castigado por los accidentes mortales en la carretera: representado tan sólo el 10% de la población, acaparan más del 20% de los accidentes mortales; 33 jóvenes mueren al día en la UE en accidente de carretera, lo que supone la primera causa de mortalidad en esta franja de edad. Para corregir esta situación no hay fórmulas mágicas ni, mucho menos, inmediatas. Todos los agentes sociales comprometidos (jóvenes incluidos) coinciden en que se trata de un complejo problema en el que intervienen cuestiones culturales, sociales, educativas, técnicas, etc., y algunos riesgos asociados como las drogas y el alcohol.

Jacques Barrot, Comisario de Transportes, aprovechando las celebraciones, presentó en Bruselas los resultados del estudio SafetyNet sobre seguridad vial, elaborado dentro del 6º Programa-marco de Investigación y Desarrollo, que deberá sentar las bases del futuro Observatorio Europeo de la Seguridad Vial. Los resultados de este análisis y las últimas encuestas hacen pensar que el objetivo señalado en 2001 de “reducir a la mitad el número de víctimas de accidentes de tráfico en la Unión Europea de aquí a 2010: una responsabilidad compartida” está al alcance de los europeos “si seguimos por esta vía y gracias al esfuerzo concertado de todos dentro de la Unión Europea”, en palabras de Barrot, quien recordó que “esto no está garantizado” y que “es necesario un esfuerzo continuo”. Los últimos 12 meses han registrado un 8% menos de víctimas mortales en las carreteras y la cifra de 50.000 muertos que en 2001 era el punto de partida del programa se ha reducido en 12.000 fallecimientos.

El estudio SafetyNet utiliza siete indicadores para medir el grado de seguridad vial: alcohol-drogas, velocidad y cinturones-casco son los tres más importantes y los más exhaustivamente medidos. Además, el uso de las luces durante el día, la seguridad pasiva de los vehículos, las infraestructuras viarias y los primeros auxilios a las víctimas. En cualquier caso, la primera conclusión deja clara la gran disparidad existente entre los países estudiados. Los resultados más importantes son:

El porcentaje de muertes derivadas de accidentes en carretera en los que al menos uno de los conductores sobrepasaba las **tasas de alcohol** permitidas por la ley varía entre el 5% (República Checa) y el 29,5% (España). Las comparaciones no siempre son posibles porque la legislación de los países sobre límites máximos permitidos varía. Aunque una gran mayoría la sitúan en los 0,5 mg/ml en sangre, algunos, como la República Checa, exigen para conducir una tasa 0 de alcohol, y otros, como Reino Unido, permiten hasta 0,8 mg. Francia (28,8%), Portugal (27,8%) y Suecia (25%) ocupan, junto con España, las primeras plazas de esta clasificación.

Por lo que respecta al **cinturón de seguridad**, los conductores y pasajeros europeos manifiestan un cierto grado de disparidad y un doble rasero según se trate de los cinturones delanteros o traseros: entre el 67 y el 97% de los ocupantes de automóviles utilizan el cinturón de seguridad cuando viajan en los asientos delanteros. Sólo entre el 28% y 89% lo hacen si viajan detrás. Los pasajeros franceses son los más respetuosos usando los cinturones delanteros y los alemanes en el caso de los cinturones traseros. Una variante de esta medida de seguridad se refiere a la utilización de asientos adaptados para los menores de 12 años: los porcentajes de uso van desde el 20 hasta el 96%.

Sobre el resto de indicadores analizados también habló el Comisario Barrot. Se refirió, por ejemplo, a las medidas de **seguridad pasiva**, concretamente a los mecanismos de control electrónico de estabilidad, que ahora mismo no se instalan en todos los modelos de automóvil y que, tal como explica el estudio, contribuyen a reducir los accidentes. Dado que por el momento los llevan los vehículos de gama alta, sus efectos positivos se detectan lógicamente en los países más desarrollados (con el parque de vehículos más nuevo y de mayores prestaciones). Barrot, sin poner plazos, expresó su voluntad de que todos los vehículos lo lleven.

Otro tanto ocurre con el equipamiento obligatorio de **“luces de día”**. De las encuestas entre los usuarios se deduce que es preciso diseñar luces específicas para día, distintas de las que los vehículos utilizan para la noche (son las que se vienen usando en los países donde se recomienda llevar la luz a todas las horas del día). Vista su utilidad, parece que la Comisión va a lanzar una propuesta para su instalación obligatoria. Deben ser distintas porque los motoristas se deslumbran con las convencionales.

La víspera del Día Europeo de la Seguridad vial, el Comité Económico y Social Europeo (CESE) aprobaba en sesión plenaria un dictamen reclamando a la Unión Europea más ambición en este ámbito. En caso contrario, se dice allí, “no logremos el objetivo”.

LA COMISARIA REDING PRESENTA UN ESTUDIO



ESTUDIO SOBRE LA IMPLANTACIÓN DE LA TECNOLOGÍA DIGITAL

El estudio constata la rápida implantación de las tecnologías digitales y el incremento de los modelos de contrato que agrupan varias de ellas (convergencia tecnológica).

La Comisaria de Sociedad de la Información, Viviane Reding, dio a conocer el 27 de abril en Bruselas los resultados de un estudio sobre los comportamientos de los ciudadanos europeos ante las tecnologías digitales, elaborado en noviembre y diciembre de 2006 entre 27.000 familias de los 27 Estados miembros, Croacia, Turquía y la parte truca de Chipre. El estudio arroja unos resultados que, comparados con los del estudio equivalente realizado un año antes, permiten asegurar que las nuevas tecnologías avanzan inexorablemente, muy a menudo (aunque no siempre y no del mismo modo) a costa de las tradicionales, lo que provoca de modo perceptible importantes cambios en los hábitos y modos de vida de los europeos.

Las conclusiones de este estudio servirán para dar forma definitiva a la nueva normativa sobre telecomunicaciones que la UE tiene previsto presentar este verano. "El reto que representará la reforma de este año será el de adaptarse a este entorno tecnológico en rápida mutación y potenciar, a la vez, la competencia real", aseguró la Comisaria. Las conclusiones más significativas son las siguientes:

En términos de "convergencia tecnológica", los europeos recurren cada vez más a un único proveedor de servicios adquiriendo paquetes que abaratan el gasto y simplifican el servicio. El más simple es el compuesto por los servicios de telefonía fija más el acceso a Internet. El 20% de los europeos funciona ya con ese tipo de fórmulas.

Sobre la telefonía móvil, se puede afirmar que, pese a que el crecimiento no es espectacular porque su grado de penetración era ya altísimo, continúa en aumento (81%, 2 puntos más que en 2006) y, algo que empieza a ser significativo, crece el número de hogares con "solo móvil" (el 22% de los hogares europeos, +4 puntos). Paralelamente, la cantidad de hogares que disponen de una línea fija (72%) descendió 5 puntos respecto del anterior estudio, todo lo cual viene a sugerir que el crecimiento de la telefonía móvil se produce también (aunque no sólo) "a costa" de la reducción de la fija. De hecho, un 22% de los encuestados afirma que conserva la línea fija sólo porque le sirve para su conexión a Internet.

Suecia, Malta y Países Bajos registran los porcentajes más altos de doble acceso (fijo más móvil), mientras Finlandia y República Checa reúnen al mayor porcentaje de usuarios de sólo móvil. Alemanes y búlgaros lideran la clasificación de los que usan sólo fijo. Los teléfonos públicos, en claro retroceso, presentan un uso desigual en Europa; como promedio un 12% de los europeos consultados aseguraron tener en su familia al menos un miembro que los utiliza.

Conexión a Internet. Un 42% de los hogares europeos se conectan a Internet, lo que supone 4 puntos de incremento

sobre el año anterior. Más de la mitad de ellos (53%, +4%) lo hace mediante ADSL. Un dato a destacar: cada vez menos utilizan el argumento de los precios elevados para justificar el hecho de no conectarse. Y otro más: el 17% de los europeos que disponen de una conexión a Internet dice utilizarla para hacer llamadas telefónicas (el doble en los nuevos Estados miembros).

En lo que se refiere a sistemas de recepción, la televisión es probablemente la tecnología menos evolucionada, a la espera del anunciado desarrollo del sistema de televisión digital terrestre (TDT), que en la actualidad reciben solamente el 7% de los hogares europeos (la cifra sube hasta el 22% en Suecia y Reino Unido). En cifras muy similares a las del pasado estudio, un 45% recibe la señal mediante una antena, un 35% lo hace por cable y un 21% por satélite. Los usuarios del satélite varían entre países: el 24% de los hogares de la UE-15, el 11% en los 10 nuevos Estados miembros y el 3% en Rumania y Bulgaria.

En cuanto al **servicio centralizado de urgencias 112**, llama la atención los pocos europeos que lo conocen (el 40%, 5 puntos más que en el estudio anterior). El informe destaca la necesidad de que bastantes Estados miembros mejoren la operatividad de este servicio, incluso hace poco más de un mes (22 de marzo) la Comisión dio a conocer el inicio de sendos procedimientos de infracción ante el Tribunal Europeo de Justicia por deficiencias en la implantación y operatividad real del 112. Italia, Lituania, Países Bajos, Portugal y Eslovaquia están invitados (además de denunciados) "a adoptar medidas inmediatas para mejorar la seguridad de sus ciudadanos", según Reding.

Una gran mayoría de usuarios de Internet tiene instalados **programas antivirus (81%) y antispam (60%)** porque los problemas derivados de estas prácticas han afectado en alguna medida al 28% de los encuestados. Pese a que la Comisión considera que se dispone de los instrumentos legislativos para combatir estas amenazas, también reconoce que los Estados y la Comisión misma han de mejorar su acción contra ellas. Se dice, por ejemplo, que Países Bajos ha conseguido reducir la presencia de spams en un 85% simplemente aplicando estrictamente la legislación de la UE. El 34% de los spam procede de Asia y el 32% de Europa (Francia, 6,3%; España, 5,8%; Polonia, 4,8%; etc.).

El mercado europeo de la telefonía fija, las comunicaciones móviles y la banda ancha representó en 2005 más de 270.000 millones de euros. La apertura de los mercados y la competencia real han redundado en mejoras y servicios más baratos, aunque el proceso está inacabado. Con la nueva reforma la Comisión quiere culminar en 2010 el plan iniciado en 2002.

EL PARLAMENTO EUROPEO APRUEBA UNA NUEVA DIRECTIVA

DIRECTIVA PARA GARANTIZAR LOS DERECHOS DE PROPIEDAD INTELECTUAL



Una Directiva que garantiza los derechos de propiedad intelectual, y que establece medidas penales contra la piratería y las falsificaciones, ha sido aprobada por el Parlamento Europeo.

El Pleno del Parlamento Europeo debatió el 23 de abril y votó dos días después una **Directiva destinada a armonizar el derecho penal nacional sobre medidas de protección de la propiedad intelectual y de persecución de los delitos relacionados, como la piratería o la falsificación**. El Parlamento Europeo respaldó la propuesta de Directiva en primera lectura sacando adelante un informe que obtuvo 374 votos a favor, 278 en contra y 17 abstenciones. La misma votación deja entrever que las cosas no están claras y la realidad es que ciertos gobiernos ponen pegas a una normativa comunitaria que, en su opinión, no delimita adecuadamente su ámbito de aplicación.

La Presidencia de la UE, con el apoyo de Francia, España, Italia y Austria, buscará el acuerdo a lo largo del mes de mayo, aunque ya se sabe que gobiernos como el británico o el holandés opinan que la posibilidad de sancionar ciertas conductas criminales (que sí se contempla en la nueva Directiva) debe ser competencia exclusiva de los Estados.

Así pues, los diputados comparten mayoritariamente el principio general según el cual es posible una legislación comunitaria que establezca la imposición de **sanciones penales** para la comisión de delitos graves contra la propiedad intelectual. Dos ámbitos, en cambio, se quedarían fuera de la Directiva, según deseo de los diputados: todo lo relativo a los derechos de patente y las infracciones individuales cometidas sin una finalidad económica evidente.

A propósito de la patentes, según Nicola Zingaretti (PSE-Italia), ponente del informe, “no existen pruebas que certifiquen la necesidad de intervenir de manera urgente mediante la imposición de sanciones penales para proteger los derechos de patente, puesto que muchos Estados ya las protegen” imponiendo multas y penas privativas de libertad. En cuanto a “sacar” de la Directiva las **infracciones particulares** con fines no lucrativos (la descarga de música y cine en Internet es la más habitual), Zingaretti lo dejó claro: “Se trata de sancionar a los criminales que actúan como una mafia, no de encarcelar a los chavales que se bajan música de Internet”.

El Pleno aprobó también la inclusión en la Directiva de una enumeración de lo que se consideran “**derechos de propiedad intelectual**”, es decir, aquellos ámbitos que protege la nueva Directiva: los derechos de autor, los derechos relacionados con los derechos de autor, los del creador de un banco de datos, los de los creadores de topografías de semiconductores, los relativos a las marcas, a los diseños y modelos, las indicaciones geográficas, los nombres comerciales (si son exclusivos) y los previstos en el Reglamento 1383/2003 relativo a la intervención de las autoridades aduaneras en los casos de mercancías sospechosas de vulnerar determinados derechos de propiedad intelectual.

Las **penas** pueden ser de hasta 300.000 euros y/o 4 años de prisión en los casos más graves, cuando se trate de organizaciones criminales o en aquellos delitos que lleven emparejado un riesgo evidente para la seguridad o para la salud. La cuestión de las falsificaciones sanitarias ha cobrado importancia en los últimos tiempos: la industria farmacéutica, por ejemplo, sufre a escala mundial pérdidas del orden del 5,8% de su facturación y cada vez son más habituales los preservativos de imitación y las pruebas de embarazo y de detección del VIH fabricados en condiciones sanitarias desconocidas.

Las **multas mínimas** se sitúan en los 100.000 euros y, como norma general, se contempla la posibilidad de incautar y destruir los materiales falsificados y la opción de que los Estados actúen conjuntamente para atrapar a los criminales. Contribuir o incitar a violar los derechos de propiedad intelectual son también delitos merecedores de sanción penal.

En pocos años, la **falsificación** de un gran número de productos (sobre todo los de gama alta y alto porcentaje de beneficios) ha superado las fronteras y hoy en día es un problema de carácter planetario. Países como China están en el origen de muchas falsificaciones (más del 70% de las falsificaciones provienen de Asia), pero no sólo: la piratería musical a gran escala es un problema real en amplias zonas del Mediterráneo y se calcula que el 36% de los CD que se venden son pirateados, mientras las incautaciones a nivel mundial alcanzan los 5.000 millones de unidades cada año.

Otras industrias también sufren los ataques de la piratería y de la falsificación: por su causa, la industria perfumera pierde el 7,2% de sus ingresos; la deportiva, el 11,5%; la juguetera, otro tanto; el software informático (la industria más afectada) se falsifica en un 40%. Las aduanas europeas interceptaron más de 103 millones de artículos falsificados en 2004, un 12% más que el año anterior, según los datos del Ejecutivo comunitario. El incremento ha sido del 1.000% entre 1998 y 2004. Un dato más: las falsificaciones cuestan a la UE 500.000 millones de euros al año. El volumen del perjuicio que estos delitos suponen también se puede expresar en términos de puestos de trabajo afectados: “Durante los últimos 10 años, más de 125.000 trabajadores han perdido su puesto de trabajo por la **competencia desleal** de los falsificadores en todo el mundo”, según explicó el diputado Zingaretti.

Esta directiva, la primera que se tramita conforme al método comunitario reservado a las **políticas del primer pilar** (el Parlamento tiene derecho de codecisión y la Comisión un derecho de iniciativa exclusivo en materia legislativa) pese a que se refiere a cuestiones penales (tercer pilar), ha sido contestada por ciertas fuerzas políticas, que critican el intento de solucionar el problema exclusivamente mediante la imposición de sanciones.



IMPULSO A LA INDUSTRIA ESPACIAL EUROPEA

Se pretende mejorar el marco de cooperación entre la Comisión- Agencia Espacial Europea- Estados miembros para poder garantizar el impulso de la industria espacial europea.

La Comisión Europea adoptó el 26 de abril una **Comunicación** sobre la política espacial europea en cuya elaboración han participado la propia Comisión, la Agencia Espacial Europea (ESA) y los Estados miembros. El texto propone un nuevo marco político que dé lugar a un desarrollo "sostenible y sólido" del sector espacial europeo. El documento será analizado en el Consejo de Competitividad del 22 de mayo. Allí, reunidos con los representantes nacionales de ESA, se constituirán en el "Consejo espacio" y celebrarán su tercera reunión.

La idea base es que los Estados deben **coordinar sus esfuerzos** para conseguir una explotación más eficaz de los recursos. Además, la Unión Europea debe mejorar el marco reglamentario relativo al sector de la industria espacial y aumentar las inversiones públicas.

La industria del espacio es un sector con un fuerte valor añadido que viene experimentando un crecimiento constante, dos de las bases de cualquier buena economía, por lo que Günther Verheugen, Comisario de Industria, aseguraba que "necesitamos una política espacial europea. Europa debe seguir estando presente en el espacio si no quiere verse rezada o marginada". Esta industria, tan relacionada con la investigación y la innovación, ofrece oportunidades inmejorables para impulsar la Asociación europea para el crecimiento y el empleo acordada de conformidad con la **Estrategia de Lisboa**.

El medio ambiente, la seguridad, los transportes, la investigación, la agricultura, la pesca, la ayuda al desarrollo, la meteorología, las telecomunicaciones en todas sus variantes, etc., son algunos de los ámbitos de la actividad humana que precisan de los servicios de una industria que, por lo que se refiere a Europa, da muestras de un poder que no depende de la inversión que realizan en ella los poderes públicos.

La **industria espacial** mueve en el mundo 90.000 millones de euros al año, creciendo al ritmo del 7%, y los europeos acaparan el 40% del mercado de fabricación y lanzamiento de satélites y de suministro de servicios. Todo ello a partir de parámetros de competitividad pura y dura porque, al contrario que en EEUU (85%), la demanda de las instituciones públicas europeas sólo genera el 65% del negocio de la industria espacial europea. Los presupuestos dedicados al espacio en Europa son 5 veces más bajos que en EEUU. Por otra parte, China e India se asoman en el horizonte como inmediatos competidores en este sector. Hablamos de una industria que da trabajo en Europa a 28.000 trabajadores, 5 veces más si incluimos los puestos de trabajo indirectos.

Para afrontar con garantías el reto de consolidar su posición y hacer frente a los nuevos competidores, la Comisión propone una serie de **objetivos** generales que concreta mediante unas orientaciones. Los cinco objetivos son: desarrollar y explotar aplicaciones espaciales al servicio de los intereses de las empresas y de los ciudadanos europeos; responder a las

necesidades comunes de seguridad y de defensa; fomentar la innovación y el crecimiento como garantía de competitividad de la industria espacial europea; invertir en ciencia espacial y colaborar con los esfuerzos internacionales en el campo de la exploración; abrir el acceso a las tecnologías para que Europa disponga de sistemas propios y autónomos.

Las **orientaciones** que guiarán la acción de la UE para conseguir esos objetivos son: coordinar con eficacia los programas espaciales de la UE, la ESA y los Estados miembros para gastar con eficacia evitando duplicidades; desarrollar aplicaciones específicas como Galileo, el sistema GMES y las relacionadas con las telecomunicaciones por satélite; preservar la autonomía europea en el acceso al espacio; asegurar la coordinación (la interoperatividad cuando proceda) de los programas civiles y militares; diseñar una política espacial coherente con la política exterior.

La Unión Europea hace hincapié en las acciones que ya ha puesto en marcha o las que iniciará a corto plazo. Entre ellas señala a Galileo, el sistema europeo de navegación por satélite que en 2012 habrá puesto en órbita una constelación de 30 satélites geoestacionarios que, en conexión con una red de centros terrestres, permitirá situar con precisión a cualquier portador del correspondiente receptor de su señal. Una alternativa al sistema militar GPS norteamericano que ya está fabricando un consorcio público-privado europeo. El turismo, los sistemas de emergencia, la agricultura, la pesca o los transportes se verán beneficiados con este sistema.

Además está el **programa GMES** (Global Monitoring for Environment and Security), una red de recogida y difusión de datos sobre el medio ambiente y la seguridad, basado en la vigilancia de la Tierra desde el espacio. En principio se dedicará a labores de vigilancia terrestre y marina y a las medidas de emergencia. Permitirá adquirir y difundir datos sobre el reparto de las zonas urbanas y de las zonas protegidas por la red Natura 2000, sobre los cambios de temperatura y de composición de los mares y océanos, evaluar las zonas que presentan riesgos (por ejemplo para la construcción), las catástrofes de origen humano o natural, etc. Estos servicios serán operativos en 2008 con el lanzamiento de los tres primeros satélites.

El **calendario** para los servicios GMES es el siguiente: puesta en marcha del sistema entre 2005 y 2012; autonomía europea en sus operaciones a partir de 2013; contribución de GMES a GEOSS (red mundial de observación de la Tierra) de aquí al 2015.

La UE, en el marco de su **7º Programa-Marco de Investigación**, financia el desarrollo de nuevas redes y servicios de comunicación por satélite, colabora en el sostenimiento de la estación espacial internacional, pone a punto tecnologías para las lanzaderas de la próxima generación, etc.

KONTSUMORAKO PRODUKTU ARRISKUTSUEN TXOSTENA 2006



Consumo

RAPEXen partaide diren Estatuetakoa neurri murriztaileen jakinarazpenak ugaritu egin dira. Jostailuen produktu-kategoriari buruzkoak izan dira ohar gehienak.

Europako Batzordeak apirilaren 19an argitaratu zuen kontsumorako produktu arriskutsuentzako (elikagaiak ez besteak) alerta azkarraren sistemaren (RAPEX) inguruan egindako OLLIER.DEJONG@dexia.be2006ko urteko txostena.

Produktu arriskutsuak zein diren aurrez identifikatu eta Batzordeari jakinarazi ondoren, horien inguruko informazioa sistema honetako kide diren herrialdeetako agintarien artean azkar zabaltzea ahalbidetzen du RAPEXek. Informazio hori zabaldua, osasunarentzat eta kontsumitzaileen segurtasunarentzat arriskutsuak izan daitezkeen produktu horien komertzializazioa galarazten edo mugatzen da. Hogeita zazpiez gain, Islandiak, Liechtensteinek eta Norvegiak ere esku hartzen dute sistema honetan.

2006an 924 produkturen gaineko neurri murriztaileak jakinarazi ziren, 2005eko 701 haiek baino %32 gehiago, eta 2004ko 388 kasuen halako bi. Estatu kideen arteko aduane-tako agintarien lankidetzak hobetzeak eragin du hazkunde hori. Hala ere, jakinarazpenak eta erantzunak ez dira berdin banatzen. Hala, bost herrialdek bideratu zituzten oharren %60a: Alemaniak (%15,6), Hungariak (%15,2), Greziak (%10,6), Erresuma Batuak (%10) eta Espainiak (%8,6).

Oharren ia erdia (%47,6) Txinatik datozen produktuen gainekoak dira. Ildo honetan, Asiako herrialdearekin elkarriketak areagotzearen alde agertu da Batzordea, 2006ko irailean sinatutako hitzarmen protokoloaren eta ibilbide-orriaren inguruan hitz egiteko eta, hartara, Txinako produktuen segurtasuna hobetzeko Batasunaren merkatuan.

Bestalde, jakinarazpenen %40 baino gehiago enpresek beren borondatez hartutako neurrien ingurukoak dira. 2005az geroztik egoerak hobera egin duen seinale. Kontsumoarekin eta segurtasunarekin lotutako gaiei dagokienez eragile ekonomiko europarrak gero eta sentiberago edo arretatsuago direla ere erakusten du datuak.

Oharren bat jasotako produktuen kategoriari dagokionez, jostailuek (%23,9) lehenbiziko aldiz gainditu zituzten aparailu elektrikoak; alegia, ohar gehien jaso zituen alorra izan zen jostailuena. Ondoren etorri ziren aparailu elektrikoak

(%18,8), motordun ibilgailuak (%13,6), argiztapenerako materiala (%10,6) eta kosmetikoak (%5,2).

Identifikatutako bost arrisku maila nagusiak hauek izan ziren: lesioak (%25), talka elektrikoak (%24), erredura edo sute arriskua (%18), asfisia (%14) eta arrisku kimikoak (%9).

Txostenaren emaitzetatik hiru ondorio nagusi atera daitezke. Lehenik eta behin, oharren ugaritzeak eta herrialdeek RAPEX sisteman gero eta gehiago parte hartzeak erakutsi du erreminta fidagarria, erabilgarria eta eraginkorra dela merkatuan dabilzan produktu arriskutsuak gainbegiratzeko eta neurri zuzentzaile egokiak hartzeko. Halaber, herrialde partaideetako agintarien artean jokabide zintzoak trukitzea ere lagundu du, baita euren arteko batasuna ere. Europako Batzordeak eta Hogeita zazpiek babestu egiten dute lankidetzak hori; jokabide zintzoen trukea, zaintza jarduerak bateratuak eta formazio ekimenak bultzatzen dituzte horretarako.

Bigarren ondorio nagusia da nazioarteko lankidetzak eta EBren sozio komertzial nagusiek (Txina eta AEB) dagoen informazio trukeak indartu eta eraginkorrago egin duela merkatuaren zaintza European.

Eta, azkenik, informazio trukeari esker, Estatu kideek erabaki egokiak hartu ahal izan dituzte zenbait produktuk kontsumitzaileen segurtasunarentzat ekar zitzaketen arriskuen aurrean.

2007an RAPEXen partaide diren herrialdeak laguntzen jarraituko du Batzordeak sistemaren funtzionamendua hobetzeko. Zehazki, hauexek izango dira Batzordearen helburuak: kontsumitzaileak, enpresak eta bestelako eragile inplikatuak sentibilizatzeko sistemari buruz eta bere abantaileri buruz; herrialde bakoitzaren partaidetza aktiboa sustatzea; zabaldutako datuak osoak eta fidagarriak izan daitezen zaintzea; produktu arriskutsuen gaineko lankidetzak indartzea hirugarren herrialdeekin; arriskuak ebaluatzeko metodo hobetua bukatzea; eta beste aplikazio informatiko bat ateratzea.

Txosten osoa helbide honetan kontsulta daiteke: <http://ec.europa.eu/rapex>



Consumo

REDUCIR LA EXPERIMENTACION SOBRE LOS ANIMALES

El CEVMA valida 5 nuevas pruebas que reducirán o eliminarán el uso de animales en tests.

El comité consultivo científico del **Centro Europeo para la Validación de Métodos Alternativos (CEVMA)** hizo pública el 27 de abril la validación de cinco nuevas pruebas "in vitro" que contribuirán a la reducción del uso de animales en pruebas de irritación cutánea y ocular.

Los **productos** potencialmente **irritantes** para la piel deben ser objeto de pruebas que garanticen su correcto etiquetado según el riesgo que representan para el ser humano. La realización de este tipo de pruebas sobre animales es frecuentemente cuestionable tanto desde el punto de vista del bienestar de los animales como por su calidad científica. CEVMA es la institución comunitaria dedicada a sustituir, precisar y reducir los métodos de prueba de productos cosméticos, medicamentos y sustancias químicas sobre animales. Desde su creación en 1991, ha validado 25 pruebas alternativas (nueve de ellas en 2006) y tiene 174 métodos alternativos en curso de evaluación.

Después de tres años de trabajo de nueve organizaciones privadas y públicas de la UE y EEUU, la validación por el CEVMA de estas cinco nuevas pruebas garantiza que pueden sustituir a las pruebas sobre animales asegurando el nivel de protección necesario contra componentes potencialmente nocivos. Tras esa validación ha sido necesaria la aprobación del comité consultivo (formado por personas designadas por Estados miembros, industria, mundo universitario y asociaciones de defensa de los animales), a continuación serán las

autoridades normativas y los Estados miembros quienes den su visto bueno.

Las nuevas pruebas se aplicarían a numerosos **productos de uso habitual**, como detergentes líquidos, cremas faciales o productos de maquillaje, y también a miles de sustancias químicas industriales que deberán evaluarse en virtud del Reglamento REACH. Una de las pruebas validadas - Episkin - sustituye completamente el uso de conejos por el de piel artificial para predecir con exactitud el potencial de irritación cutánea de las sustancias químicas. Otras dos pruebas permitirán identificar potentes irritantes oculares con ayuda de tejidos tomados en los mataderos, evitando pruebas sobre los ojos de conejos vivos. La experimentación sobre estos animales seguirá siendo necesaria para irritantes ligeros, pero CEVMA está evaluando actualmente otros ocho modelos que podrían sustituirla. Por último, una nueva estrategia de prueba validada para las alergias cutáneas reducirá a la mitad la experimentación sobre ratones, utilizándose 240.000 ejemplares menos.

La política comunitaria destinada a reducir, sustituir y mejorar la experimentación animal en la UE adquiere especial relevancia tras la última modificación de la Directiva sobre productos cosméticos, que prohibirá las pruebas de componentes de productos cosméticos sobre animales a partir de 2009, y ante la próxima entrada en vigor de **REACH** en junio.

“QUIEN CONTAMINA PAGA”

DIRECTIVA DE RESPONSABILIDAD MEDIOAMBIENTAL



La Directiva aprobada en 2004 entró en vigor el pasado 30 de abril aunque, de momento, únicamente Italia, Letonia y Lituania la han incorporado a su legislación nacional.

El 30 de abril entró en vigor la **Directiva de Responsabilidad Medioambiental**, aprobada en abril de 2004, que concreta por primera vez el principio consagrado en el artículo 174 del Tratado constitutivo de la CE según el cual “el daño medioambiental se debe rectificar prioritariamente en el origen y el contaminador debe pagar”. Tal como aseguraba Stavros Dimas, Comisario de Medio Ambiente, “el principio de que ‘quien contamina, paga’ es un fundamento de la política europea y legislamos para hacerlo operativo”. El objetivo fundamental de la Directiva es garantizar que los autores de las actividades contaminantes se hagan cargo de la reparación de los daños causados y que, cuando los riesgos sean evidentes, tomen las medidas preventivas adecuadas para evitar el mal. Según el texto, ambos aspectos (prevención y reparación) deben ayudar a una mejor preservación del medio ambiente en Europa.

La **situación actual** es, en muchos casos, contraproducente: la falta de legislación adecuada y la desigual protección del medio ambiente en cuanto a castigos y penalizaciones entre los distintos Estados, hacen que muy a menudo sea la sociedad en su totalidad la que cargue con los costes derivados de algunas agresiones medioambientales. Se hacía pues necesario invertir el proceso y animar a los eventuales agentes contaminadores a prevenir y reducir los daños mediante una norma que adjudicase claramente la responsabilidad a sus autores.

Cuando habla de **agresiones al medio ambiente**, la Directiva se centra en varios ámbitos, algunos ya cubiertos por directivas específicas anteriores: agresiones a la biodiversidad (especies animales y vegetales protegidas y hábitats naturales protegidos), ataques a los recursos hidráulicos o contaminación de los suelos siempre que suponga un riesgo severo para la salud humana. La responsabilidad generada por las agresiones en estos cuatro ámbitos (especies, hábitats, agua y suelo) se contempla según distintos niveles de responsabilidad.

Cierta **empresas**, instalaciones y actividades desarrollan actividades potencialmente peligrosas de manera permanente: los vertederos, las empresas que almacenan, producen y transportan productos químicos, las industrias que vierten agentes contaminantes al agua o al aire, las que manipulan o utilizan organismos genéticamente modificados, etc. Estas empresas, incluso no siendo responsables de acciones ilegales, pueden ser obligadas a tomar medidas de prevención y acusadas de negligencia en caso de incumplimiento, además de tener que asumir los daños producidos por eventuales agresiones al suelo, al agua o a la atmósfera. Por otro lado, ciertos **agentes agresores** sólo serán perseguidos y penalizados cuando causen los daños.

Las **autoridades de cada país** serán las responsables de hacer que quienes contaminan reparen los daños y de que, además, adopten las medidas preventivas adecuadas. Los ciudadanos y las ONG podrán reclamar la intervención de las autoridades y, cuando proceda, impugnar sus medidas (o la ausencia de éstas) ante los tribunales.

Los **daños causados** por fuerza mayor (tormentas, guerras, etc.) no darán lugar a responsabilidades. Tampoco aquellas agresiones producidas por actividades expresamente autorizadas por quien corresponde, ni las que se generen como consecuencia de actividades que, en el momento de producirse, ni la ciencia ni la investigación consideraban dañinas.

Tampoco se ve cubierta por la Directiva cualquier tipo de **contaminación de las llamadas “difusas”**. Por ejemplo, resulta ineficaz intentar señalar al responsable de la contaminación atmosférica, teniendo en cuenta que cada conductor de un vehículo lo es. Otro tanto ocurre con la **contaminación de las aguas subterráneas** producida por los nitratos utilizados en la agricultura. Los dos ámbitos, la calidad del aire y los vertidos de nitratos, se contemplan en otras directivas.

Además, parece conveniente que la **contaminación** producida por **desastres marítimos y nucleares** siga cubierta por los convenios internacionales que ahora la regulan. Por un lado, es mejor que la totalidad de los países del mundo se vean cubiertos y obligados por esos convenios y, además, los fondos dedicados a cubrir las consecuencias de esos desastres son más amplios.

Algunas organizaciones y ONG han calificado la Directiva de restrictiva por limitar el concepto de ‘biodiversidad’ a las especies animales y vegetales protegidas y a los hábitats protegidos. Los legisladores contestan que, ante un concepto tan amplio, lo más adecuado es establecer una definición concreta, “medible”. Así, se sabe que hay 1.979 especies de pájaros protegidos (193 amenazados), 229 tipos de hábitats, 1.064 especies de animales y plantas, 22.000 espacios naturales protegidos, 140.000 km² de espacios marinos, etc. Y, de momento, eso es lo que se protege específicamente con esta Directiva. En 2014, cuando lleve siete años funcionando, la definición será revisada y corregida.

También hay quienes piensan que la entrada en vigor de esta Directiva hará daño a la **competitividad de la industria europea**. La nueva ley no habla de “costes” sino de “gastos financieros” ya que se trataría, por un lado, de cargárselos a quienes hacen el daño y, lo más importante, de prevenir el mal, con lo que se podría esperar que la carga económica final resulte más baja. La Comisión ha analizado en profundidad el caso de los EEUU, que funciona desde hace tiempo con este esquema, y la conclusión es que allí incluso las empresas de más alto riesgo han absorbido esas cargas sin problemas para su competitividad.

La Directiva no obliga a aquellos Estados miembros que disponen de **normativas más rigurosas**. Tampoco tiene efectos retroactivos. La Comisión ve con preocupación el hecho de que sólo tres Estados han completado la transposición de la norma: “Si los otros Estados no aceleran el paso, la Comisión tendrá que pasar a la acción”, incluyendo procesos judiciales, anunció Dimas.



ESTRATEGIA COMUNITARIA PARA USO SOSTENIBLE DE LOS RECURSOS NATURALES

La estrategia sobre el uso de los recursos naturales, la gestión de las inundaciones o la nueva comisión parlamentaria temporal para el cambio climático fueron algunos de los temas medioambientales tratados por el Pleno de la Eurocámara.

Entre el 23 y el 26 de abril, el Pleno del Parlamento Europeo trató diversos temas en el ámbito del medio ambiente, entre los que destaca el uso sostenible de los recursos naturales y la Directiva sobre la gestión de inundaciones.

Según el Pleno, la **estrategia comunitaria sobre el uso sostenible de los recursos naturales** es inapropiada y limitada, hay que definir objetivos y calendarios vinculantes a nivel político y sectorial para el desarrollo e implementación de las mejores prácticas en cada cadena de producción y para reducir el uso de recursos naturales.

El Parlamento instó a reducir el consumo de recursos primarios no renovables en la UE en un 25% para 2030, un 50% en el caso de los recursos naturales. La reducción será especialmente necesaria en los sectores de alimentación, vivienda y transporte. En el sector agrícola deberán realizarse investigaciones sobre métodos de producción ecológicos y proteger la agricultura sostenible. Asimismo, habrá que acelerar el desarrollo y aplicación de las mejores prácticas a todos los niveles y reducir las emisiones de gases de efecto invernadero en al menos un 30% para 2020 y un 80% para 2050 con relación a los niveles de 1990.

El Pleno propuso además la creación antes de 2008 de un Centro Europeo de Datos que evaluaría periódicamente indicadores conocidos (producto interior bruto, necesidad total de materiales o consumo interior de materiales) y no conocidos que puedan reducir el impacto sobre el medio ambiente y la salud pública del uso de recursos naturales.

Otras medidas de interés propuestas serían: el uso de instrumentos de mercado y subvenciones para reducir la utilización de instrumentos perjudiciales para el medio ambiente, la reducción progresiva de subvenciones a actividades no sostenibles o la introducción de impuestos ecológicos a partir de 2009. Asimismo, deberían redistribuirse las subvenciones favoreciendo a las plantas hidroeléctricas de pequeña escala y a la energía eólica y solar, estimulándose así la utilización de nuevas tecnologías, mejorando la competitividad europea y reduciendo la dependencia de los combustibles fósiles importados.

El informe parlamentario remarca también la importancia de la información y la educación medioambiental, que debería formar parte de la enseñanza básica. También será necesario mejorar la comunicación entre minoristas y consumidores, para lo cual la Comisión debería extender la etiqueta energética a todas las categorías de productos para 2010.

La conservación de los recursos naturales y el desarrollo sostenible deberán perseguirse también en terceros países, a través de instrumentos y actos legislativos comunitarios.

Los diputados instaron al Ejecutivo a emprender en tres años una evaluación de las posibilidades e instrumentos disponibles para desacoplar la utilización de los recursos naturales del crecimiento económico. Los datos obtenidos deberían integrarse en una estrategia revisada.

El Parlamento aprobó en segunda lectura un informe sobre la **propuesta de Directiva para la gestión de los riesgos de inundación en la UE**, adoptando las enmiendas de compromiso convenidas con el Consejo. Ello permitirá la próxima aprobación del texto, que podría transponerse al derecho nacional hacia mediados de 2009.

Esta Directiva pretende prevenir y limitar las inundaciones y sus efectos nocivos sobre la salud, el medio ambiente (aspecto incluido por el Pleno), las infraestructuras y los bienes, estableciendo un marco europeo para la gestión de los riesgos de inundación.

Los Estados miembros deberán actuar en tres etapas: para 2012 deberán realizar una evaluación preliminar de los riesgos de inundación de sus cuencas hidrográficas y zonas costeras asociadas; para 2013 deberán elaborar mapas de las zonas inundables y de los riesgos de inundación; y para 2015 deberán diseñar planes de gestión de riesgos de inundación para esas zonas. Estos planes incidirán en la prevención, la protección y la preparación, y en su elaboración y actualización podrán participar todas las partes interesadas. Los diputados recomendaron el mantenimiento y restablecimiento de las llanuras inundables, que también serán incluidas en las evaluaciones preliminares y en los planes de gestión.

La Eurocámara reforzó el principio de solidaridad entre Estados miembros, que deberán renunciar a medidas y actividades que aumenten sensiblemente los riesgos de inundación en los demás Estados, a menos que esas medidas estén coordinadas. Asimismo, incluyó en la Directiva la referencia al cambio climático, que deberá contemplarse en las evaluaciones preliminares y en el informe que la Comisión elaborará en 2018 sobre su implementación.

El Pleno también aprobó la creación de una **comisión temporal sobre Cambio Climático**, que durante 12 meses analizará y evaluará la aplicación de la legislación comunitaria en este ámbito, proponiendo acciones concretas a todos los niveles para intentar frenar el deterioro del planeta. La nueva comisión, con 60 miembros, buscará coordinar la posición parlamentaria en la negociación del marco internacional sobre política climática a partir de 2012. El análisis y las acciones propuestas se acompañarán de una evaluación de su impacto financiero, un inventario de las proyecciones y perspectivas en cuanto a lucha contra el cambio climático, y un estudio del impacto medioambiental, jurídico, económico, social, geopolítico, regional y en la salud pública de los progresos.

Por otra parte, el grupo de los Verdes presentó ante el Pleno su **estudio sobre los costes medioambientales derivados de la doble sede parlamentaria** que, según afirman, genera un excedente de cerca de 20.000 toneladas anuales de emisiones de CO₂ (viajes de personal y mercancías Bruselas-Estrasburgo, consumo energético para el mantenimiento de los dos edificios...). La eliminación de una de las sedes, además de medidas como la utilización de vehículos menos contaminantes o un uso más comedido de las videoconferencias, supondría un ahorro sustancial.

LA COMISIÓN EUROPEA PRESENTA UNA COMUNICACIÓN

ESTRATEGIA PARA IMPULSAR LAS EXPORTACIONES COMUNITARIAS



La Comisión propone una mayor cooperación entre Comisión Europea, Estados miembros y empresas con el fin de eliminar las barreras comerciales de terceros países y adaptarse al nuevo contexto de la economía globalizada.

La Comisión Europea hizo pública el 18 de abril su Comunicación titulada **“Una Europa global: una Cooperación Reforzada para facilitar a los Exportadores Europeos el Acceso a los Mercados”**, que presenta una nueva estrategia para dismantlar las barreras comerciales en terceros países y crear nuevas oportunidades de exportación para las empresas de la UE.

La **primera estrategia comunitaria** de acceso a los mercados, de 1996, buscaba hacer aplicar los resultados de las negociaciones comerciales multilaterales y bilaterales para abrir los mercados de terceros países, basándose en dos grandes aspectos: proporcionar a las empresas de la UE información sobre las condiciones de acceso a los mercados y elaborar un método para combatir los obstáculos. La nueva estrategia ahora propuesta pretende adaptarse en mayor medida a las nuevas exigencias de la economía globalizada y facilitar a las empresas de la UE el acceso a los mercados de los terceros países, especialmente de economías emergentes como China, India, Brasil y Rusia, eliminando las “nuevas” barreras al comercio. Estas barreras son cada vez más complejas y variadas, y ya no suelen adoptar una forma arancelaria, sino que consisten principalmente en normas, normativas técnicas y sanitarias, una escasa protección de los derechos de propiedad intelectual, normas de inversión, subvenciones o medidas antidumping. Según indica la Comisión, dichas trabas restarían aproximadamente 20.000 millones de euros anualmente a las empresas europeas en China.

La **nueva estrategia** tendrá por **objeto** eliminar esas barreras comerciales y abrir nuevos mercados para los exportadores europeos. El nuevo enfoque se basa fundamentalmente en una nueva asociación descentralizada entre la Comisión, los Estados miembros y las empresas para intervenir “in situ” en terceros países, donde el peritaje local permite identificar y tratar más fácilmente los obstáculos al comercio. La Comisión propone que sus delegaciones, las embajadas y las cámaras de comercio agrupen sus recursos para constituir equipos europeos de expertos que actuarían en países fuera de la UE para identificar sobre el terreno las barreras comerciales a que se enfrentan los productos comunitarios y para orientar los esfuerzos sobre algunos sectores, ejerciendo presión sobre las autoridades de esos países.

Esa asociación reforzada constituye además una **contribución significativa a la Estrategia de Lisboa** para el crecimiento y el empleo, ya que gracias a la implementación de esta estrategia la UE puede obtener ventajas económicas reales para sus Estados miembros, sus ciudadanos y sus empresas.

Los elementos clave de la nueva estrategia consisten básicamente en: una **cooperación más estrecha** y más orientada a la acción entre la Comisión Europea, los Estados miembros y las empresas (incluida la creación de los equipos antes mencionados), a fin de ayudar directamente a los agentes económicos a

superar las dificultades concretas en el acceso a los mercados de países terceros; un mejor establecimiento de las prioridades en la elección de los obstáculos sobre los cuales concentrarse para hacer el mejor uso posible de los recursos, centrándose en determinados mercados, en sectores clave o en cuestiones como los derechos de propiedad intelectual; una mejor utilización de las oportunidades que ofrecen las negociaciones, en particular la Ronda de Doha y la nueva generación de acuerdos de libre comercio de la UE, para progresar en lo que respecta a las barreras no arancelarias y fomentar una progresiva liberalización del comercio, la apertura de los mercados y la aproximación de las normas entre la UE y sus socios comerciales; una mayor insistencia en la necesidad de hacer cumplir las normas comerciales globales y bilaterales; una cooperación técnica más estrecha entre los representantes de los Estados miembros y de la Comisión sobre las cuestiones relativas al acceso a los mercados; un mayor avance en las consultas con un amplio abanico de representantes de la industria; y, por último, la prestación de un servicio más eficaz y transparente a las empresas, incluidos un registro y un seguimiento más sistemáticos de los casos y una mejor base de datos sobre acceso a los mercados.

El **éxito de la iniciativa**, según la propia Comunicación, dependerá del vigor de la nueva asociación que se establezca, de la asignación de recursos suficientes al proyecto y de la utilización óptima de esos recursos.

Según el Comisario de Comercio, Peter Mandelson, **“las empresas de la UE confían en unos mercados exteriores en expansión para impulsar el crecimiento económico y el empleo en la UE”**. Mandelson insiste en la necesidad de garantizar que las empresas europeas puedan competir en condiciones equitativas en estos mercados (especialmente de las economías emergentes), de los que dependen más que nunca a causa de la globalización. En opinión del Comisario, si el mercado europeo está abierto a las empresas de otros países, es razonable esperar una apertura equivalente en el exterior para las compañías europeas.

El Secretario General de la Confederación de las Empresas Europeas (BusinessEurope), Philippe de Buck, en representación de los empresarios europeos, mostró su confianza en que este nuevo enfoque facilite a las empresas comunitarias el **acceso a mercados emergentes** donde encuentran obstáculos complicados para operar. De Buck advirtió de que si las compañías europeas no logran penetrar en esos mercados de fuerte crecimiento se pondrá en riesgo el futuro de la economía europea y su competitividad. Además, coincidió con el Comisario Mandelson en que es fundamental aumentar la coordinación con los servicios diplomáticos de los Estados miembros en los países extracomunitarios para combatir las nuevas trabas no arancelarias. El Secretario reiteró asimismo la disposición de los empresarios europeos a colaborar en la identificación de esos obstáculos.



Unión Económica
y Monetaria

CONSEJO INFORMAL ECOFIN

Las finanzas públicas frente a los retos de la globalización y del envejecimiento, así como la estabilidad de los mercados financieros fueron la base del debate del Consejo informal celebrado en Berlín.

El Consejo informal de los ministros de economía y finanzas, celebrado durante los días 20 y 21 de abril bajo la presidencia del alemán Peer Steinbrück, sirvió para continuar los debates iniciados en Helsinki el semestre pasado en torno al gran tema del futuro de las finanzas públicas ("Financiación del futuro" se tituló la sesión), con el telón de fondo del fenómeno de la globalización y de la evolución demográfica en Europa.

Tres puntos principales guiaron el debate: la importancia de la participación social y de los recursos humanos, la eficiencia en el gasto y la eficacia en los ingresos.

Que los individuos obtengan ventajas del fenómeno de la globalización pasa por hacer posible que adquieran competencias que les permitan adaptarse a las nuevas exigencias del mundo laboral. Se trata de crear "pasarelas sociales" que aumenten la capacidad de empleo, la movilidad (no sólo física), **la participación y la integración social**. Invertir en capital humano, se vino a decir, es una doble buena inversión: se amplían los ingresos de las arcas públicas y, complementariamente, se disminuyen los gastos sociales.

Gastar el dinero público de manera más eficiente es el gran reto de los estados modernos. Teniendo en cuenta las dimensiones del sector público en Europa, es indispensable (y urgente) mejorar la acción de las autoridades públicas y conseguir mejores resultados gastando lo menos posible.

Es cierto que las diferencias entre los Estados miembros son importantes, pero en todos los casos es posible mejorar los resultados. Los ministros opinan que las claves son: incentivar las acciones administrativas eficientes, modernizar los métodos de dirección y descentralizar las prestaciones. El servicio público debe demostrar su validez y un método eficaz puede ser entrar en comparación directa con quienes prestan servicios en el sector privado. Además, más allá de estudiar y hacer públicos los datos del dinero gastado, hay que empezar a explicar los resultados (integrar lo que se ha dado en llamar la "cultura de los resultados").

En paralelo al gasto eficiente está la **garantía de los ingresos** para hacer frente a las obligaciones. Los Estados deben articular sus políticas de manera que se aseguren unos recursos públicos estables y que, además, sean portadores de crecimiento. La equidad a la hora de recaudar y la eficacia para que nadie eluda sus obligaciones son los principios generales. Otras claves para recaudar y crecer: evitar las distorsiones, favorecer el espíritu de empresa, ofrecer incentivos al trabajo, etc.

Sobre la base de que hay múltiples sistemas para alcanzar esa eficacia, los ministros coincidieron en que sería bueno intercambiar procedimientos ya probados para poner a punto nuevas estrategias nacionales.

El debate sobre la **estabilidad de los mercados financieros**, que globalmente se saldó con la calificación de "favorable", se centro en los **fondos especulativos** (también llamados hedge funds, fondos de inversión alternativa o fondos de alto riesgo). Son unos fondos muy especulativos, que exigen la realización de operaciones arriesgadas a partir de la necesidad de producir rendimientos medios anuales muy elevados (del orden del 20%) y que, por sus características especiales, pueden producir un impacto negativo en las economías, además de no centrar parte de sus beneficios en la financiación de actividades de investigación y desarrollo (ya que son inversiones a corto plazo).

Los ministros están de acuerdo en proponer a estos fondos un código de conducta, de asunción voluntaria, que aporte transparencia e información a los inversores evitando, a la vez, el incremento de las cargas administrativas que pudieran restarles atractivo. "Sería un éxito lograr un acuerdo sobre un código de conducta con el 15% de los fondos más importantes, que representan el 80% del volumen del sector. No es necesario tener a todo el mundo a bordo", explicó Steinbrück. El asunto cobrará forma en el próximo Consejo de primeros de mayo.

El Consejo reanudó (pero no concluyó) el debate que Alemania y Austria plantean con su interés por establecer un **sistema de autoliquidación del IVA** cuando las transacciones se realizan entre empresas. Con el fin de evitar el fraude, aseguran, es más apropiado que el IVA sea liquidado por el comprador en vez de por el vendedor, como hasta ahora.

A la vista del desacuerdo, los ministros han prometido seguir estudiando el tema y la Comisión se ha comprometido a presentar antes de finales de 2007 un estudio del impacto económico de tal medida. El Ejecutivo estudiará también la posibilidad de que los Estados miembros interesados experimenten con la fórmula durante un período limitado de tiempo. El tema volverá a la mesa del Consejo en junio.

Los 13 ministros de la **Eurozona** realizaron su reunión habitual la tarde del 20 de abril. Por primera vez, antes incluso de que se pongan a ello los gobiernos y los parlamentos nacionales, el Eurogrupo debatió las grandes líneas de los presupuestos estatales para el año 2008. Todos "van en la misma dirección", aseguró su Presidente Jean-Claude Juncker, explicando que el período económico favorable y los excedentes presupuestarios permitirán afrontar la tarea de elaborar unos presupuestos "sanos" en 2008.

La cuestión, se dijo, es evitar los gastos extraordinarios y utilizar las rentas sobrantes para reducir el déficit y la deuda nacionales. Si lo hacen así, "la mayoría de los países de la Zona Euro lograrán sus objetivos a medio plazo en 2008, 2009 ó, a más tardar, en 2010". Se trata de no repetir los errores de 2000 y 2001, que condujeron a la Comisión a lanzar contra Alemania y Francia procedimientos de déficit excesivo.

DIRECTIVA SOBRE SERVICIOS DE PAGO



Unión Económica
y Monetaria

La nueva Directiva establece un marco jurídico que permitirá crear un auténtico mercado interior de los pagos: las transferencias, los pagos con tarjeta y los adeudos directos de carácter transfronterizo serán más fáciles y seguros.

El Parlamento Europeo aprobó el 24 de abril en primera lectura la **Directiva sobre servicios de pago**, una ley que todos los Estados han de transponer a sus legislaciones nacionales antes del 1 de noviembre de 2009 y que hará posible pagar y retirar fondos con tarjeta, transferir fondos y hacer frente a domiciliaciones directas a y desde cualquier lugar de la Unión Europea.

En definitiva, el marco jurídico ahora diseñado que permitirá **pagar en cualquiera de sus modalidades en todo el territorio de la UE** servirá para salvar el escollo que la implantación del euro en 2002 no había conseguido evitar. Siendo cierto que desde esa fecha es posible pagar en efectivo usando la moneda única, no es menos cierto que los pagos electrónicos transfronterizos se siguen encontrando con un mercado fragmentado en el que los distintos sistemas nacionales invalidan sistemas y tarjetas y siguen obligando a los usuarios, por ejemplo, a mantener dobles cuentas para hacer frente a los gastos originados por segundas viviendas mantenidas en países de la UE distintos al de residencia.

La posibilidad de establecer un verdadero **sistema único de pagos** permitirá que éstos sean más rápidos, más baratos y más seguros. Dada la cantidad de pagos transfronterizos que tienen lugar a lo largo del año en Europa y puesto que ya se conoce el sobrecoste asociado a los pagos cuando son en efectivo (frente a los electrónicos), la UE estima que la retirada de las barreras que impiden pagar con la misma facilidad en la propia localidad o en el otro extremo de Europa podría suponer el ahorro de 28.000 millones de euros al año.

Cualquier intento de poner en duda el interés del nuevo marco sobre la base de los costes que la adaptación al nuevo sistema acarreará a las entidades bancarias se desmonta ante el cálculo del ahorro que a corto plazo producirá la adopción de tales medidas. Las costumbres cambiarán: ahora mismo, los **costes de mantenimiento de las cuentas** y el precio que los comerciantes y empresarios deben abonar por permitir los pagos electrónicos o con tarjetas "favorecen" la perpetuación de los pagos en efectivo, cuando el tiempo demostrará que esta costumbre es más cara en tiempo y en dinero.

La Directiva nace con un **doble objetivo**: por un lado, como se ha dicho, pretende proporcionar un sistema simple y armonizado que incluya las normas y los requisitos, los derechos y las obligaciones que ha de cumplir quien ofrezca y utilice los servicios de pago en la Unión Europea. Por otro, busca ampliar la libre competencia en el mercado de los servicios de pago abriendo las puertas a otras entidades, más allá de las tradicionales (bancos y entidades financieras clásicas).

Para esas entidades nuevas (se llamarán "entidades de pago"),

que no podrán admitir depósitos estables como los bancos, se determina la necesidad de obtener una licencia que se concederá tras el cumplimiento de ciertos requisitos: entre otros, la garantía de unos fondos propios y de un capital inicial suficientes.

En cuanto a las normas y requisitos que unos y otros (bancos y entidades de pago) deberán cumplir, el más significativo hace referencia al **tiempo de ejecución de los pagos**, que no podrá exceder en un día hábil a la fecha de la orden (D+1). Ordenante y proveedor tienen hasta enero de 2012 para acordar plazos superiores que, en ningún caso, deben superar los 3 días hábiles. Esta condición se llevará a efecto cuando los pagos se hagan en euros, en caso de pagos domésticos en países que no pertenecen a la Eurozona y en los pagos transfronterizos que precisen una sola conversión entre el euro y la moneda de un país "no euro".

Como se puede apreciar, la Directiva afecta a los Veintisiete y a los pagos realizados en cualquiera de sus monedas. Pero más al fondo se aprecia la intención de Comisión Europea y Banco Central Europeo de crear las bases jurídicas necesarias para lo que será la futura **Zona Única de Pagos en Euros (SEPA, Single Euro Payments Area)**, que, sobre el papel, coincide con los objetivos de esta Directiva. La SEPA será efectiva cuando particulares y empresas puedan efectuar pagos sin utilizar efectivo en toda la zona del euro desde una cuenta única en cualquier lugar de la zona, utilizando un único conjunto de instrumentos de pago en las mismas condiciones que rigen las operaciones que realizan en el ámbito nacional.

Pero la SEPA va más lejos, puesto que también pretende desarrollar instrumentos, estándares, procedimientos e infraestructuras comunes. Cuando el proyecto de la SEPA se haya completado, todos los pagos de la Zona Euro serán considerados internos y desaparecerá la actual distinción entre pagos nacionales y transfronterizos.

Este proyecto está siendo liderado por el **Consejo Europeo de Pagos (EPC, European Payments Council)**, el principal órgano de decisión y coordinación de la industria bancaria europea en esta materia. El EPC es el encargado de definir los nuevos instrumentos así como los protocolos comunes necesarios para asegurar los pagos en la SEPA. Así pues, a finales de 2010 el EPC habrá puesto en pie el proyecto SEPA para los países de la Eurozona después de haber conseguido que una "masa crítica" de usuarios haya emigrado desde el actual sistema de instrumentos nacionales al sistema único de pagos establecido mediante la SEPA. La Directiva que ahora se aprueba constituye el fundamento jurídico para la creación de esa Zona Única de Pagos en Euros.



Asuntos de Justicia
e Interior

CONSEJO JAI

El Consejo ha alcanzado un acuerdo para penalizar las manifestaciones racistas y xenófobas en la UE. Igualmente se debatió la normativa común en materia matrimonial.

Los ministros de justicia e interior de la UE se reunieron en Luxemburgo el 19 de abril, en el marco del Consejo de Justicia y Asuntos de Interior (JAI), bajo la presidencia de la Ministra alemana de Justicia, Brigitte Zypries. El éxito más significativo del Consejo tiene que ver con el acuerdo alcanzado para **penalizar los fenómenos racistas y xenófobos en la UE**, seis años después de iniciadas las negociaciones.

Tal como explicó la Ministra Zypries, “en el futuro habrá a escala europea un mínimo de **armonización de las disposiciones** relativas a la persecución legal de la difusión de expresiones racistas y xenófobas”, así como de la incitación a la violencia y al odio racistas, o de la negación de los crímenes de genocidio con un intención racista o xenófoba. “Así pues, enviamos una señal clara contra el racismo y la intolerancia”, dijo.

A expensas de que los parlamentos nacionales de Lituania y Letonia aprueben el texto y de que el Parlamento Europeo haga sus aportaciones (teniendo en cuenta las modificaciones experimentadas desde la propuesta inicial), el acuerdo incluye los siguientes extremos:

Queda prohibida la incitación pública a la violencia y al odio contra personas en razón de su raza, color, religión, nacionalidad, etnia, etc. Se incluyen también los escritos que tengan ese mismo carácter. Se establecen penas de privación de libertad que van desde 1 hasta 3 años.

Dado que estos temas requieren la **unanimidad de los Estados miembros** y que algunos de ellos mantienen una actitud de rechazo hacia la posibilidad de legislar sobre estas cuestiones teniendo en cuenta la preeminencia del derecho de libertad de expresión recogida en sus ordenamientos, el acuerdo se ha visto completado con añadidos, excepciones y puntualizaciones tales que algunos países han hecho constar sus dudas sobre la utilidad (sobre la legalidad también) del mismo.

Por ejemplo, se hace constar que esos comportamientos se sancionarán “sólo” si hay riesgo de que un grupo de personas sea objeto de violencia y odio; o si hay peligro cierto de perturbación del orden público.

Por otra parte, también se perseguirá la **apología pública**, la negación y la minimización de los actos genocidas, de los crímenes contra la humanidad y de los crímenes de guerra si se realizan con el fin de provocar odio racial o xenófobo. El acuerdo permite que la persecución de tales conductas siga siendo posible aunque el objetivo no sea racista, de manera que los Estados, que han de transponer la norma a sus legislaciones nacionales, podrán mantener en vigor sus propias leyes, aún cuando éstas sean más estrictas. Igualmente, para salvar el deseo de Estonia y Lituania que querían incluir los crímenes de la época estalinista, no se impide perseguir en el ámbito nacional otros actos y otros crímenes si se consideran igualmente constitutivos de este delito.

Así pues, no se hacen referencias a acontecimientos históricos específicos ni se establecen definiciones concretas (se cuenta con las establecidas en Nuremberg o en el Estatuto de Roma) y se deja en manos de los tribunales competentes la determinación de si un hecho concreto entra o no en este ámbito. Además, las fiscalías o entidades responsables en cada Estado están obligas a iniciar de oficio las diligencias correspondientes en caso de indicio de delito sin mediar denuncia por parte de presuntos afectados.

Sin acuerdo terminó, en cambio, el debate sobre el futuro **Reglamento de la UE sobre la competencia judicial y la ley aplicable en materia matrimonial (Roma III)**, mediante el que se pretende que, con independencia del Estado en que se presente una demanda de divorcio, los tribunales europeos apliquen el mismo derecho. “Queremos dar a los cónyuges la posibilidad de elegir la jurisdicción competente y el derecho nacional en virtud del cual quieren divorciarse”, explicó la Ministra Zypries.

Según las estadísticas de que dispone la Comisión, de las 875.000 demandas de divorcio que se presentan anualmente ante los tribunales de la UE, 170.000 tienen “carácter internacional” (por distintos motivos) y se verían lógicamente afectadas por este nuevo Reglamento. El proyecto prevé establecer normas comunes para determinar la ley aplicable en las demandas de divorcio vinculadas con dos Estados miembros. Además, todos los tribunales de la UE deberán decidir a partir de las mismas normas, lo que garantiza la seguridad jurídica de las partes en litigio. Cada parte podrá elegir autónomamente la jurisdicción competente, lo que aporta flexibilidad y una real libertad de elección.

Las pegas a resolver son muy importantes: Suecia, Finlandia y Países Bajos no quieren anteponer normas europeas a su propia tradición jurídica en este asunto; Reino Unido e Irlanda optan por quedarse al margen (opt-out); en Malta no “existe” legalmente el divorcio; Polonia mantiene en pie su oposición a reconocer en su territorio la existencia de uniones homosexuales; algunos países consideran insuficiente el “criterio del orden público” para permitir la aplicación de normas discriminatorias (religiosas, por ejemplo). Según ese criterio, sería posible aplicar en territorio europeo la ley islámica si ello no atenta contra las leyes relativas al orden público del Estado en que se presenta la demanda.

Ésas y otras pegas deberá resolver el **Grupo de Trabajo** que continuará las negociaciones. “Tomamos en consideración las reservas de algunos Estados miembros sobre la propuesta de Reglamento en su estado actual”, dijo la Ministra.

Por otra parte, los ministros se pronunciaron a favor del refuerzo de la **Red Judicial Europea en materia civil y mercantil** (2002), un instrumento que se ha convertido “en una fuente de información importante para los ciudadanos europeos”.

CONSEJO JAI II: REFUERZO DE FRONTEX



La Agencia Europea de Gestión de Fronteras (FRONTEX) sale reforzada de un Consejo que incrementa sus medios disponibles y crea los grupos de intervención rápida.

Los ministros de interior de los Veintisiete, reunidos en Consejo en Luxemburgo el 20 de abril, han decidido impulsar las actividades de la Agencia Europea de Gestión de Fronteras FRONTEX.

Los ministros dieron por cerrado el **inventario general de los medios a disposición de FRONTEX** para el período 2007 (lo que se ha llamado la "toolbox" o "caja de herramientas"), que afronta operaciones de control y vigilancia de las fronteras exteriores de la UE en hasta 28 operaciones programadas, además de otras dedicadas al análisis y al entrenamiento.

Desde ahora, la Agencia dispone de 116 barcos, 27 helicópteros, 21 aviones y más de 390 equipamientos (radares, vehículos, detectores de presencia humana, etc.), aunque a día de hoy no se sabe cuáles van a ser utilizados en las operaciones ya previstas. FRONTEX también ha visto incrementado su presupuesto, desde 19,2 hasta 35 millones de euros, aunque 12 de ellos permanecerán en la reserva hasta que la Agencia presente un programa de trabajo anual con indicación de las acciones que suponen un incremento de la actividad sobre el año anterior.

En ese mismo ámbito, el Consejo llegó a un acuerdo sobre el Reglamento que establece un mecanismo de creación de **equipos de intervención rápida en las fronteras exteriores**, al que sólo le falta el visto bueno del pleno del Parlamento (previsto para el Pleno del 23-26 de abril, aunque la comisión parlamentaria ya lo da por bueno). Se adoptaría así bajo Presidencia alemana después de unas negociaciones ultrarrápidas que han durado menos de 12 meses, plazo inusualmente breve en expedientes tramitados en codecisión.

El primer grupo de agentes de fronteras estaría formado por 450 agentes, aportados por la totalidad de los Estados miembros, y su misión sería colaborar con los países miembros que eventualmente se vieran desbordados por avalanchas de emigrantes ilegales. FRONTEX pagará las misiones y sus países de origen se seguirán haciendo cargo de los salarios. La puesta en marcha definitiva de los equipos coincidirá con el final de 2007.

Paralelamente, el Consejo celebró la reciente **entrada en vigor de los protocolos de ampliación de los poderes de Europol**, lo que permitirá mejorar su eficacia, tal como señaló el Ministro alemán de Interior, Wolfgang Schäuble: "Los protocolos de enmienda al Convenio Europol que acaban de entrar en vigor señalan el principio de una nueva fase operativa para la Oficina Europea de Policía".

Se trata de herramientas relativamente antiguas (2000-2003) que sólo ahora se han vuelto operativas. Uno de ellos autoriza a los agentes de Europol a participar en grupos comunes de investigación de los Estados miembros. Ello hace posible que Europol apoye con más eficacia la labor de cada país en cuestiones como la lucha contra el terrorismo, el crimen vinculado al blanqueo de dinero y al tráfico de drogas, la falsificación de moneda, etc.

Europol y los cuerpos de seguridad de los distintos Estados miembros podrán también intercambiarse información, lo que, según las autoridades comunitarias, hará que mejore la imagen de Europol y la aceptación de este organismo paneuropeo entre los Estados miembros. El tercer protocolo abre incluso la posibilidad de permitir el acceso online a los archivos de Europol no sólo a los organismos nacionales encargados de la seguridad (como hasta ahora) sino a otras autoridades competentes dentro de los Estados miembros. Antes de finalizar mayo se sabrá el alcance real de la puesta en marcha de este protocolo.

Sobre la introducción del **Sistema de Información Schengen (SIS)** en el conjunto de países que se incorporaron a la UE en 2004, el calendario va cumpliendo las previsiones. Los controles de fronteras interiores dejarán de existir allí cuando el sistema esté implementado. SIS I es un sistema de investigación común que pone a disposición de las autoridades nacionales de policía y de fronteras información pertinente (descripciones, etc.) sobre personas y objetos para su posible control. A finales de este año "caerán" en esos países las fronteras terrestres y marítimas; a mediados de 2008, las aéreas. Paralelamente, se trabaja ya en SIS II, la segunda generación del sistema, que contempla el uso de datos biométricos y otros avances y que podrá estar operativo en los "antiguos" países Schengen a finales de 2008.

Por otro lado, la Presidencia informó de que siguen las conversaciones entre el Consejo y el Parlamento Europeo a propósito del Reglamento relativo al **Sistema de Información sobre Visados (VIS)**. El Consejo alcanzó un importante grado de consenso (que habrá que confrontar con la opinión del Parlamento) sobre ciertas cuestiones sensibles, concretamente sobre la utilización de las huellas dactilares en los controles de fronteras y el sistema de acceso de las fuerzas de seguridad a los datos del VIS en su lucha contra el terrorismo internacional y la delincuencia organizada.

Los ministros alcanzaron un acuerdo para el establecimiento de un **mecanismo de información mutua sobre extranjeros expulsados** por un Estado miembro bajo sospecha de haber realizado actividades terroristas o por haber incitado a la discriminación, al odio o a la violencia de cualquier tipo. Tiene mucho interés en los casos de expulsión no llevada a efecto por causa de procedimientos judiciales pendientes para evitar la pérdida del control de los encausados. Según el Ministro Schäuble, el procedimiento es sencillo porque tanto el decreto de expulsión como el intercambio de información se siguen basando en la legislación nacional del país interesado. En cuanto a la herramienta, tampoco es preciso crear redes de información nuevas: se utilizarán los sistemas de información ya existentes, como el SIS.



INFORME DEL PE SOBRE DERECHOS HUMANOS

El Parlamento Europeo ha aprobado un informe que repasa la situación mundial de los derechos humanos en 2006 y la acción de las instituciones de la UE en ese campo.

El Pleno del 26 de abril aprobó con enmiendas un informe presentado por el irlandés Simon Coveney (PPE) en el que se revisa la situación mundial de los derechos humanos a lo largo de 2006 y las acciones concretas de la UE en ese ámbito. China, Irán y Rusia son el centro de las mayores críticas.

La situación en **China** es calificada de “preocupante” y debería ser objeto de una atención especial a nivel internacional con ocasión de los próximos Juegos Olímpicos a celebrar en Beijing en 2008. El informe aprobado exige que las autoridades europeas tengan en cuenta la pésima trayectoria china en materia de derechos humanos cuando entren en negociaciones sobre cuestiones comerciales. Concretamente, se anima a “plantear la cuestión del Tíbet” en el marco de las conversaciones con el Gobierno chino, al que se critica por no haber favorecido las reformas en materia de libertad de expresión y de derechos en la misma medida que en el campo económico.

El informe es igualmente crítico con **Rusia**, en especial con la situación en Chechenia. Se critica firmemente el trato dado por las autoridades rusas a los miembros de organizaciones que defienden los derechos humanos y la libertad de expresión, así como las limitaciones impuestas a la acción de las ONG en su territorio. Asesinatos de periodistas, envenenamientos sospechosos, detenciones ilegales y otros hechos habituales en la prensa internacional son denunciados en el informe, que pide a la Comisión y al Consejo “sacar” a la mesa estos temas en el marco de las negociaciones para un acuerdo de asociación y cooperación con Rusia.

De **Irán** se resalta con preocupación “el deterioro de los derechos humanos” y se pide al Consejo y la Comisión que hagan saber su inquietud a las autoridades iraníes en todos los contactos, además de utilizar la Iniciativa Europea para la Democracia y los Derechos Humanos (IEDDH) para promover la cooperación con la sociedad civil iraní.

En África, **Sudan** y la situación en la región de Darfur han llevado al Pleno a “lamentarse de que la UE no haya llevado a cabo más acciones unilaterales para convencer al Gobierno para que acepte una fuerza internacional de mantenimiento de la paz”. Se invita al Consejo a imponer “sanciones específicas al régimen de Jartum” en caso de incumplimiento de las demandas de la comunidad internacional.

Respecto a **Turquía**, país candidato a entrar en la UE, se habla de preocupación “por los progresos limitados realizados hasta ahora”. Se recuerda al Gobierno de Ankara que sigue vigente el famoso artículo 301 del código penal turco que limita la libertad de expresión en los medios de comunicación. La libertad religiosa, el pleno reconocimiento del derecho a la propiedad privada, las minorías étnicas marginadas, las mujeres, etc., son otras cuestiones pendientes.

Sobre la cuestión de **Guantánamo**, se invita a la Comisión y al Consejo a pedir al Gobierno de EEUU que busque “un mecanismo que haga posible el enjuiciamiento o la liberación de los presos allí retenidos, de acuerdo con la legislación internacional”. No prosperó, en cambio, un enmienda socialista que involucraba a los servicios secretos de algunos Estados miembros de la UE en interrogatorios llevados a cabo en la base norteamericana.

Otros asuntos y lugares conflictivos (de menor calado pero no menos importantes) son revisados en el informe: el interés por que se restablezcan las ayudas directas de la UE al pueblo palestino; la necesidad de reanudar el diálogo, aunque no de levantar las sanciones, con el Gobierno de Uzbekistán; la invitación al Consejo y la Comisión para que sancionen con más efectividad al Gobierno birmano; la crítica a Libia por su gestión del caso de las enfermeras búlgaras y el médico palestino; etc.

Sobre el **Tribunal Penal Internacional de La Haya**, los eurodiputados están a favor de que las instituciones europeas hagan lo posible para que EEUU firme el Estatuto de Roma (como instrumento constitutivo del Tribunal, adoptado en 1998 y en vigor desde 2002) y, además, deje de “influir” frente a países terceros para que no ratifiquen el Tratado. El informe se dirige a la República Checa para que ratifique el Estatuto teniendo en cuenta que es el único país de la UE que no lo ha hecho.

La acción concreta de las instituciones de la UE en el ámbito de los derechos humanos también es sometida a examen. Los europarlamentarios no entienden que Bielorrusia, con el consentimiento de la UE, haya podido entrar a formar parte del Consejo de la OIT (Organización Internacional del Trabajo); tampoco entienden que ECHO (el departamento de ayuda humanitaria de la UE) haya suspendido sus envíos de ayuda humanitaria a Irak, pese a la situación desesperada de gran parte de la población y a los miles de refugiados desatendidos.

El Parlamento, por otro lado, aprueba el hecho de que la UE asocie en sus textos inmigración y desarrollo y exija el respeto de los derechos humanos en el caso de los inmigrantes. Pero deja claro que, en su opinión, “la práctica contradice lo escrito”, y relata los casos de acuerdos de readmisión de inmigrantes suscritos con terceros países que carecen de las estructuras mínimas para garantizar los derechos de esos nacionales repatriados. Finalmente, se pide a la UE un esfuerzo para evitar que el Consejo de los Derechos Humanos de las Naciones Unidas se convierta en lugar para el ejercicio de la presión política más que en el ámbito de la promoción de los derechos humanos.

EL CENTRO TIENE SU SEDE EN CHISINAU (MOLDAVIA)

PRIMER CENTRO EUROPEO DE TRAMITACIÓN DE VISADOS



La Comisión Europea inaugura en Moldavia el primer centro común de la UE para la tramitación de las solicitudes de visado.

La Comisión Europea inauguró oficialmente el 25 de abril en **Chisinau (Moldavia)** el **primer centro común de la UE para la tramitación de demandas de visado**, que facilitará en gran medida la solicitud y expedición de visados comunitarios a los ciudadanos moldavos.

La instauración de centros comunes para la realización de los trámites de las solicitudes de visado constituía una prioridad para el Comisario de Justicia, Libertad y Seguridad, Franco Frattini, desde que presentó el proyecto a los Estados miembros el 31 de mayo de 2006. Tras la propuesta de la Comisión, el Gobierno húngaro ofreció su embajada para acoger el centro común que ahora se inaugura, centro que comparte con Austria, Eslovenia y Letonia. Estonia y Dinamarca se incorporarán posteriormente al mismo, mientras otros Estados miembros sin representación diplomática en Moldavia han expresado ya su interés por esta iniciativa.

El centro es una solución a las dificultades que encuentran los ciudadanos moldavos para presentar una solicitud de visado que les permita desplazarse a través de los Estados miembros de la UE que no disponen de representación diplomática en Moldavia, país asociado a la UE en virtud de la Política Europea de Vecindad. De este modo podrán presentar sus solicitudes en Chisinau en lugar de verse obligados a desplazarse fuera del país - normalmente a Rumanía o Ucrania - donde se encuentran las embajadas en cuestión. Además, la

apertura en su país de un centro común para la realización de los trámites de solicitud de visado es aún más interesante para los moldavos desde el momento en que Rumanía se convertía, el pasado enero, en un Estado miembro, imponiéndoles consecuentemente una obligación de visado. Este último aspecto fue determinante a la hora de considerar a Moldavia un país donde resultaba indicado poner en marcha un proyecto piloto para un centro de este tipo.

Por otra parte, la apertura del centro permitirá un **mejor uso de los recursos** al compartirse trabajadores y equipamientos entre los países participantes.

El **centro** tiene **capacidad** para tratar aproximadamente 10.000 solicitudes de visados al año, pero no constituye la única de las medidas previstas por la UE para remediar la situación de los ciudadanos moldavos. La Comisión ha preparado además una propuesta encaminada a conseguir un acuerdo moldavo-rumano que facilite el paso de la frontera rumana a los trabajadores moldavos, así como su tránsito por Rumanía.

Durante la inauguración, el Comisario Frattini y el Ministro de Asuntos Exteriores moldavo firmaron los acuerdos de readmisión y simplificación de la expedición de visados entre la **Unión Europea y la República de Moldavia**.



CONSEJO DE ASUNTOS GENERALES Y RELACIONES EXTERIORES I

El VIH/SIDA fue el principal tema tratado por los ministros comunitarios en el Consejo de Asuntos Generales.

El VIH/SIDA fue el tema central tratado en el Consejo de Asuntos Generales celebrado el 23 de abril, con especial hincapié en la cada vez mayor **feminización de la pandemia**.

Los ministros recordaron los **objetivos definidos** en diversas declaraciones y conferencias internacionales en relación con el SIDA, y destacaron el importante papel de la UE en la lucha contra el SIDA, el paludismo y la tuberculosis. El Consejo mencionó en particular el documento de la Presidencia sobre los obstáculos en la lucha contra el SIDA y la aplicación del programa de acción europeo. Los ministros subrayaron la necesidad de un enfoque global en la lucha contra esta enfermedad, así como de una intensificación considerable de los esfuerzos con el fin de alcanzar para 2010 el objetivo del acceso universal a la prevención, el tratamiento, los cuidados y los servicios de acompañamiento.

La cada vez mayor feminización de la pandemia constituye un motivo de preocupación para el Consejo, que resaltó la necesidad de frenar esta tendencia y **poner fin a las desigualdades entre hombres y mujeres**, la violencia y el maltrato de carácter sexista. Asimismo, será fundamental reforzar la capacidad de mujeres y niñas para protegerse de la infección por VIH gracias al suministro de cuidados y servicios de salud, así como mediante programas de educación que las sensibilicen frente a la amenaza que supone la pandemia.

La Comisión y los Estados miembros deberán adoptar todas las medidas necesarias para favorecer la instauración y mantenimiento de condiciones que permitan a las mujeres hacerse cargo de su propio destino y adquirir una plena independencia económica. Además, deberán favorecer la adopción y refuerzo de **medidas legislativas, políticas y administrativas** destinadas a promover y proteger plenamente los derechos de las mujeres y niñas y a hacerlas menos vulnerables a la enfermedad, suprimiendo todas las formas de violencia, estigmatización y discriminación, así como toda forma de explotación sexual. Finalmente, deberán definir y construir mecanismos de protección social destinados a los hogares afectados por el virus, impulsando la participación de la mujer en la elaboración y aplicación de las políticas de lucha contra el SIDA y en la asignación de fondos para tal fin.

Por otra parte, los ministros remarcaron la necesidad de prestar mayor atención al **colectivo de jóvenes y niños** afectados por el SIDA, así como otros grupos de población especialmente expuestos al riesgo de infección por VIH (homosexuales, drogadictos, profesionales del sexo, población carcelaria, inmigrantes, refugiados, etc.), teniendo en cuenta al elaborar estrategias y programas, así como en los procesos de decisión, con el fin de combatir eficazmente el SIDA.

El Consejo incidió en el vínculo existente entre las políticas y programas sobre lucha contra el SIDA, las políticas y servicios

en el ámbito de la salud y los derechos en cuanto a sexualidad y procreación, y llamó a promover un acceso universal a los servicios, derechos y productos en cuanto a salud sexual y genética. La lucha contra el SIDA deberá integrarse en las prioridades, planes y programas en materia de desarrollo a nivel nacional y en los programas de cooperación al desarrollo de la UE y sus Estados miembros. Será necesario garantizar a largo plazo una mayor financiación para luchar contra el SIDA, además de crear nuevos servicios de salud y otros servicios sociales, reforzando los existentes e intensificando la I+D destinada a diseñar nuevos y mejores instrumentos de prevención, tratamiento y diagnóstico precoz a un coste accesible.

La UE seguirá cooperando para combatir el SIDA mediante una extensa gama de instrumentos de financiación existentes a escala mundial y nacional, incluidos el Fondo Mundial de Lucha contra el SIDA, la tuberculosis y el paludismo.

Además del SIDA, los ministros debatieron otros temas, como el **código de conducta internacional contra la proliferación de misiles balísticos (HCOC)**, adoptado en La Haya en 2002. El Consejo subrayó la importancia de dicho Código y, teniendo en cuenta la lista de prioridades para la aplicación de la estrategia contra las armas de destrucción masiva adoptada en diciembre de 2006, se comprometió a promover su carácter universal y el respeto a sus principios. En este sentido, decidió organizar una conferencia sobre la universalidad y el respeto de dicho código en cooperación con el Instituto de Estudios de Seguridad de la UE (IES) y bajo los auspicios de la Presidencia alemana, a celebrarse previamente a la reunión de los firmantes del HCOC (finales de mayo o principios de junio próximo).

Por otra parte, y con motivo de la primera sesión del comité preparatorio del **Tratado sobre la No Proliferación de armas nucleares (TNP)**, que se celebrará en Viena del 30 de abril al 11 de mayo, los ministros reafirmaron su apoyo al TNP e invitaron a todos los Estados miembros a unir sus esfuerzos a los de la UE y a aplicarlo para poder comenzar sin trabas el proceso de revisión.

Entre el resto de temas tratados, los ministros también discutieron las actividades que actualmente se vienen realizando con el fin de **abolir la pena de muerte**, señalando que la UE debería mantener este tema entre las prioridades de su agenda internacional. Asimismo, revisaron la lista de personas, grupos y entidades incluidos en la lista de terroristas y sujetos a medidas restrictivas, reiterando la validez de los motivos para haber sido incluidos en dicha lista y confirmando su mantenimiento en ella. El Consejo adoptó asimismo su informe anual sobre la aplicación del **Reglamento relativo al acceso público a los documentos en 2006**.

CONSEJO DE ASUNTOS GENERALES Y RELACIONES EXTERIORES II



Las negociaciones comerciales con países ASEAN, India y Corea del Sur, y la situación en África, Irak o Asia Central fueron algunos de los temas tratados en el Consejo de Asuntos Exteriores de 23 y 24 de abril.

ASEAN, India y Corea del Sur. Los ministros aprobaron el inicio de negociaciones de acuerdos de libre comercio con la Asociación de Naciones de Sudeste Asiático (ASEAN), Corea del Sur e India. El Consejo quiere emprender rápidamente estas negociaciones a fin de mejorar la competitividad externa y las condiciones de acceso de las industrias europeas a estos mercados, sin dejar de lado consideraciones políticas, sociales y medioambientales.

Los acuerdos incidirían en las barreras no arancelarias y podrían aumentar las exportaciones comunitarias en un 24,2% hacia ASEAN, un 56,8% hacia la India y un 47,8% hacia Corea del Sur, aumentando en un 0,13% el PIB comunitario. También aumentarían las importaciones procedentes de estos tres conjuntos económicos hacia la UE.

Los ministros subrayaron su interés en lograr un mayor refuerzo de los lazos políticos con estos países a través de los nuevos acuerdos de Asociación y Cooperación o de una actualización de los acuerdos marco existentes, e invitaron a la Comisión a iniciar una serie de conversaciones exploratorias en este sentido, siempre bajo la condición de garantizar la compatibilidad de los acuerdos con la OMC,

Irak. El Consejo llamó a conseguir un Irak seguro, estable, democrático, próspero y unificado, reiterando su apoyo al Gobierno iraquí y al restablecimiento del orden público, la reconciliación nacional y el estado de derecho, la reconstrucción económica y el compromiso de los estados vecinos y la comunidad internacional. Los ministros alabaron los objetivos iraquíes de reforma económica, política, social y de seguridad, y condenaron toda forma de violencia contra la población, lamentando la situación humanitaria y de los derechos humanos en algunas zonas y, particularmente, la situación de los desplazados dentro y fuera del país. El Consejo instó al Gobierno iraquí a cumplir con sus responsabilidades para con estas personas desplazadas y destacó la importancia de promover el diálogo con los países vecinos a fin de facilitar la instauración de una estrategia de asistencia conveniente para ellas. Naciones Unidas y las organizaciones humanitarias deberán asimismo cooperar para que la ayuda humanitaria pueda llegar a sus destinatarios.

Los ministros reafirmaron su apoyo al Pacto Internacional para Irak y se congratularon por la apertura de negociaciones para la celebración de un acuerdo de comercio y cooperación UE-Irak.

África. El Consejo reiteró su apoyo a un Sudán pacífico, próspero y unido, y apoyó el despliegue de una fuerza internacional de mantenimiento de la paz en Darfour. Lamentando las deplorables condiciones de seguridad y de los derechos humanos en la región, la Presidencia solicitó a los ministros contribuciones bilaterales para mantener en marcha la misión AMIS de la Unión Africana (UA). El Consejo se felicitó por la decisión adoptada durante el IV Consejo de Derechos Humanos de crear un grupo independiente de expertos para favorecer la aplicación de las recomendaciones establecidas e instó al gobierno

sudanes a cooperar con ellos.

Somalia, el Consejo llamó a aplicar la resolución 1744 del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas para resolver los problemas políticos, de seguridad y humanitarios del país. Los ministros reiteraron su apoyo a la misión UA en Somalia (AMI-SOM) y a las instituciones federales de transición en su labor para restaurar la paz, la estabilidad y la buena gobernanza. Ofrecieron cooperación y ayuda financiera a este gobierno federal de transición para convocar un congreso de reconciliación nacional.

Ante el deterioro de la situación política, económica y humanitaria de **Zimbabue**, los ministros anunciaron su intención de endurecer las sanciones comunitarias y ampliar la lista de personas a quienes se deniega el visado, si bien la UE continuará aportando su ayuda a la población. Los ministros instaron al gobierno del país a organizar un diálogo nacional que sienta las bases de una reconciliación nacional.

Asia central. El Consejo se felicitó por el éxito de la reciente reunión con Kazajstán, Kirguizistán, Tayikistán, Turkmenistán y Uzbekistán, y acordó intensificar la cooperación comunitaria con estos países sobre una base individual y regional, centrándose particularmente en los ámbitos del estado de derecho, derechos humanos y democratización, educación, energía y transportes, medio ambiente, seguridad, comercio y cooperación para el desarrollo económico.

El compromiso de **Uzbekistán** de intensificar su diálogo diplomático con la UE fue bien recibido por el Consejo, que espera establecer un diálogo regular y eficaz sobre los derechos humanos con este país.

Los ministros aprobaron las promesas de reforma de los sistemas educativo y social anunciadas por el Gobierno de **Turkmenistán**, al que la UE apoyará en campos como los derechos humanos, la justicia, el estado de derecho, la educación, la salud y la agricultura.

También el nuevo gobierno de **Kirguizistán** recibió el respaldo del Consejo para la realización de reformas fundamentales en los sistemas constitucional, jurídico, judicial y administrativo, el respeto de los principios del derecho internacional y la mejora de la situación social y el clima de inversión.

Oriente Medio. Los ministros apoyaron el relanzamiento de la iniciativa árabe de paz durante la Cumbre de la Liga Árabe de marzo, así como la intención del Primer Ministro israelí Olmert y del Presidente palestino Abbas de reunirse regularmente. Según el Consejo, esas reuniones deberán contribuir a mejorar las condiciones de vida y la seguridad en los territorios palestinos y conducir a verdaderas negociaciones para crear un Estado palestino independiente, democrático y viable, que coexista en paz y seguridad con Israel y el resto de vecinos.

Los ministros destacaron por otra parte la importancia de reforzar las instituciones palestinas y aprobaron la prolongación por tres meses del Mecanismo Internacional Temporal.

ENCUENTROS CON LA COMUNIDAD ANDINA,
GRUPO DE RÍO Y MERCOSUR

UE-AMÉRICA LATINA

La cohesión social, la integración regional y la cooperación económica son las prioridades de la ayuda comunitaria a América Latina.

La UE celebró el 19 y 20 de abril en Santo Domingo (República Dominicana) diversas reuniones ministeriales con países y organizaciones regionales de América Latina, como la Comunidad Andina, el Grupo de Río o MERCOSUR.

El Ministro alemán de Asuntos Exteriores, Frank-Walter Steinmeier, la Comisaria de Relaciones Exteriores, Benita Ferrero-Waldner, y el Alto Representante la UE para la Política Exterior y de Seguridad Común, Javier Solana, estuvieron presentes en la capital dominicana en representación de la UE. La Comisaria presentó la **estrategia europea para la región** de aquí a 2013, con la promoción de la cohesión social, especialmente a través de la lucha contra la pobreza, las desigualdades sociales y la exclusión, como prioridad en los programas de ayuda comunitaria. Tras ella figuran la integración regional y la cooperación económica, una mejor comprensión entre las dos regiones, el apoyo a la buena gobernanza y a los derechos humanos y, finalmente, el desarrollo sostenible, insistiendo particularmente en la protección de los bosques y de la biodiversidad. El apoyo financiero comunitario a la región se cifra en 2.600 millones de euros para el periodo 2007-2013.

El día 19 se celebró la **XIII reunión ministerial entre la UE y la Comunidad Andina** (CAN), formada por Bolivia, Colombia, Ecuador y Perú. Los ministros evaluaron las últimas iniciativas emprendidas en relación con las futuras negociaciones para un Acuerdo de Asociación entre ambas, y abordaron además temas como la integración regional, el desarrollo humano sostenible, la lucha contra las drogas ilícitas y el estado de derecho. En los próximos años la Comisión centrará su cooperación con los países CAN en las desigualdades sociales, la lucha contra la pobreza y las drogas ilegales, la buena gobernanza, el estado de derecho y la justicia. Todos se mostraron de acuerdo en que la relación entre la Comunidad Andina y la UE debe estar presidida por el objetivo de un desarrollo humano sostenible e incidieron en la necesidad de mejorar las condiciones de vida respetando, al mismo tiempo, el medio ambiente. El fortalecimiento de las instituciones democráticas será fundamental para garantizar el papel de la dimensión humana del desarrollo.

Los dos bloques anunciaron su intención de entablar negociaciones para la celebración de dicho Acuerdo de Asociación en el ámbito del Comité Mixto UE-Comunidad Andina en La Paz, en mayo de 2007. A pesar de los importantes avances de CAN en aspectos fundamentales de la integración económica regional, serán necesarios nuevos progresos en la vía de la integración regional y en puntos como el proceso de decisión en el campo de la armonización de los regímenes aduaneros, la mejora de las condiciones del comercio intrarregional, etc. Este Acuerdo contribuirá a la erradicación de la pobreza, el fortalecimiento de la cohesión social y la reducción de asimetrías entre las dos regiones y dentro de cada una de ellas, y abarcará tres grandes ámbitos: el diálogo político, la cooperación y el comercio.

Ferrero-Waldner presentó un paquete de ayuda para la región andina de aproximadamente 713 millones de euros para el periodo 2007-2013: 234 millones de euros para Bolivia, 160 para Colombia, 137 para Ecuador, 132 para Perú y 50 para apoyar la integración regional.

La UE también celebró el 20 de abril su **XIII reunión ministerial con el "Grupo de Río"** (Argentina, Brasil, Colombia, México, Panamá, Perú, Uruguay, Venezuela, Chile, Ecuador, Bolivia, Paraguay, CARICOM, Centroamérica, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua y República Dominicana). En un comunicado conjunto, los ministros de ambas partes reafirmaron la vigencia de los principios y propósitos de la Carta de Naciones Unidas y reiteraron su compromiso con el respeto de los derechos humanos, la democracia y la erradicación de la pobreza, la exclusión y la desigualdad. Los temas que centraron los debates de los ministros fueron Haití, la energía, el medio ambiente y el cambio climático, los países de renta media y la lucha contra la pobreza, y el fortalecimiento del multilateralismo y el diálogo entre el Grupo de Río y la UE.

Todos coincidieron en que Haití necesita la solidaridad de la comunidad internacional, pero también indicaron la necesidad de que su gobierno aplique una serie de reformas suplementarias. La UE prometió al país un apoyo financiero de 233 millones de euros hasta 2013.

Dada la importancia de los temas energético y climático y la interdependencia mundial en estos campos, será importante multiplicar los intercambios de experiencias, particularmente sobre energías renovables y la promoción de la eficiencia energética.

La XIV Reunión Ministerial Institucionalizada entre la UE y el Grupo de Río se celebrará en Praga, República Checa, en 2009.

La **UE y MERCOSUR** (Argentina, Brasil, Paraguay y Uruguay) decidieron intensificar la cooperación existente y el diálogo político, especialmente en foros internacionales. Los ministros hablaron además sobre el estado de las negociaciones sobre un Acuerdo de Asociación entre ambas, acuerdo que podría impulsar especialmente el comercio, la cooperación en investigación y la promoción de la democracia y los derechos humanos.

El grupo de **Estados de Centroamérica (Grupo de San José)** y la **UE** examinaron por su parte las cuestiones energéticas, de crucial importancia para las dos regiones. La UE ofreció su ayuda a los Estados del grupo de San José para la utilización de las energías renovables.

Por otra parte, la **UE y México** aprovecharon la reunión para profundizar en el diálogo político. En el futuro, las dos partes desean concentrarse en mayor medida sobre cuestiones como la protección del clima y la seguridad energética, la protección de los derechos humanos y las migraciones.

COMPÁS DE ESPERA EN EL CONFLICTO NUCLEAR CON IRÁN



Pese a las sanciones del Consejo de Seguridad de la ONU, Irán mantiene en pie sus proyectos para el enriquecimiento de uranio, aunque no cierra las vías de diálogo con Europa.

Las conversaciones mantenidas en Ankara los pasados 25 y 26 de abril entre el Alto Representante para la Política Exterior de la UE, Javier Solana, y Ali Larijani, Secretario del Consejo Supremo de Seguridad Nacional iraní y negociador principal sobre la cuestión nuclear, no han producido resultados reseñables excepto las buenas palabras pronunciadas por ambos al término de la reunión y la promesa de reunirse “dos semanas” más tarde.

A la reunión se llegó, como suele ser normal en estos casos, con un **reforzamiento público** de las **respectivas posturas**: Solana aseguraba que “la situación está suficientemente madura para reunirse nuevamente”, refiriéndose a unos contactos que se cortaron, al menos de cara a los medios de comunicación, en septiembre de 2006. Larijani, por su parte, se reafirmaba en la posición iraní de rechazar “condiciones previas”, en referencia a la exigencia de suspender los trabajos de enriquecimiento de uranio como premisa para empezar a negociar.

En los márgenes de las conversaciones, **EEUU** reiteraba su **posición** conocida: “No hay cambios en nuestra política, Irán debe suspender sus actividades de enriquecimiento si quiere negociar”, según portavoces del Departamento de Estado norteamericano. También habló Mahmud Ahmadineyad, Presidente iraní, reclamando más independencia a los europeos y acusándoles de actuar como meros “traductores” del pensamiento norteamericano.

“La suspensión del enriquecimiento de uranio no es una exigencia legítima”, **“Irán no renunciará a ese derecho”**, etc., son expresiones que una y otra vez repite el Presidente Ahmadineyad, insistiendo además en que sus proyectos para impulsar una tecnología nuclear civil que incluya el enriquecimiento de uranio encajan perfectamente en el Tratado de no proliferación nuclear, al tiempo que se mostraba dispuesto a debatir y defender esa opción y las garantías que acompañan a su proyecto pacífico (sin amenazas militares).

La reunión de Ankara terminó con un único resultado conocido: “No hemos decidido el lugar para el próximo encuentro, pero nos reuniremos en menos de dos semanas. Con la ayuda de estas conversaciones las negociaciones multilaterales serán más fáciles”, resumió Larijani. “No puedo adelantar más. Necesitamos tiempo para que estas ideas maduren. Sí puedo decir que hemos dado un paso muy positivo”, concluyó.

Pese al escepticismo de muchos, hay quien cree que algo está cambiando, aunque muy lentamente, en el conjunto de las negociaciones. Para sustituir la “exigencia de la suspensión” de los trabajos de enriquecimiento de uranio, en diversos países europeos se abre paso la idea de caminar hacia la exigencia de una **“moratoria”**, sin necesidad de obligar a Irán a desmantelar las instalaciones como demanda la resolución de Naciones Unidas. El mismo día de la reunión de Ankara se supo que EEUU, Rusia, China y los principales países europeos podrían

estar dispuestos a contemplar esa eventualidad y propiciar un acercamiento en las posiciones.

En cualquier caso, este conglomerado de conversaciones secretas y filtraciones interesadas tiene lugar en un marco en el que externamente nada parece cambiar. Por un lado, la **ONU**, que ya había determinado en diciembre de 2006 (**Resolución 1.737**) una primera batería de sanciones contra Irán y un plazo de 60 días para comprobar el cumplimiento de sus exigencias en función de los informes de la Agencia Internacional de la Energía Atómica (AIEA), lanzó el pasado 24 de marzo (Resolución 1.747 del Consejo de Seguridad) una segunda serie de sanciones endureciendo las de diciembre.

La **UE**, por su parte, se apunta también a la política de **“sancionar sin dejar de negociar”** y, según acuerdo del Consejo de Exteriores del 23 de abril, acordó una serie de medidas unilaterales que “endurecen” las contenidas en la última resolución de Naciones Unidas. Concretamente, se prohíbe viajar hacia cualquier país de la UE a una treintena de personalidades iraníes, unas por su relación con el programa nuclear y otras por ser figuras clave dentro del régimen.

Teherán, en fin, reproduce los mismos esquemas: acude a las reuniones pero hace oídos sordos a las exigencias internacionales. La AIEA hizo saber el pasado 19 de abril que Irán había comenzado a enriquecer “una cantidad limitada” de uranio en su planta de Natanz, 300 km al sur de Teherán. Según el informe de ese organismo, Teherán ha puesto en funcionamiento más de 1.300 centrifugadoras de gas, lo que da a entender que camina hacia la puesta en marcha de procesos productivos de nivel industrial. Concretamente, la resolución de la ONU del 24 de marzo exigía a Irán suspender las actividades de enriquecimiento, detener la construcción de un reactor de agua pesada y explicar los fines pacíficos de sus actividades en este ámbito.

Además, tres días antes el Gobierno iraní anunció la próxima construcción de dos nuevas centrales nucleares, el 70% de cuyos trabajos recaerán en manos de empresas extranjeras. “El combustible será suministrado mediante producción local y extranjera”, explicó un portavoz.

En la otra cara de la cuestión, el pasado 23 de abril, en vísperas de la reunión de Ankara, Ahmadineyad ofrecía al Presidente de EEUU, George Bush, la apertura de un diálogo directo entre ambos: “anuncio que estoy dispuesto a negociar con él cuestiones bilaterales, además de otras regionales e internacionales”, declaró, aunque con la condición de que los medios de comunicación recojan el encuentro. En la UE piensan que el encuentro es preciso; Javier Solana aseguró en Bruselas el pasado 29 de abril que Estados Unidos debe iniciar un diálogo directo con Irán sobre todos los asuntos de interés incluido su programa nuclear. “Creo que en este momento vale la pena que EEUU piense en abrir un canal de comunicación con Irán”.

MERCADO LIBERAL ÚNICO Y LUCHA CONTRA EL CAMBIO CLIMÁTICO



CUMBRE UE-EEUU

Compatibilizar los sistemas para agilizar el comercio bilateral y avanzar en la lucha contra el cambio climático son los resultados “visibles” de la Cumbre celebrada en Washington.

Los líderes europeos y norteamericanos se reunieron en Washington el 30 de abril para celebrar la Cumbre anual UE-EEUU, centrados en una propuesta de mayor integración económica que puede llevar a sentar las bases de un **mercado bilateral único**. Angela Merkel, Canciller alemana y Presidenta de turno de la UE, impulsora de la idea, considera que se trata de una oportunidad única para promover el crecimiento económico de ambos socios.

Las cifras le dan la razón: según la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (OCDE), una mayor liberalización del comercio trasatlántico conllevaría aumentos fijos de la renta per cápita de hasta el 3,5%. No conviene olvidar que se trata de dos bloques económicos que, juntos, acaparan el 40% del comercio mundial y el 60% de los bienes y servicios que se producen a escala planetaria.

Los intercambios comerciales entre EEUU y la UE arrojan un claro superávit a favor de la UE que, además, ha crecido significativamente (de 32.000 a 90.000 millones de euros en seis años). Ello es así tanto por el incremento de las exportaciones europeas como por el descenso de las compras a los EEUU, siendo Alemania y Reino Unido los clientes y proveedores preferentes de los EEUU en el marco de esta relación. Los importes totales de los intercambios comerciales y de las inversiones bilaterales dibujan una relación económica de gran interdependencia, que podría mejorar si ambas partes trabajaran para “derribar las barreras innecesarias que plantean las diferentes normativas a ambos lados del Atlántico”, según José Manuel Barroso, Presidente de la Comisión.

Para lograrlo se ha creado un Consejo Económico Transatlántico, una mesa permanente que “tratará de armonizar los diferentes estándares normativos” buscando niveles significativos de convergencia en cerca de 40 ámbitos: propiedad intelectual, industria del automóvil, participaciones empresariales, etc. A modo de ejemplo, se recuerda estos días que la armonización de las normativas técnicas del sector del automóvil de ambas partes supondría el ahorro de entre un 5 y un 7% del coste final de cada vehículo.

En cuanto al binomio **energía – lucha contra el cambio climático**, el documento final ofrece pocos avances, aunque fuentes europeas valoran los pasos dados por EEUU, tradicionalmente contrario a compromisos de fechas y cantidades. El comunicado final señala que el cambio climático supone un desafío que requiere una “acción urgente, sostenible y global” y que “es urgente emprender acciones permanentes para reducir y estabilizar” las emisiones de gases contaminantes.

Para desesperación de los europeos, que desean incorporar a los EEUU a su objetivo de reducir las emisiones de gases de efecto invernadero un 20% sobre los niveles de 1990 de aquí a 2020, los norteamericanos no precisan objetivos ni plazos (George Bush, su Presidente, aseguró que sería perjudicial para la economía internacional) y se limitan a aplazar la adopción

de cualquier medida hasta que China e India hagan lo propio. Pese a lo que parece un fracaso, Merkel se muestra satisfecha porque califica esta reunión de la primera etapa de una carrera que debería finalizar con éxito en la reunión del G-8 de junio, donde sí estarán China e India.

EEUU está por el desarrollo y la investigación en tecnologías limpias, concretamente por la construcción de centrales eléctricas que permitan reducir las emisiones provocadas por la combustión de carbón (“carbón limpio”) y por trabajar en el sector de la “captura y almacenamiento de CO₂”, una línea de investigación incipiente con serios problemas técnicos y legales que los más pesimistas no imaginan operativa antes de 2040. Se trata de seguir consumiendo carbón (los norteamericanos tienen reservas y consumirlas sin contaminar incrementaría su grado de independencia energética) y de almacenar “bajo tierra” los gases contaminantes que produzcan. Algunos experimentos, muy caros de momento, están intentando llenar con CO₂ las bolsas subterráneas que dejan vacías las compañías extractoras de petróleo.

En cuanto a la **política internacional**, Rusia, Irán, Kosovo, Sudán, Afganistán y Cuba ocuparon la agenda. Sobre Irán se destaca el compromiso de mantener una posición común y “no aceptar el programa nuclear iraní”. “Respaldamos los derechos humanos, la libertad de prensa y de expresión” en América Latina y en el Caribe, en Cuba en particular, demandando medidas que hagan posible el ejercicio de esos derechos, dice el comunicado final.

Pese a las demandas de alguna ONG y de ciertas voces alzadas en el Parlamento Europeo, nada se sabe de si los representantes de la UE presionaron a los norteamericanos para que terminen con ciertas prácticas contrarias a los derechos humanos ejercidas en el marco de la lucha antiterrorista, en alusión a Guantánamo y otras cárceles secretas.

A las negociaciones de la **Ronda de Doha** también se refirieron los líderes europeos y norteamericanos. Ambas partes se manifestaron decididas a concluir con éxito las negociaciones - “a todos nos conviene aceptar el libre comercio”, aseguró Bush - y mencionaron expresamente la eliminación “por ambas partes” de los subsidios agrícolas, probablemente el mayor obstáculo que los países en desarrollo encuentran para dar por terminado el proceso negociador.

Condoleezza Rice, Secretaria de Estado norteamericana, y Jacques Barrot, Comisario europeo de Transportes, firmaron en el marco de la cumbre el **Acuerdo “cielos abiertos”**, alcanzado a primeros de año, que liberaliza el tráfico aéreo entre ambas orillas del Atlántico y elimina viejas barreras que redundarán, al incrementarse la competitividad, en importantes beneficios para los usuarios. Entrará en vigor en marzo de 2008, seis meses después de lo previsto, por presiones del Reino Unido, cuyos aeropuertos resultan ser los más perjudicados por el acuerdo.

LEGISLACIÓN



Agricultura

Reglamento (CE) nº 500/2007 de la Comisión, de 7 de mayo de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 1463/2004 en lo que respecta a la introducción de un límite máximo de residuos para el «Sacox 120 microGranulate», aditivo para la alimentación animal perteneciente al grupo de los coccidiostáticos y otras sustancias medicamentosas.
DO UE-L 118 de 8/5/2007, pg. 3

Decisión 2007/312/CE de la Comisión, de 27 de abril de 2007, relativa a una participación financiera de la Comunidad para las medidas urgentes de lucha contra la gripe aviar en Francia en 2006.
DO UE-L 118 de 8/5/2007, pg. 16

Decisión 2007/314/CE de la Comisión, de 30 de abril de 2007, sobre las medidas adoptadas por Eslovenia a raíz del descubrimiento de brotes de peste porcina clásica en Croacia.
DO UE-L 118 de 8/5/2007, pg. 19

Decisión 2007/315/CE de la Comisión, de 30 de abril de 2007, por la que se establecen medidas específicas que deben ser aplicadas por Chipre con respecto a la tembladera.
DO UE-L 118 de 8/5/2007, pg. 23

Reglamento (CE) nº 504/2007 de la Comisión, de 8 de mayo de 2007, por el que se establecen las disposiciones de aplicación del régimen de aplicación de los derechos de importación adicionales en el sector de la leche y de los productos lácteos (versión codificada).
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 7

Reglamento (CE) nº 505/2007 de la Comisión, de 8 de mayo de 2007, por el que se determinan, con carácter provisional, las entregas obligatorias de azúcar de caña que deben importarse en virtud del Protocolo ACP y del Acuerdo con la India en el período de entrega 2007/08.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 22

Decisión 2007/316/CE del Consejo, de 16 de abril de 2007, por la que se aprueba la posición que debe adoptarse, en nombre de la Comunidad, en el seno del Consejo internacional del azúcar en relación con la prórroga del Acuerdo internacional sobre el azúcar de 1992.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 29

Decisión 2007/317/CE del Consejo, de 16 de abril de 2007, por la que se aprueba la posición que debe adoptarse, en nombre de la

Comunidad, en el seno del Consejo internacional de cereales en relación con la prórroga del Convenio sobre el comercio de cereales de 1995.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 30

Decisión 2007/321/CE de la Comisión, de 2 de mayo de 2007, por la que se exime al Reino Unido de determinadas obligaciones relativas a la comercialización de semillas de plantas hortícolas con arreglo a la Directiva 2002/55/CE del Consejo.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 48

Decisión 2007/322/CE de la Comisión, de 4 de mayo de 2007, por la que se establecen medidas de protección en relación con el uso de productos fitosanitarios que contengan tolifluanida y contaminen el agua potable.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 49

Reglamento (CE) nº 508/2007 del Consejo, de 7 de mayo de 2007, por el que se abren contingentes arancelarios para la importación en Bulgaria y Rumanía de azúcar de caña en bruto destinado a las refinerías en las campañas de comercialización de 2006/07, 2007/08 y 2008/09.
DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 1

Reglamento (CE) nº 516/2007 de la Comisión, de 10 de mayo de 2007, relativo a la autorización permanente de un aditivo en la alimentación animal.
DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 22

Decisión 2007/325/CE de la Comisión, de 27 de abril de 2007, relativa a la liquidación de las cuentas de los organismos pagadores de la República Checa, Estonia, Chipre, Letonia, Lituania, Hungría, Malta, Polonia, Eslovenia y Eslovaquia correspondientes a los gastos de desarrollo rural del ejercicio financiero 2006 financiados por la sección de Garantía del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola (FEOGA).
DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 41

Decisión 2007/326/CE de la Comisión, de 27 de abril de 2007, relativa a la liquidación de las cuentas de los organismos pagadores de Hungría y Malta correspondientes a los gastos del ejercicio financiero 2005 financiados por la sección de Garantía del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola (FEOGA).
DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 47

Decisión 2007/327/CE de la Comisión, de 27 de abril de 2007, relativa a la liquidación de

LEGISLACIÓN



cuentas de los organismos pagadores de los Estados miembros, correspondientes a los gastos financiados por la sección de Garantía del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola (FEOGA) en el ejercicio financiero 2006.

DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 51

Decisión 2007/328/CE de la Comisión, de 30 de abril de 2007, por la que se establece la comercialización temporal de determinadas patatas de siembra que no cumplen los requisitos de la Directiva 2002/56/CE del Consejo.

DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 57

Decisión 2007/329/CE de la Comisión, de 2 de mayo de 2007, por la que se establecen medidas transitorias que eximen del cumplimiento de la Directiva 2002/53/CE del Consejo, con motivo de la adhesión de Bulgaria, por lo que respecta a la comercialización de variedades de semillas de *Helianthus annuus* que no han sido evaluadas como resistentes a *Orobanche* spp.

DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 59

Reglamento (CE) nº 519/2007 del Consejo, de 7 de mayo de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 527/2003 por el que se autoriza la oferta y la entrega para el consumo humano directo de determinados vinos importados de Argentina que pueden haber sido sometidos a prácticas enológicas no previstas en el Reglamento (CE) nº 1493/1999.

DO UE-L 123 de 12/5/2007, pg. 1

Reglamento (CE) nº 529/2007 de la Comisión, de 11 de mayo de 2007, relativo a la apertura y modo de gestión de un contingente arancelario de importación de carne de vacuno congelada del código NC 0202 y productos del código NC 02062991 (del 1 de julio de 2007 al 30 de junio de 2008).

DO UE-L 123 de 12/5/2007, pg. 26

Decisión 2007/330/CE de la Comisión, de 4 de mayo de 2007, por la que se levantan las prohibiciones de circulación de determinados productos de origen animal en la isla de Chipre conforme al Reglamento (CE) nº 866/2004 del Consejo y se fijan las condiciones aplicables a su circulación (pescado fresco y miel para consumo humano).

DO UE-L 123 de 12/5/2007, pg. 30

Reglamento (CE) nº 532/2007 de la Comisión, de 14 de mayo de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 1282/2006 por el que se establecen disposiciones específicas de aplica-

ción del Reglamento (CE) nº 1255/1999 del Consejo en lo que respecta a los certificados de exportación y a las restituciones por exportación de leche y productos lácteos y el Reglamento (CEE) nº 3846/87 por el que se establece la nomenclatura de los productos agrarios para las restituciones a la exportación.

DO UE-L 125 de 15/5/2007, pg. 7

Reglamento (CE) nº 533/2007 de la Comisión, de 14 de mayo de 2007, por el que se abre un contingente arancelario en el sector de la carne de aves de corral y se establece su método de gestión.

DO UE-L 125 de 15/5/2007, pg. 9

Decisión 2007/333/CE de la Comisión, de 8 de mayo de 2007, por la que se permite a los Estados miembros ampliar las autorizaciones provisionales concedidas para las nuevas sustancias activas benalaxilo-m, fluoxastrobina, protriocanazol, espiroclifeno, espiromesifeno y fluoruro de sulfurilo.

DO UE-L 125 de 15/5/2007, pg. 27



Consumo

Consumo y Alimentación

Directiva 2007/26/CE de la Comisión, de 7 de mayo de 2007, por la que se modifica la Directiva 2004/6/CE para prorrogar su período de aplicación [sustancias que pueden añadirse para fines de nutrición específicos en alimentos destinados a una alimentación especial].

DO UE-L 118 de 8/5/2007, pg. 5

Recomendación 2007/331/CE de la Comisión, de 3 de mayo de 2007, relativa al control de los niveles de acrilamida en los alimentos.

DO UE-L 123 de 12/5/2007, pg. 33



Cultura

Cultura

Decisión 2007/324/CE del Consejo, de 7 de mayo de 2007, sobre las disposiciones prácticas y de procedimiento aplicables al nombramiento por el Consejo de dos miembros del Comité de selección y del Comité de seguimiento y asesoría para la acción comunitaria «Capital Europea de la Cultura».

DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 39



Pesca

Pesca

Reglamento (CE) nº 498/2007 de la Comisión, de 26 de marzo de 2007, por el que se establecen las disposiciones de aplicación del Reglamento (CE) nº 1198/2006 del Consejo

LEGISLACIÓN



Pesca

relativo al Fondo Europeo de Pesca.
DO UE-L 120 de 10/5/2007, pg. 1

Reglamento (CE) nº 509/2007 del Consejo, de 7 de mayo de 2007, por el que se establece un plan plurianual para la explotación sostenible de la población de lenguado en la parte occidental del Canal de la Mancha.
DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 7

Reglamento (CE) nº 520/2007 del Consejo, de 7 de mayo de 2007, por el que se establecen medidas técnicas de conservación de determinadas poblaciones de peces de especies altamente migratorias y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 973/2001.
DO UE-L 123 de 12/5/2007, pg. 3

Reglamento (CE) nº 527/2007 de la Comisión, de 10 de mayo de 2007, por el que se prohíbe la pesca de brosmio en aguas de la CE y aguas internacionales de las zonas CIEM V, VI y VII por parte de los buques que enarbolan pabellón de España.
DO UE-L 123 de 12/5/2007, pg. 22

Reglamento (CE) nº 528/2007 de la Comisión, de 10 de mayo de 2007, por el que se prohíbe la pesca de bacalao en aguas noruegas de las zonas CIEM I y II por parte de los buques que enarbolan pabellón de Portugal.
DO UE-L 123 de 12/5/2007, pg. 24



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

Reglamento (CE) nº 506/2007 de la Comisión, de 8 de mayo de 2007, por el que se imponen obligaciones en materia de realización de pruebas y de comunicación de datos a los importadores o fabricantes de determinadas sustancias prioritarias de conformidad con el Reglamento (CEE) nº 793/93 del Consejo sobre evaluación y control del riesgo de las sustancias existentes.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 24

Corrección de errores del Reglamento nº 17 de la Comisión Económica de las Naciones Unidas para Europa (CEPE/ONU) - Prescripciones uniformes sobre la homologación de vehículos en lo que concierne a los asientos, a sus anclajes y a los apoyacabezas (DO UE-L 373 de 27/12/2006, pg. 1).
DO UE-L 121 de 11/5/2007, pg. 3 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores del Reglamento nº 55 de la Comisión Económica de las Naciones Unidas para Europa (CEPE) relativo a las prescripciones uniformes sobre la homologación de los dispositivos mecánicos de acoplamiento de vehículos combinados (DO UE-L 373 de 27/12/2006, pg. 53).
DO UE-L 121 de 11/5/2007, pg. 42 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores del Reglamento nº 107 de la Comisión Económica de las Naciones Unidas para Europa (CEPE/ONU), sobre disposiciones uniformes relativas a la homologación de vehículos de las categorías M2 o M3 en lo que respecta a sus características generales de construcción (DO UE-L 373 de 27/12/2006, pg. 137).
DO UE-L 121 de 11/5/2007, pg. 100 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores del Reglamento nº 114 de la Comisión Económica de las Naciones Unidas para Europa (CEPE) - Prescripciones uniformes relativas a la homologación de: I. Un módulo de airbag para un sistema de airbag de recambio; II. Un volante de recambio equipado con un módulo de airbag de un tipo homologado; III. Un sistema de airbag de recambio distinto del instalado en el volante (DO UE-L 373 de 27/12/2006, pg. 281).
DO UE-L 121 de 11/5/2007, pg. 203 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)



Relaciones Exteriores

Relaciones Exteriores

Decisión 2007/311/CE del Consejo, de 19 de abril de 2007, relativa a la firma y la aplicación provisional de un Protocolo del Acuerdo Euromediterráneo de Asociación entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República Argelina Democrática y Popular, por otra, para tener en cuenta la adhesión a la Unión Europea de la República Checa, la República de Estonia, la República de Chipre, la República de Letonia, la República de Lituania, la República de Hungría, la República de Malta, la República de Polonia, la República de Eslovenia y la República Eslovaca.
DO UE-L 118 de 8/5/2007, pg. 7

LEGISLACIÓN



Reglamento (CE) nº 507/2007 de la Comisión, de 8 de mayo de 2007, que modifica por septuagésima sexta vez el Reglamento (CE) nº 881/2002 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas específicas dirigidas contra determinadas personas y entidades asociadas con Usamah bin Ladin, la red Al-Qaida y los talibanes y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 467/2001 del Consejo.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 27

Decisión 2007/318/CE del Consejo, de 23 de abril de 2007, relativa a la firma y aplicación provisional de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación por el que se establece una colaboración entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la Federación de Rusia, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y Rumanía a la Unión Europea.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 31

Reglamento (CE) nº 530/2007 del Consejo, de 8 de mayo de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 2007/2000 por el que se introducen medidas comerciales excepcionales para los países y territorios participantes o vinculados al Proceso de estabilización y asociación de la Unión Europea.
DO UE-L 125 de 15/5/2007, pg. 1
Acción Común 2007/334/PESC del Consejo, de 14 de mayo de 2007, por la que se modifica y se proroga la Acción Común 2006/304/PESC sobre el establecimiento de un equipo de planificación de la UE (EPUE Kosovo) para una posible operación de gestión de crisis de la UE en el ámbito del Estado de Derecho y otros posibles ámbitos en Kosovo.
DO UE-L 125 de 15/5/2007, pg. 29



Sociedad de la Información

Decisión 2007/320/CE de la Comisión, de 22 de marzo de 2007, por la que se instituye el Grupo de expertos de los Estados miembros en materia de digitalización y conservación digital.
DO UE-L 119 de 9/5/2007, pg. 45



Transporte

Decisión 2007/323/CE del Consejo, de 18 de septiembre de 2006, relativa a la firma y aplicación provisional del Acuerdo entre la Comunidad Europea y la República del Paraguay sobre determinados aspectos de los servicios aéreos.
DO UE-L 122 de 11/5/2007, pg. 30

Decisión 2007/332/CE de la Comisión, de 23 de abril de 2007, sobre la imposición de obligaciones de servicio público en algunas rutas con origen y destino en Cerdeña en virtud del artículo 4 del Reglamento (CEE) nº 2408/92 del Consejo relativo al acceso de las compañías aéreas de la Comunidad a las rutas aéreas intracomunitarias.
DO UE-L 125 de 15/5/2007, pg. 16



Unión Económica y Monetaria

Decisión 2007/313/CE de la Comisión, de 30 de abril de 2007, relativa a una solicitud de la República Italiana de aplicar un tipo reducido de IVA al suministro de electricidad para la explotación de instalaciones de regadío, bombeo y evacuación de aguas.
DO UE-L 118 de 8/5/2007, pg. 18

Aprobación definitiva del presupuesto rectificativo nº 1 de la Unión Europea para el ejercicio 2007 (2007/280/CE, EURATOM).
DO UE-L 124 de 15/5/2007, pg. 1
Estado de ingresos y de gastos ... del Centro Europeo para el Desarrollo de la Formación Profesional (Cedefop); de la Fundación Europea para la Mejora de las Condiciones de Vida y de Trabajo; de la Agencia Europea de Medio Ambiente; de la Fundación Europea de Formación; de la Agencia Europea de Medicamentos; del Observatorio Europeo de las Drogas y las Toxicomanías; del Centro Europeo para la Prevención y el Control de las Enfermedades; de la Agencia Europea para la Seguridad y la Salud en el Trabajo; de la Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales; del Centro de Traducción de los Órganos de la Unión Europea; del Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia; de la Agencia Europea de Reconstrucción; de la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria; de la Agencia Europea de Seguridad Marítima; de la Agencia Europea de Seguridad Aérea; de la Agencia Europea de Seguridad de las Redes y de la Información; de Eurojust ; de la Agencia Ejecutiva en el Ámbito Educativo, Audiovisual y Cultural; de la Agencia Ejecutiva de Energía Inteligente; de la Agencia Ejecutiva para el Programa de Salud Pública ... para el ejercicio 2007 (2007/281/CE, 2007/282/CE, 2007/283/CE, 2007/284/CE, 2007/285/CE, 2007/286/CE, 2007/287/CE, 2007/288/CE, 2007/289/CE, 2007/290/CE, 2007/291/CE, 2007/292/CE, 2007/293/CE, 2007/294/CE, 2007/295/CE, 2007/296/CE, 2007/297/CE, 2007/298/CE,

LEGISLACIÓN



Unión Económica
y Monetaria

2007/299/CE, 2007/300/CE).
DO UE-L 126 de 16/5/2007, pg. 1

Estado de ingresos y de gastos ... del Centro de Traducción de los Órganos de la Unión Europea; de la Agencia Ejecutiva en el Ámbito Educativo, Audiovisual y Cultural; de la Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales ... para el ejercicio 2007 - Presupuesto rectificativo nº 1 (2007/301/CE, 2007/302/CE, 2007/303/CE).
DO UE-L 127 de 16/5/2007, pg. 1

TRANSPOSICIÓN DE NORMATIVA COMUNITARIA AL DERECHO INTERNO



Agricultura

Real Decreto 617/2007, de 16 de mayo, por el que se establece la lista de las enfermedades de los animales de declaración obligatoria y se regula su notificación.

BOE 118 de 17/5/2007, pg. 21010

Transpone la **Directiva 82/894/CEE**

BOE 114 de 12/5/2007, pg. 20609

Cita la **Directiva 2004/27/CE**, que modifica la **Directiva 2001/83/CE**



Transportes

Transporte

REAL DECRETO 503/2007, de 20 de abril, por el que se modifica el Real Decreto 1829/1999, de 3 de diciembre, por el que se aprueba el Reglamento por el que se regula la prestación de los servicios postales en desarrollo de lo establecido en la Ley 24/1998, de 13 de julio, del servicio postal universal y de liberalización de los servicios postales.

BOE 111 de 9/5/2007, pg. 19902

Cita la **Directiva 97/67/CE**



Consumo

Consumo y Alimentación

ORDEN PRE/1263/2007, de 8 mayo, por la que se modifica el anexo II del Real Decreto 1275/2003, de 10 de octubre, relativo a los complementos alimenticios.

BOE 111 de 9/5/2007, pg. 19905

Transpone la **Directiva 2006/37/CE**, que modifica la **Directiva 2002/46/CE**

ORDEN PRE/1275/2007, de 8 de mayo, por la que se modifica el anexo del Real Decreto 956/2002, de 13 de septiembre, por el que se aprueban las sustancias que pueden añadirse para fines de nutrición específicos en los preparados alimenticios destinados a una alimentación especial (dietéticos).

BOE 112 de 10/5/2007, pg. 20128

Transpone la **Directiva 2006/34/CE**, que modifica la **Directiva 2001/15/CE**, anteriormente modificada por la **Directiva 2004/5/CE**



Unión Económica y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

ORDEN EHA/1433/2007, de 17 de mayo, por la que se aprueban los modelos de declaración del Impuesto sobre Sociedades y del Impuesto sobre la Renta de no Residentes correspondiente a establecimientos permanentes y a entidades en régimen de atribución de rentas constituidas en el extranjero con presencia en territorio español, para los periodos impositivos iniciados entre el 1 de enero y el 31 de diciembre de 2006, se dictan instrucciones relativas al procedimiento de declaración e ingreso y se establecen las condiciones generales y el procedimiento para su presentación telemática.

BOE 125 de 25/5/2007, 22547

Cita la **Directiva 2005/19/CE**, que modifica la **Directiva 90/434/CEE**



Energía

Energía

REAL DECRETO 616/2007, de 11 de mayo, sobre fomento de la cogeneración.

BOE 114 de 12/5/2007, pg. 20605; Corr. Error.

BOE 116 de 15/5/2007, pg. 20813

Transpone la **Directiva 2004/8/CE**, que modifica la **Directiva 92/42/CEE**



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

REAL DECRETO 544/2007, de 27 de abril, por el que se regula el abanderamiento y matriculación de las embarcaciones de recreo en la Lista séptima del Registro de matrícula de buques.

BOE 120 de 19/5/2007, 21641

Cita la **Directiva 94/25/CE**



Sanidad

Sanidad

REAL DECRETO 618/2007, de 11 de mayo, por el que se regula el procedimiento para el establecimiento, mediante visado, de reservas singulares a las condiciones de prescripción y dispensación de los medicamentos.

LICITACIONES



Asuntos de Justicia e Interior

Asuntos de Justicia e Interior

B-Bruselas: Análisis de las normas mínimas de detención preventiva y los motivos de una revisión periódica en los Estados miembros de la Unión Europea (Comisión Europea, DG Justicia, Libertad y Seguridad) (2007/S 93-113581).

DO UE-S 93 de 16/5/2007

Fecha límite: 2/7/2007



Asuntos Sociales

Asuntos Sociales

B-Bruselas: Movilidad laboral en la Unión Europea en el contexto de la ampliación y el funcionamiento de medidas transitorias. El contrato consistirá en un contrato de estudio para evaluar la movilidad actual y futura de los 8 Estados miembros (Eslovaquia, Eslovenia, Estonia, Hungría, Letonia, Lituania, Polonia y República Checa) a la Europa de los Quince, de los 2 Estados miembros (Bulgaria, Rumanía) a la Europa de los Veinticinco y de los países candidatos a la Europa de los Veintisiete (Comisión Europea, DG Empleo, Asuntos Sociales e Igualdad de Oportunidades, EMPL/D/1) (2007/S 91-111345).

DO UE-S 91 de 12/5/2007

Fecha límite: 29/6/2007

B-Bruselas: Contrato de estudios para mejorar el conocimiento del impacto socioeconómico de los sistemas de pensiones en las mujeres (Comisión Europea, DG Empleo, Asuntos Sociales e Igualdad de Oportunidades) (2007/S 92-112505).

DO UE-S 92 de 15/5/2007

Fecha límite: 24/7/2007

B-Bruselas: Organización y coordinación de una red europea de libre circulación de trabajadores en la Unión Europea. La red tendrá la misión de vigilar los desarrollos en materia de legislación, puesta en práctica y aplicación por los tribunales nacionales de las leyes comunitarias sobre libre circulación de trabajadores, en particular mediante la elaboración anual de 27 informes nacionales correspondientes a cada Estado miembro y 1 informe consolidado europeo sobre los desarrollos en materia jurídica en los Estados miembros de la Unión Europea, la organización de una conferencia de carácter jurídico en la que se presenten los resultados y la respuesta a todas las solicitudes de la Comisión con relación a la aplicación de las leyes comunitarias sobre la libre circulación de trabajadores en un determinado Estado miembro (Comisión Europea, DG Empleo, Asuntos Sociales e Igualdad de Oportunidades) (2007/S 93-113588).

DO UE-S 93 de 16/5/2007

Fecha límite: 27/6/2007



Consumo

Consumo y Alimentación

L-Luxemburgo: Servicios estadísticos en el ámbito de la protección del consumidor: asistencia en la publicación de la cuarta edición de «Consumidores de Europa: hechos y cifras». Los datos deben cubrir el período 2002-2007 (Comisión Europea, Eurostat) (2007/S 88-107284).

DO UE-S 88 de 8/5/2007

Fecha límite: 21/6/2007

BF-Uagadugu: FED - Asistencia técnica en materia de seguridad alimentaria para la coordinación nacional del sistema de información sobre seguridad alimentaria. Asistencia técnica para la coordinación nacional del plan de acción del sistema de información sobre seguridad alimentaria con vistas a contribuir a la puesta en marcha de la Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria (ENSA) (Uagadugu, Burkina Faso) (2007/S 89-108386).

DO UE-S 89 de 10/5/2007

Fecha límite: 15/6/2007

JO-Ammán: Creación de un sistema de información sobre seguridad alimentaria para la gobernanación de Hodeida (República de Yemen) (2007/S 90-109381).

DO UE-S 90 de 11/5/2007

Fecha límite: 15/6/2007

IRL-Dublín: Herramientas para analizar la satisfacción del cliente (Fundación Europea para la Mejora de las Condiciones de Vida y de Trabajo) (2007/S 91-111349).

DO UE-S 91 de 12/5/2007

Fecha límite: 8/6/2007



Economía

Economía

B-Bruselas: Cobertura de seguros contra incendios y riesgos diversos asociados de los edificios ocupados por la Secretaría General del Consejo de la Unión Europea (como propietario o arrendatario) (Consejo de la Unión Europea) (2007/S 88-107279).

DO UE-S 88 de 8/5/2007

Fecha límite: 18/6/2007

LICITACIONES



Economía

L-Luxemburgo: Prestación de servicios relacionados con la ejecución de proyectos piloto sectoriales para el «Programa multibeneficiario de cooperación estadística 2006 para Bulgaria, Croacia, Rumanía y Turquía». CRIS 2006/018-422. Prestación de servicios especializados para la realización de proyectos piloto sectoriales, junto con Eurostat, con el objeto de mejorar la producción, recopilación y difusión de estadísticas de alta calidad relacionadas con el nuevo acervo estadístico en varios sectores de la estadística para los países beneficiarios (Lugar: Países beneficiarios del programa y Estados miembros de la Comunidad Europea) (2007/S 88-107170).

DO UE-S 88 de 8/5/2007

Fecha límite: 15/6/2007

TH-Bangkok: ALA - Asistencia a prestadores de servicios de microfinanzas para constituir un acceso operativo a servicios financieros para los habitantes y agricultores de las zonas objetivo de Ecosorn. Provisión de servicios relativos al ámbito de las microfinanzas destinados a hogares agrícolas pobres en el marco de los “módulos de desarrollo rural integrado” de Ecosorn en distritos y municipios seleccionados (Siem Reap, Battambang y Banteay Meanchey) (2007/S 90-109388).

DO UE-S 90 de 11/5/2007

Fecha límite: 11/6/2007

B-Bruselas: Estudio sobre la aplicación por los 27 Estados miembros de las directivas relativas al acceso a la actividad de las entidades de crédito y a su ejercicio y a la adecuación del capital de las empresas de inversión y las entidades de crédito (Comisión Europea, DG Mercado Interior y Servicios) (2007/S 93-113586).

DO UE-S 93 de 16/5/2007

Fecha límite: 25/6/2007



Educación

Educación y Universidades

DZ-Argel: MEDA - Asistencia técnica al Ministerio de Enseñanza y Formación Profesional (MFEP) para desarrollar e implantar un marco metodológico de análisis y de estudio de oportunidad para proyectos de enseñanza y formación profesional (FEP) (Argel, Argelia) (2007/S 92-112382).

DO UE-S 92 de 15/5/2007

Fecha límite: 20/6/2007



Energía

Energía

L-Luxemburgo: Estudio comparativo de las orientaciones comunitarias y de la OIEA sobre los niveles de exención y eliminación. Las nor-

mas básicas de seguridad en materia de protección radiológica comunitarias y de la OIEA tienen actualmente el mismo conjunto de valores de exención específicos para radionucleidos. Se necesita un conjunto de valores similar con el objetivo de eliminar materiales ligeramente contaminados provenientes del desmantelamiento de instalaciones nucleares (Comisión Europea, DG Energía y Transportes) (2007/S 91-111343).

DO UE-S 91 de 12/5/2007

Fecha límite: 25/6/2007



Integración Europea e Instituciones

B-Bruselas: Convocatoria de manifestaciones de interés para el «Programa de Visitantes» de la OAPE La Oficina de Asesores de Política Europea de la Comisión Europea (OAPE), un servicio que trabaja directamente para el Presidente y cuya misión es proporcionar asesoría política al Presidente y a los servicios de la Comisión sobre asuntos relevantes para la programa del Presidente y el futuro de las políticas de la Unión, pretende atraer a expertos líderes de organizaciones académicas, internacionales, gobiernos e instituciones de investigación para que participen en el «Programa de Visitantes» (OAPE - Comisión Europea) (2007/S 88-107288).

DO UE-S 88 de 8/5/2007

Fecha límite: 8/2/2010

IRL-Dublín: Provisión de servicios de noticias relacionados con la Unión Europea (con una cobertura especial del Parlamento Europeo) y difusión semanal de estas columnas informativas a publicaciones locales y regionales de toda Irlanda (Oficina de Información del Parlamento Europeo en Irlanda) (2007/S 91-111338).

DO UE-S 91 de 12/5/2007

Fecha límite: 21/6/2007

TR-Ankara: MEDA - Asistencia técnica para el fortalecimiento de las capacidades de la Unidad de Coordinación de la Traducción en Turquía. Dado que Turquía debe cumplir con las necesidades de traducción exigidas para la adhesión a la Unión Europea, la Unidad de Coordinación de la Traducción debe prepararse para aumentar su nivel de producción. Se redactará un plan anual que incorpore planificación estratégica, operativa y ejecutiva para alcanzar las necesidades de traducción y terminología con vistas a adoptar el acervo comunitario (2007/S 92-112381).

DO UE-S 92 de 15/5/2007

Fecha límite: 22/6/2007

LICITACIONES



Medio Ambiente

D-Karlsruhe: Convocatoria de manifestaciones de interés. Descontaminación, desmontaje y eliminación de residuos de instalaciones contaminadas (Comisión Europea, Centro Común de Investigación (CCI), Instituto de Elementos Transuránicos (ITU)) (2007/S 89-108475).

DO UE-S 89 de 10/5/2007

Fecha límite: 27/1/2010

B-Bruselas: Revisión de la información existente sobre las interrelaciones entre el suelo y el cambio climático, publicada bajo el título «Interacciones entre la protección del suelo y el cambio climático» (Comisión Europea, DG Medio Ambiente) (2007/S 91-111344).

DO UE-S 91 de 12/5/2007

Fecha límite: 20/6/2007

B-Bruselas: Recogida de información estadística sobre la contratación pública ecológica en la Unión Europea (Comisión Europea, DG Medio Ambiente) (2007/S 92-112503).

DO UE-S 92 de 15/5/2007

Fecha límite: 25/6/2007

BF-Uagadugu: FED - Programa para la gestión integrada de las cuencas transfronterizas en África - Caso de la cuenca del Volta (2007/S 93-113491).

DO UE-S 93 de 16/5/2007

Fecha límite: 20/6/2007



Política Industrial y Pyme

B-Bruselas: Contrato de servicios de asistencia técnica y preparación de informes relativos al grupo de alto nivel en materia de competitividad de la industria europea de los productos químicos. Asistencia técnica y asesoramiento experto para la preparación y la transformación de los resultados (redacción de informes) de los debates y deliberaciones en el seno del grupo de alto nivel (Comisión Europea, DG Empresa e Industria) (2007/S 91-111342).

DO UE-S 91 de 12/5/2007

Fecha límite: 25/6/2007

P-Lisboa: Contrato de servicios para la mejora de la base de datos sobre la aprobación de los equipos marinos y para la secretaría técnica destinada al grupo de organismos notificados englobados en la Directiva sobre equipos marinos. Mantener y actualizar la base de datos existente sobre la aprobación de equipos marinos (Agencia Europea de Seguridad Marítima) (2007/S 92-112508).

DO UE-S 92 de 15/5/2007

Fecha límite: 9/7/2007



Relaciones Exteriores

TH-Bangkok: ALA - Atribución de poderes y consolidación de capacidades de las comunidades locales en materia de planificación y gestión de planes de desarrollo, salud y alfabetización de adultos (Provincias de Siem Reap, Battambang y Banteay Mancheay - Camboya) (2007/S 90-109387).

DO UE-S 90 de 11/5/2007

Fecha límite: 11/6/2007

B-Bruselas: Aplicación del programa «Acceso» de la Unión Europea. El objetivo del programa «Acceso» de la Unión Europea es asistir a las empresas de la Unión Europea de forma proactiva en sus intentos de abrirse camino en los mercados japonés y coreano (Comisión Europea, DG Relaciones Exteriores) (2007/S 91-111348).

DO UE-S 91 de 12/5/2007

Fecha límite: 7/8/2007



Sanidad

I-Parma: Selección de un asesor médico para la Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria (Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria - EFSA) (2007/S 89-108472).

DO UE-S 89 de 10/5/2007

Fecha límite: 18/6/2007



Sociedad de la Información

B-Bruselas: Servicios informáticos en el campo del desarrollo, integración, mantenimiento y operaciones de sistemas de gestión financiera (IT-DIMOS). Servicios informáticos y asistencia técnica destinados a sistemas de gestión financiera incluidas las soluciones SAP y otras tecnologías (es decir, Weblogics, J2EE, base de datos Oracle, «Business Objects», PL/SQL, etc.), como el análisis de los requisitos, diseño, desarrollo, validación y ejecución de sistemas de gestión financiera (DG Justicia, Libertad y Seguridad) (2007/S 89-108474).

DO UE-S 89 de 10/5/2007

Fecha límite: 18/6/2007

CONVOCATORIA DE PROGRAMAS



Asuntos de Justicia e Interior

Asuntos de Justicia e Interior

Convocatoria de propuestas 2007 sobre «Prevención, preparación y gestión de las consecuencias del terrorismo y de otros riesgos en materia de seguridad».

DO UE-C 108 de 12/5/2007, pg. 14

Fecha límite: 16/7/2007

Programa Marco de «Derechos fundamentales y justicia» - Programa específico de «Justicia penal» - Subvenciones de funcionamiento.

DO UE-C 109 de 15/5/2007, pg. 20

Fecha límite: 13/6/2007

Programa Marco de «Derechos fundamentales y justicia» - Programa específico de «Justicia penal» - Subvenciones de la acción.

DO UE-C 109 de 15/5/2007, pg. 20

Fecha límite: 16/7/2007



Educación

Educación y Universidades

Convocatoria de propuestas DG EAC/20/07 (Dirección General de Educación y Cultura) con arreglo al programa de aprendizaje permanente - Concesión de subvenciones a acciones destinadas a desarrollar y probar el marco europeo de titulaciones (MET), incluidos los marcos de titulaciones nacionales y sectoriales.

DO UE-C 115 de 25/5/2007, pg. 39

Fecha límite: 31/8/2007



Energía

Energía

Convocatoria de propuestas con arreglo al programa de trabajo del Séptimo Programa Marco de la Comunidad Europea de la Energía Atómica (Euratom) de Acciones de Investigación y Formación en Materia Nuclear.

DO UE-C 112 de 22/5/2007, pg. 15



I + D

Investigación y Desarrollo

Convocatorias de propuestas referentes a los programas de trabajo del Séptimo Programa Marco de la Comunidad Europea para acciones de investigación, desarrollo tecnológico y demostración.

DO UE-C 114 de 24/5/2007, pg. 10



Audiovisual

Política Audiovisual

Media 2007 - Anuncio de convocatoria de propuestas - EACEA/15/07 - Medidas de apoyo a la Promoción en los países no miembros del programa MEDIA.

DO UE-C 109 de 15/5/2007, pg. 21

Fecha límite: 29/6/2007

Media 2007 - Convocatoria de propuestas - EACEA 14/07 - Medidas de apoyo a la promoción y el acceso al mercado.

DO UE-C 109 de 15/5/2007, pg. 22

Fecha límite: 29/6/2007 (para los proyectos anuales de 2008 y los proyectos iniciados entre el 1/1/2008 y el 31/5/2008) y 7/12/2007 (para los proyectos iniciados entre el 1/6/2008 y el 31/12/2008)

Media 2007 - Convocatoria de propuestas - EACEA/11/07 - i2i audiovisual.

DO UE-C 112 de 22/5/2007, pg. 13

Fecha límite: 6/7/2007 (para proyectos que empiezan entre el 1/1/2007 y el 30/6/2007)



Sociedad de la Información

Sociedad de la Información

Convocatoria de propuestas con arreglo al programa de trabajo para 2007 del programa de apoyo a la política en materia de tecnologías de la información y la comunicación, dentro del Programa Marco para la innovación y la competitividad (2007-2013).

DO UE-C 115 de 25/5/2007, pg. 43



Transportes

Transporte

Convocatoria de propuestas - SUB 01-2007: Promoción de los objetivos de la política de transportes. Los principales temas seleccionados se refieren a la seguridad vial así como los aspectos de optimización de la utilización de las infraestructuras al servicio de los operadores (por carretera y marítimos).

DO UE-C 105 de 9/5/2007, pg. 4

Convocatoria de propuestas conforme al proyecto de programa anual para la concesión de subvenciones en el campo de la Red Transeuropea de Transporte (RTE-T) para 2007 [Decisión de la Comisión C(2007) 2183 de la Comisión].

DO UE-C 115 de 25/5/2007, pg. 41

Fecha límite: 20/7/2007

DOCUMENTOS OFICIALES



Agricultura

Lista de vinos de calidad producidos en regiones determinadas [Publicada en virtud del artículo 54, apartado 4, del Reglamento (CE) nº 1493/1999 del Consejo].
DO UE-C 106 de 10/5/2007, pg. 1

INFORME DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO sobre la aplicación de las excepciones a los requisitos relativos al alojamiento del ganado ecológico en locales ya existentes antes del 24 de agosto de 1999 y antes del 24 de agosto de 2000.
COM(2007) 83 de 6/3/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - La situación de la agricultura en la Unión Europea - Informe 2005 [SEC(2007) 365].
COM(2007) 130 de 23/3/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO sobre la aplicación del sistema de condicionalidad (presentado en virtud del artículo 8 del Reglamento (CE) nº 1782/2003 del Consejo, por el que se establecen disposiciones comunes aplicables a los regímenes de ayuda directa en el marco de la política agrícola común y se instauran determinados regímenes de ayuda a los agricultores).
COM(2007) 147 de 29/3/2007



Asuntos de Justicia e Interior

DICTAMEN DE LA COMISION con arreglo al artículo 251, apartado 2, párrafo tercero, letra c), del Tratado CE, sobre las enmiendas del Parlamento Europeo a la Posición común del Consejo sobre la propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativo a la ley aplicable a las obligaciones extracontractuales ("Roma II"). / ... por el que se modifica la propuesta de la Comisión.
COM(2007) 126 de 14/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma del Acuerdo entre la Comunidad Europea y Ucrania sobre la facilitación de la expedición de visados de corta duración./ Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración del Acuerdo entre la Comunidad Europea y Ucrania sobre la facilitación de la expedición de visados de corta duración.
COM(2007) 190 de 17/4/2007



Competencia

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO que modifica la Directiva 78/855/CEE del Consejo, relativa a las fusiones de las sociedades anónimas, y la Directiva 82/891/CEE del Consejo, referente a la escisión de sociedades anónimas, por lo que respecta al requisito de presentación de un informe de un perito independiente en caso de fusión o escisión [SEC(2007) 298, SEC(2007) 300].
COM(2007) 91 de 6/3/2007



Consumo y Alimentación

Resumen de las notificaciones recibidas en 2006 por la Comisión con arreglo a lo dispuesto en el artículo 5 del Reglamento (CE) nº 258/97 del Parlamento Europeo y del Consejo (2007/C 107/05): Entre el 1 de enero y el 31 de diciembre de 2006, la Comisión había recibido cuarenta y ocho notificaciones de comercialización de nuevos alimentos o nuevos ingredientes alimentarios con arreglo a lo dispuesto en el artículo 5 del Reglamento (CE) nº 258/97 del Parlamento Europeo y del Consejo.
DO UE-C 107 de 11/5/2007, pg. 6



Economía

COMUNICACIÓN INTERPRETATIVA DE LA COMISIÓN Competencias respectivas del Estado miembro de origen y del Estado miembro de acogida en la comercialización de participaciones de OICVM, con arreglo a lo dispuesto en la sección VIII de la Directiva OICVM.
COM(2007) 112 de 19/3/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO - Informe final de la Comisión Europea sobre la actual pertinencia de los requisitos de seguro de responsabilidad profesional que el Derecho comunitario impone a los intermediarios (Directiva 2004/39/CE relativa a los mercados de instrumentos financieros).
COM(2007) 178 de 11/4/2007



Educación y Universidades

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO - Marco para la encuesta europea sobre los conocimientos lingüísticos.
COM(2007) 184 de 13/4/2007

DOCUMENTOS OFICIALES



Asuntos de Justicia e Interior

Empleo y Formación

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Informe sobre las actividades de EURES en el período 2004-2005 presentado por la Comisión con arreglo al artículo 19, apartado 3, del Reglamento (CEE) nº 1612/68 «Hacia un único mercado de trabajo europeo: la contribución de EURES». COM(2007) 116 de 16/3/2007



Energía

Energía

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - 50 años del Tratado EURATOM [SEC(2007) 347]. COM(2007) 124 de 20/3/2007



Integración Europea e Instituciones

Integración Europea e Instituciones

Posiciones Comunes del Consejo (4/2007 a 6/2007). DO UE-C 103 E de 8/5/2007, pg. 1

Posiciones Comunes del Consejo (7/2007). DO UE-C 109 E de 15/5/2007, pg. 1



I + D

Investigación y Desarrollo

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO, AL CONSEJO Y AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO sobre la información científica en la era digital: acceso, difusión y preservación [SEC(2007)181]. COM(2007) 56 de 14/2/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES sobre el informe intermedio relativo a la estrategia en el ámbito de las ciencias de la vida y la biotecnología [SEC(2007) 441]. COM(2007) 175 de 10/4/2007



Medio Ambiente

Medio Ambiente

Comunicación de la Comisión por la que se reconoce oficialmente que algunos actos del Derecho comunitario relacionados con el medio ambiente han quedado obsoletos. DO UE-C 110 de 16/5/2007, pg. 1

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 98/70/CE en relación con las especificaciones de la gasolina, el diésel y el gasóleo, se introduce un mecanismo para controlar y reducir las emisiones de gases de efecto invernadero derivadas de la utilización de combustibles de transporte por carretera, se modifica la Directiva 1999/32/CE del Consejo en relación con las especificaciones del combustible utilizado por los buques de navegación interior y se deroga la Directiva 93/12/CEE [SEC(2007) 55, SEC(2007) 56]. COM(2007) 18 de 31/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Comunicación interpretativa sobre residuos y subproductos. COM(2007) 59 de 21/2/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre la aplicación de la Directiva 91/676/CEE del Consejo, relativa a la protección de las aguas contra la contaminación producida por nitratos procedentes de fuentes agrarias, en el periodo de 2000-2003 [SEC(2007) 339]. COM(2007) 120 de 19/3/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO - Hacia una gestión sostenible del agua en la Unión Europea - Primera fase de aplicación de la Directiva Marco del Agua (2000/60/CE) [SEC(2007) 362, SEC(2007) 363]. COM(2007) 128 de 22/3/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Informe sobre el Plan de Actuación a favor de las Tecnologías Ambientales (2005-2006) [SEC(2007) 413]. COM(2007) 162 de 2/5/2007



Pesca

Pesca

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Una política para reducir las capturas accesorias y eliminar los descartes en las pesquerías europeas [SEC(2007) 380, SEC(2007) 381]. COM(2007) 136 de 28/3/2007

DOCUMENTOS OFICIALES

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la posición comunitaria sobre la modificación del Protocolo 4 del Acuerdo entre la Comunidad Europea, por una parte, y el Gobierno de Dinamarca y el Gobierno local de las Islas Feroe, por otra (piensos para peces). COM(2007) 157 de 30/3/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre el control de la aplicación de la política pesquera común por parte de los Estados miembros durante el periodo de 2003-2005 [SEC(2007) 425]. COM(2007) 167 de 10/4/2007

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativo a la celebración del Acuerdo de asociación en el sector pesquero entre, de una parte, la Comunidad Europea y, de otra, la República de Kiribati. COM(2007) 180 de 12/4/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración del Acuerdo en forma de canje de notas para la aplicación provisional del Protocolo por el que se fijan, durante el período comprendido entre el 16 de septiembre de 2006 y el 15 de septiembre de 2012, las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera previstas en el Acuerdo de asociación en el sector pesquero entre, de una parte, la Comunidad Europea y, de otra, la República de Kiribati. COM(2007) 181 de 12/4/2007



Política Industrial y Pyme

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO de conformidad con lo dispuesto en el artículo 19, apartado 1, de la Directiva 2003/96/CE del Consejo (embarcaciones privadas de recreo y navegación aérea de recreo privada) [régimen comunitario de imposición de los productos energéticos y de la electricidad]. COM(2007) 107 de 15/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración de un Acuerdo entre la Comunidad Europea y el Gobierno de Ucrania sobre el comercio de determinados productos siderúrgicos. COM(2007) 191 de 17/4/2007

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativa a la instalación de los dispositivos de alumbrado y de señalización luminosa en los tractores agrícola-

las o forestales con ruedas (Versión codificada). COM(2007) 192 de 17/4/2007

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativa a la gestión de determinadas restricciones a la importación de determinados productos siderúrgicos de Ucrania. COM(2007) 193 de 17/4/2007



Relaciones Exteriores

Recomendación del Consejo, de 19 de marzo de 2007, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (sexto FED) para el ejercicio 2005. DO UE-C 103 de 8/5/2007, pg. 1

Recomendación del Consejo, de 19 de marzo de 2007, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (séptimo FED) para el ejercicio 2005. DO UE-C 103 de 8/5/2007, pg. 2

Recomendación del Consejo, de 19 de marzo de 2007, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (octavo FED) para el ejercicio 2005. DO UE-C 103 de 8/5/2007, pg. 3

Recomendación del Consejo, de 19 de marzo de 2007, por la que se aprueba la ejecución por la Comisión de las operaciones del Fondo Europeo de Desarrollo (noveno FED) para el ejercicio 2005. DO UE-C 103 de 8/5/2007, pg. 4

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Código de Conducta de la UE relativo a la división del trabajo en el ámbito de la política de desarrollo. COM(2007) 72 de 28/2/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la posición de la Comunidad en el Consejo de Asociación respecto de la aplicación del artículo 80 del Acuerdo Euromediterráneo por el que se crea una Asociación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República Libanesa, por otra. COM(2007) 84 de 7/3/2007

DOCUMENTOS OFICIALES



Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma y aplicación provisional de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y Georgia, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 97 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO Y DE LA COMISIÓN relativa a la celebración de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y Georgia, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 98 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma y aplicación provisional de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Armenia, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 104 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO Y DE LA COMISIÓN relativa a la celebración de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y Kazajstán, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 105 de 16/3/2007

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativo a la adopción de medidas restrictivas contra Irán.

COM(2007) 109 de 13/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma y aplicación provisional de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y Kazajstán, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 110 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma y aplicación provisional de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas

y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Azerbaiyán, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 111 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO Y DE LA COMISIÓN relativa a la celebración de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Armenia, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 113 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO Y DE LA COMISIÓN relativa a la celebración de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Azerbaiyán, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 114 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma y aplicación provisional de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Uzbekistán, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 115 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO Y DE LA COMISIÓN relativa a la celebración de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Uzbekistán, por otra, para tener en cuenta la adhesión de la República de Bulgaria y de Rumanía a la Unión Europea.

COM(2007) 117 de 16/3/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO sobre la celebración de los acuerdos pertinentes con arreglo al artículo XXI del AGCS con Argentina, Australia, Brasil, Canadá, China, el Territorio aduanero diferenciado de Kinmen, Matsu, Penghu y Taiwán (Taiwán chino), Colombia, Cuba, Ecuador, Hong Kong (China), India, Japón, Corea, Nueva Zelanda, Filipinas, Suiza y los Estados Unidos, sobre los ajustes compensatorios necesarios resultantes de la adhesión de la República Checa, la República de Estonia, la República de Chipre, la República de Letonia, la República de Lituania, la

DOCUMENTOS OFICIALES



República de Hungría, la República de Malta, la República de Austria, la República de Polonia, la República de Eslovenia, la República Eslovaca, la República de Finlandia y el Reino de Suecia a la Unión Europea. COM(2007) 154 de 27/3/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - De Monterrey a «El Consenso europeo sobre desarrollo»: respetar nuestros compromisos [COM(2007) 163, COM(2007) 164]. COM(2007) 158 de 4/4/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - La sinergia del Mar Negro, una nueva iniciativa de cooperación regional. COM(2007) 160 de 11/4/2007

VIGÉSIMO CUARTO INFORME ANUAL DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO sobre las actividades antidumping, antisubvenciones y de salvaguardia (2005) [SEC(2007) 440]. COM(2007) 171 de 10/4/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración del Acuerdo entre la Comunidad Europea y el Gobierno de Japón sobre cooperación aduanera y asistencia administrativa mutua en materia aduanera. COM(2007) 177 de 11/4/2007



Sociedad de la Información

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO, AL CONSEJO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Comunicación sobre la ejecución del programa plurianual comunitario de incremento de las posibilidades de acceso, utilización y explotación de los contenidos digitales en Europa (Programa eContentplus). COM(2007) 28 de 29/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - La identificación por radiofrecuencia (RFID) en Europa: pasos hacia un marco político [SEC(2007) 312]. COM(2007) 96 de 15/3/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO, AL CONSEJO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - i2010 - Informe anual sobre la sociedad de la información 2007 [SEC(2007) 395] [Volumes 1, 2, 3]. COM(2007) 146 de 30/3/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Regulación y mercados de las comunicaciones electrónicas en Europa 2006 (duodécimo informe) [SEC(2007) 403]. COM(2007) 155 de 29/3/2007



Transporte

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN - Situación actual del proyecto de realización del sistema europeo de nueva generación para la gestión del tráfico aéreo (SESAR). COM(2007) 103 de 15/3/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO de conformidad con lo dispuesto en el artículo 19, apartado 1, de la Directiva 2003/96/CE del Consejo (transporte público local de viajeros, personas con discapacidad) [régimen comunitario de imposición de los productos energéticos y de la electricidad]. COM(2007) 106 de 15/3/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN - Redes transeuropeas: Hacia un enfoque integrado [SEC(2007) 374]. COM(2007) 135 de 21/3/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO sobre la experiencia adquirida en la aplicación del Reglamento (CE) nº 437/2003 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 27 de febrero de 2003, relativo a las estadísticas de transporte aéreo de pasajeros, carga y correo. COM(2007) 187 de 17/4/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma y aplicación provisional del Acuerdo entre la Comunidad Europea y la República Kirguisa sobre determinados aspectos de los servicios aéreos./ Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración del Acuerdo entre la Comunidad Europea y la República Kirguisa sobre determinados aspectos de los servicios aéreos. COM(2007) 189 de 17/4/2007

DOCUMENTOS OFICIALES



Unión Económica
y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

Nueva cara nacional de las monedas en euros destinadas a la circulación: Cara nacional de las monedas conmemorativas de 2 euros destinadas a la circulación emitidas por Portugal.
DO UE-C 110 de 16/5/2007, pg. 5

Edición-Redacción

Coordinadores

De Epalza Azqueta, Camila
Iturrate, Elena

Arrow Comunicación
Llamas Fernández, Santiago
Arrizabalaga Cabrera, Ainhoa

Diseño

Valentín Álvarez

Diseño cubierta

Arrow Comunicación

Impresión

Flash Composition SL
www.flashcomposition.com

La opinión vertida en Europa-Euskadi no compromete a la Red Vasca de Información Europea



Red Vasca de Información Europea
(REVIE)

Europako Informazioaren
Euskal Sarea (EIES)

La REVIE tiene como objetivo facilitar a los ciudadanos, empresas, entidades públicas y privadas la información europea de la manera más rápida y completa mediante la acción coordinada de los centros dependientes de las Administraciones Vascas y de los que integran las redes de la Comisión Europea en la Comunidad Autónoma.

EIESren helburua honako hau da: hiriterrei, enpresei eta erakunde publiko zein pribatuei Europako informazioa erarik askarren eta osoenean ematea, Euskal Administrazioen menpeko zentrozen ekintzak eta Europako Batzordeak Euskal Autonomian dituen sareetako zentrozen ekintzak koordinatuz.

Componen la REVIE/ Hauek osatzen dute EIES:



	<ul style="list-style-type: none"> Gobierno Vasco Eusko Jaurlaritzak 	945 01 80 57
	<ul style="list-style-type: none"> Diputación Foral de Alava Arabako Foru Aldundiak 	945 18 18 18
	<ul style="list-style-type: none"> Diputación Foral de Bizkaia Bizkaiko Foru Aldundiak 	94 406 80 00
	<ul style="list-style-type: none"> Diputación Foral de Gipuzkoa Gipuzkoako Foru Aldundiak 	943 11 22 90
	<ul style="list-style-type: none"> EUDEL (Asociación de Municipios Vascos) EUDELeK (Euskadiko Udalen Elkarteak) 	94 423 15 00
	<ul style="list-style-type: none"> Centro Europeo de Información Empresarial de la Cámara de Comercio de Bilbao Bilboko Merkataritza Ganbarako Enpresa Informaziorako Europako Zentroak 	94 470 65 00
	<ul style="list-style-type: none"> Cámara de Gipuzkoa Gipuzkoako Bazkunea Ganberak 	943 00 03 00
	<ul style="list-style-type: none"> Empresarios Alaveses Arabako Enpresariak 	945 00 04 00
	<ul style="list-style-type: none"> Centro de Documentación Europea de la Universidad de Deusto Deustuko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 	94 413 90 00
	<ul style="list-style-type: none"> Centro de Documentación Europea de la Universidad del País Vasco Euskal Herriko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 	94 601 36 51/52
	<ul style="list-style-type: none"> Casa de Cultura Ignacio Aldecoa. Eurobiblioteca de Álava Ignacio Aldecoa Kultura Etxea. Arabako Euroliburutegiak 	945 18 19 44
	<ul style="list-style-type: none"> Europe Direct Álava 	945 18 19 00
	<ul style="list-style-type: none"> ITSAS MENDIKOI Europe Direct 	945 41 03 03

Si precisa Ud. ampliación de la información recogida en cualquiera de las secciones de este número o sobre cualquier cuestión de la Unión Europea puede dirigirse al centro correspondiente de la REVIE.

Zenbaki honetako edozein ataletan informazioz edota Europako Batasunari buruzko edozein gaiz gehiago jakin nahi baduzu, jo ezazu EIES-k horretarako daukan zentrora.

www.revie.org

Precio de suscripción: 90,00 € al año/Harpidetza: 90,00 € urtean